ro-crado

militares estamores Dius Sie. Market Special control of the least state of the le Market Steren volt Lage White winds bestpring of helicolds the franchist with 1950 Per 1850 Per 18 office brasings do many the present y is statish butters.

Attended C'est Das for by \$ 100 was appropriate to the print And the state of t sales of the course of the market dentificant. cor us desire sembutant to maintain de 155. CHANGE & BALLINGS OF THE PARTY IN Statementons (* 2000 ef f BELLE-BETTE TO TELESCO & LEATING

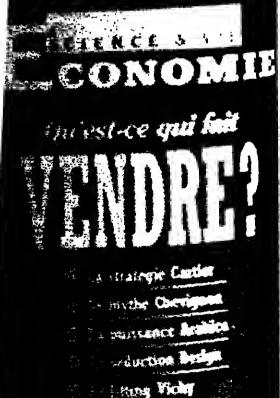
CLAUCE SARRAY

par finere civali at Valla RANGE DES ER STRANGE BERREIT Dick it a both trace is the CONTRACT THE THE COME Migigary to morality where Configuration that Annual Configuration of the Conf SAN TRUSTEDANCE OF GROVE OF CA. In waith water deministrati

May to manage and again escents de intraver de las white trap process a pay the by words that he at the case of Pales gas species and constitution Anterigen an eine freitet : f. Series General de Ali - Las Paris COOKS ON OR STATE WAS BEEN deck dec transmissing a press for 70%

GUIDE D'ACHI DU DIAMAT PROMOTIONAL SOLITAIRE - CARDE 9800 F - 122/6 F - 108: TO ALLIANCE LOS 1300 7 - 5500 F - 100 III MADIM **45 26 04**°

JELIEUR DE DNOMIQUE



DIVIS:3if

Avec ce numéro, madazina d'ana d'été :

SAMEDI 6 AVRIL 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Confusion soviétique

QUARANTE-HUTTÈME ANNÉE - Nº 14368 - 8 F

A situation politique paraît totalamant bloqués an URSS, où le Congrès russe se débat depuis plus d'une semaine dans d'interminables batailles de procédure empêchant l'émer-gence de majorités stables. Les décisions prises un jour sont ennulées le lendemain, ou vidées de leur substance. Les députés voudraient-ils détourner la population d'un perlamentarisme encore ambryonnaire qu'ils na s'y prendreient pas autrement.

A l'origine, cette session extra-ordinaire du Congrès russe avait été convoqués à l'initiaté du proupe communiste, bien décidé à censurer M. Boris Eltsine, président du Parlement de la plus grande République soviétique. La contre-attaque n'avait pas tardé. M. Eltsina, soutenu par les démocrates, organisait son propre référendum en même temps que celui da M. Mikhail Gorbatchev. Fort d'un score de 70 % en faveur de l'élection d'un prési-dent de Russie au suffrage uni-versel, il a obtenu du Congrès une réforme constitutionnelle qui devrait lui permettre de sa faire élire dans la foulée et de conforter son statut de rival du président soviétique.

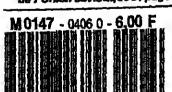
E rapport des forces su Congrès, entre communistes et militaires d'un côté, démocrates et réformateurs de l'autre, a largement paralysé les travaux. Les premiers ont renoncé à leur intention de destituer M. Eltsine ; la data de l'élec-tion présidentielle a été fixée, mais les détails sont reportés à une session ultarieures. La président russe s'est fait voter les pleins pouvoirs, mais la commission chargéa de les définir n'e pu se réunir parce que ses oppo-sents la boycottent. De toute manière, personne ne sait com-ment M. Eltaine pourrait exercer ses pleins pouvoirs, ses prérogatives restant très limitées par rapport su pouvoir central.

M. Gorbetchev ne se trouve pas dans une position plus confortable. Il gouverne per oukases, mais ses décisions sont mai eppliquées parce que les pouvoirs locaux font preuve d'une grande mauvaise volonté dans l'axécution. En même temps, les Républiques les plus indépendantistes doivent convenir que leurs moyens d'action sont très limités, la politique économique, la monnais, les transports et les communications, sans parler da la force armée, restant entre les meins

CE jeu de faux semblants ne Serait que dérisoire si la situation générale ne continuait à se détériorer et si les outorités. qu'elles soient fédérales ou républicaines, ne falsaient pas chaque jour la preuva de leur incapa. cité. Après evoir feint d'Ignorer la grève des mineurs qui dure depuis plus d'un mois, le gouvernement soviétique a brusquement cédé en accordant un doublament des salaires. Aussitüt les ouvriers des grandes antra-prises de Minsk ont cessé le travail pour demander une augmentation de salaires compensant le triplement du prix des denrées de base qui vient d'être annoncé.

S'il veut éviter que le mouvement de mécontentement ne se transforme sn explosion sociale. M. Gorbatchev ne pourra pas refuser aux uns ce qu'il a donné aux outres. La planche à billets continuera à financer cette politiqua qui, faute d'une réforma an profondeur du système, mène l'URSS à la banqueroute.

Lire nos informations ainsì que la critique per MICHEL TATU du livre de M. IAKOVLEV : « Ce que nous voulons faire de l'Union soviétique », page 6



Plus de 350 000 Kurdes réfugiés en Turquie et en Iran

Washington et Londres soutiennent la démarche française à l'ONU M. Bush justifie sa décision de ne pas intervenir militairement

M. Bush a réaffirmé, jeudi 4 avril, que les Etats-Unis n'entendaient pas « intervenir dans les affaires intérieures de l'Irak ». Le chef de la Maison Blanche a exclu de risquer « de précieuses vies américaines ». M. Bush a toutefois condamné la « brutalité » du président Saddam Hussein contre son propre peuple ».

Aux Nations unies, la France - désormais soutenue par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne - a poursuivi jeudi ses efforts pour faire voter par le Conseil de sécurité une résolution favorable aux Kurdes. A cet égard, M. Roland Dumas estime que le droit internetional doit intégrer la notion de c droit d'ingérence s.

Washington a confirmé jeudi que l'armée de Bagdad avait réoccupé toutes les grandes villes du pays. Bien que la frontière soit officiellement fermée, près de 250 000 réfugiés kurdes sont parvenus à pénétrer en Turquie. Pour sa part, l'Iran affirme avoir déjà accueilli cent dix mille réfugiés.



Lire aussi

BOURSE

a La grande amertume des peshmergas par YVES HELLER

Le débat à l'ONU par AFŞANÉ BASSIR POUR La situation à la fron-

par NICOLE POPE a Le président Bush sur la défensive

 A Clermont-Farrand, las réfugiés entre aspoir at désillusion

par DOMINIQUE LE GUILLEDOUX pages 3 à 5

Un peuple naufragé

par André Fontaine

Allons, c'est bien! Contrairement à ce que l'on aurait pu croire, George Bush ne manque pas de cœur, puisqu'il n'a pas hésité, au beau milieu d'une partie de golf (sans e) à se déclarer « troublé par la souffrance humaine en Irak ». Mais qu'on oc lui co demande pas plus.

Il a hien voulu faire massacrer par l'armada alliée quelques dizaines de milliers de sujets de Saddam Husseio pour remettre sur son trôce l'émir du Kowelt, doot oo a pu mesurer depuis les coovictions démocratiques et l'efficacité gouvernementale. Il a bien, le 15 février, appelé ouvertement les Irakiens, tant civils que

militaires, à « prendre eux-mêmes les choses en mains » et à « obliger Saddam Hussein, leur dictateur, à céder la place ».

On avait cru comprendre qu'il avait ordonoé à l'aviation américaioe d'empêcher les hélicoptères dudit dictateur de prendre l'air. Moyennant quoi, ils s'en soot donné à cœur joie successivement contre les chittes du Sud et mainteoaot les Kurdes du Nord. Le géoéral Schwarzkopf nous dit certes qu'il s'est fait « posséder » (traduction ioooccote du très grossier « suckered ») par Bagdad. Mais pourquoi, une fois constatée la tricherie, o'avoir pas agi? Mystère. Naturellemeot, les choses oe soot pas aussi simples que certaios paraissent le croire.

Lire la suite page 4

La longue quête de l'autonomie

par Jean Gueyras

Si étrange que cela puisse paraître aujourd'hui, l'arrivée au pouvoir le 17 juillet 1968 du Baas irakien créa dans le pays un climat d'euphorie générale. A la suite d'une déclaration du nouveau régime offirmant qu'il s'engageait à résondre le problème kurde sur la base du plan de règlement élaboré en juin 1966 par le gouvernement Bazzaz, on commença à parler de la «fraternité arabokurde retrouvée».

Ce plan prévoyait eo effet l'octroi à la minorité kurde d'uo certain degré d'autonomie dans le cadre d'une politique de décentralisation, un projet doot le principe avait été à l'époque accepté par les dirigeants kurdes, mais n'avait jamais été mis en application dans son intégralité. Dès le août, le Conseil de la révolution annonçait la mise en application de l'article 6 du plan Bazzaz concernant la recoonaissance de la laogue et de la culture nationales kurdes, proclamait une amnistie générale pour les peshmergas et décidait de prendre contact evec les chefs de la rébellion.

Les discrètes oégociations qui s'eogagèrent rapidement avec le géoéral Barzani, le dirigeant charismatique du mouvement national kurde, aboutirent à la déclaration du 11 mars 1970, qui mit fin à une guerre civile larvée de près de scot ans sur la base de la recoopaissance de l'eutocomie du « pays kurde » dans le « cadre de la République irakienne ».

Lire la suite page 4

M. Rocard définit l'« intégration » M. Michel Rocard a défini, jaudi 4 avril, dans le Val-d'Oise, la « stra-tégie globale » du gouvernement an matière d'intégradon. Un projet da loi sur la « sécurité intérieure » va être déposé au Parlement et

Lire paga 9 les erticles da PHILIPPE BERNARD et d'ALAIN ROLLAT

les procédures de naturalisation seront accélérées.

Un entretien avec Mina Tasca

Le ministra délégué à la communication s'axpliqua sur l'aide financière de l'Etat aux télévisions publiques.

Lire page 25 l'entretien avec Jean-François Lacan

Des capitaux privés dans les groupes publics

Le gouvernement vient d'autonser l'antrée minoritaire dans le capi-tal des antreprises nationalisées d'intérêts privés, français ou étrangers. Première application : un mariaga entre le Crédit lyonnais et la Commerzbank.

M. Durieux, un centriste heureux

Le ministra da la santé croit plus que jamais à l'« ouvarture ».

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 30

Max Frisch, l'homme sans identité

L'écrivain suisse de langue allemande est mort dans la nuit du mercredi 3 au jeudi 4 avril à son domicile de Zurich. Il était âgé de soixante-dix-neuf ans

par Michel Contat

En Suisse, on aime beaucoup fêter les jubilaires. On s'y appretait à célébrer, le 15 mai, le quatre-vingtième anniversaire de l'autre grand écrivaio dont le pays peut s'enorgueillir: Max Frisch, que tant de gens croient Allemand.

Après l'insoleot trépas de Friedrich Dürreomatt, survenu juste après qu'il se fût adressé, dans uoe cérémooie officielle, à l'exécrivain prisonnier deveou présideot, Vacley Havel, pour lui dire qu'on aurait souhaité lui préseo-

prisoa pour objection de cooscience et, que, à vrai dire, la Suisse était une vaste prisoo où chacun, prisonoier ou gardien, s'accrochait désespérément à l'illusioo d'être libre, la Suisse officielle et la Suisse littéraire, autremeot dit la Suisse oux gardes à vue et la Soisse dissideote, gardaient l'une et l'autre l'espoir que Max Frisch, qui venait quant à lui de refuser toute participation (* sept cents ans, ça suffit *) à la

célébration du 700 anniversaire de la Confédération helvétique, ne se déroberait pas à sa propre

ter quelques Suisses de sa commémoratioo comme graod trempe, mais qu'ils étaieot en écrivain jubilaire. Uoe sorte de revanche sur le Nobel qui, depuis tant d'années, lui étaieot dû, et que diverses raisoos avaient fait tant de fois différer. Le voilà qui meurt sans avoir prévenu, par ultime façoo d'échapper à ce qui a été sa hantise : être la proie de l'image que les autres se foot de

Je oe suis pas Max Frisch! Il aurait pu crier cette phrase, la première du romao qui est devenu, dès la fin des anoées 50, un classique de l'existentialisme littéraire: « Je ne suis pas Lire la suite page 11

THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF THE PE

André Stil de l'Académie Goncourt

Trente-huit personnalités de toutes tendances invitant les dirigeants des Douze à saisir « la chance historique > que laur offrant les deux conférences intergouvernementales destinées à compléter le traité de Rome pour faire de la Communauté « une pulssanca politique à part

Un appel en faveur

de l'Europe politique

La seconde mort du gauliisme per Alain Duhamel Déficit parlementaire dans la décentralisation per Paul Graziani, Jean-Yves Le Orien et André Sentinl page 2

entière »

roman

Un homme, une femme et la sensualité d'un pays comme écrin naturel de leur passion.



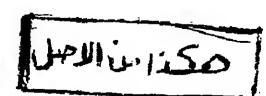
Mozart sur la route du Requiem

Voyage avec Amadeus de Vienne à Prague

■ SOS ketchup. ■ Bayeux fait tapisserie. m Visita au Pelais de justice de Paris. Lawrence, dit d'Arabie. # Esceles. # Le table : le poulat an harbouilla. Samaina gourmande en Sancerrois. W Vin : à la santé da Louis XI. . Les jeux.

pages 15 à 22

A L'ETRANGER : Algéria, 4,50 DA; Merce, 8 DH; Turniste, 750 m.; Alemanne, 2,50 DM; Austiche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Caredia, 2,25 S CAN; Antifere-Réunion, 3 F; Côta-d'Ivoire, 465 F CFA; Denoment, 14 KRD; Expagrie, 190 PTA; G.B., 85 p.; Grèce, 200 DR; Intende, 1,10 £; Instende, 2,200 L; Lorenthourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugel, 170 ESC; Sénégel, 450 F CFA; Suèce, 1,90 FS; USA (NY), 2 S; USA (others), 2,50 S.



2

عكذا وقا الأصل

Colfe ni le rôle diplomatique et militaire économique, monéteira et politique de l'économique, monéteira et politique de l'économique et militaire de l'économique, monéteira et politique de l'économique et militaire loué par la France et la Grande-Bretagne ne peuvent masquer l'évidence qui s'est imposée au plus fort de la ense : l'absence de

Incapable - feute des structures nécessaires - de feire entendre sa voix et d'être militairement présente, la Communauté n'a pu compter dans une épreuve mejeure nu ses intérêts essentiels étaient directement en cause. Le moment est venu pour elle d'en tirer les

Pour défendra ses valeurs et assurer sa sécurité, le Communauté doit devenir une puissance politique à part entière. Elle n'y perviendra que si les Douze saisissent le chence historique que leur offrent les deux conférences intergouvemementales desunées à compléter

Les signataires considèrent que cet objectif ne sera rempli que si les Douze s'engagent à réaliser, à des échéences fixées dans les traités et par des procédures majoritaires, des avancées concrètes et décisives.

- L'union économique et monétaire ne peut plus s'accommoder d'eueun chemin de traverse : la mise en place d'une banque centrale européenne dont être entreprise des 1994 et la monnaie unique voir le jour evant la fin du siècle pour que le modèle suropéen de sociésé puisse s'appuyer sur une économie solide.

- Le débet français sur la défense doit s'insenre dans la perspective d'une défense européenne : la ecordination des politiques d'armement et la créetion par la Communauté d'un

systèma de défense, pilier européen de l'alliance attentique, doivent être décidées dans

- Ces deux avancées doivent, enfin, acquérir une pleine portée par la réalisation de l'union politique, dont le crédibilité, selnn nous, se mesurera à l'eune de trois critères simples : la généralisation du vote à la majorité qualifiée au sein du conseil des ministres ; la mise en œuvre d'une politique étrangère commune, natemment en direction des régions voisines de la Communauté ; la démocretisation des institutions communautaires

C'est à ces conditions - et à ces conditions seulement - que les Européens pourront relever les défis politiques, économiques et écologiques que lancent la fin de l'organisation bipoleire du monde et la naissance d'un nouvel ordre international.

Ce texte e été signé par les personnalités suivantes :

Michel CROZIER, directeur de recherches Patrick DEVEDJIAN, en sciences sociales. Yves BARSALOU, président de la Caisso nationale de cré-Guy ORILLEAUO, président de la CFTC.

président de la Cassa nationale de éfé-da agnicole. Alain RESANÇON, directieur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales. Dominique GOCQUET, secrétaire général du Mouvement européen. Bemard BOSSON.

directeur de l'Ecole des hautes études

Huguette BOUCHAROEAU. député
Jean-Michel BOUCHERON.
préadent de la commission de la
délanse nanonale et des forces armées
à l'Assemblée nationale.
Jean-Marie CASANGVA

professeur à l'Institut d'études politi-ques de Paris. Pierre CHAUNU.

Michet ALBERT, président des AGF Marc AUGE.

Jean ELLENSTEIN. président du Club Victor-Hugo pour les Etats-Unes d'Europe. Bernard OE FALLOIS.

Jean FRANÇOIS-PONCET. Gárand FUCHS. vame Pouns, secrétaire national du Parti socialiete pour les affaires européennes et les questions de sécunté. Mare FUMAROLI. professeur au Collège de France Plene GUHLEN, président de l'Union des Industries

Françoise HÉRITIER-AUGÉ. professeur au Collège de France

Charles JOSSELIN. président de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés Raymond LACOMBE, président de la FNSEA. Albin LAMASSOURE. Aitus LAMASSOURS, désente général des Clubs Perspectives et Réalités.

Jean LECANUET, président de la commission des effares étrangères et de la défense su Sénat.

Jacques LE GOFF, directeur d'études à l'Ecole des hautes études au siènes sociales. études en sciences sociales. Gilles MARTINET. président de l'Association pour la Communguté européenne cultur Jean MATTÉOLI.

Pascal ORY. agrégé d'histoire. Jean PEYRELEVAGE, président de l'UAP.

Jean François REVEL, ecrivain. Antoine RIBOUO, président de BSN Laurent SCHWARTZ.

Jann-Pierre SPITZER.

Javocat à la cour.

François STAEDLIN

président du Comité économique

social de la CEE.

Dominique STRAUSS-KAHN,

président de la commission des fina

de l'Assemblée nationale.

Robert TO'ULEMON.

Inspecteur général des finances.

René TEULAOE,

président de la Fédération national

le mutualité irançoise.

Michal VAUZELLE.

président de la commission des all

président de la commission des all

(Les arguntaires précisent qu'ils adhèvent à ce texte à ture personnel et n'engagent pas les institutions qu'ils représentant.)

Réforme

Déficit parlementaire dans la décentralisation

par Paul Graziani, Jean-Yves Le Drian et André Santini

E projet d'« Institut des collectivités locales et des services publics locaux », dont l'idée avait été lancée l'année dernière par Pierre Joxe et Edmood Hervé, aura permis, au cours de la longue et minutieuse instruction à laquelle il a donné lieu, de mettre en lumière l'ampleur mais aussi la complexité de notre déficit eo matière d'information, de bases de données, d'éléments statistiques et d'expertise sur les politiques publiques locales, les interventions économiques, l'évolution des budgets locaux ou la fiscalité des collectivi-

Mais si les élus, les chercheurs et les « experts indépendants » sont unanimes à s'accorder sur la nature du « besoin » ainsi exprimé, les opinioos divergent encore sur la structure à mettre en place, son ebamp de compétences et son mode de fonctioocement - et l'on peut s'ioterroger sur les « effets pervers » d'une initiative qui serait insuffisamment « ciblée », voire concurrente avec la production du tissu associatif existant.

Toutefois, le travail d'iovestigation, conduit ces derniers mois par Edmond Hervé et par le commission spéciale de l'Assemblée nationale - et dont il faut souligner ici l'intérêt et la qualité, - a également permis de mettre en évidence le

propre défieit de l'Assemblée cationale et du Sénat dans le domaine du « local ». En effet, alors que la fonction parlementaire, aux termes de la Constitutioo, revet deux grandes dimensions - la fabrication des lois et le contrôle de l'action goovernementale et de l'administration, - il faut bien constater que l'essentiel des lois votées, octamment dans le domaine du « local », sont aujourd'hui d'origine gouvernementale et qo'une propositioo de loi parle-meotaire, notammeot dans le domaine de la déceotralisation, a peu de chances d'aboutir, qu'elle émane de la majorité ou de l'opposition. D'autant que les parlementaires manquent à l'évidence cruellement de moyens d'information, d'évaluation, d'expertise (et donc de capacité de proposition) pour jouer pleinement leur rôle.

Ainsi, coocernant la décentralisation, oo constate que le budget global des collectivités locales dépasse les 600 milliards de francs, soit plus de la moitié du budget de l'Etat, mais que, de soo côté, le Parlement ce dispose d'aucuo moyen réel d'investigation et d'expertise sur les politiques territoriales et les enjeux locaux, ooo plus que sur le suivi de la décentralisation et de la déconcentration. Il doit se contenter des informations publiées par le Directioo générale par le ministère de l'iotérieur. Ce n'est pas la faiblesse des moyeos reconnus à la division des collectivités locales au Sénat (deux edministrateurs), service qui o existe pas à l'Assemblée oetionale (même pas une mission provisoire d'information sur la décentralisation, telle qu'elle a pu voir le jour il y a quelques mois au Sénat), qui permettra au Parlemeot de disposer d'une expertise véritable sur l'état et le suivi des politiques publiques locales et de la décentralisation.

Dès lors, pourquoi ne pas envisager que le Parlement se dote d'uo véritable organe ad hoc disposant de réels moyens de travail, et véri-tablement indépendant du gouvernement et de l'admioistration? L'institution d'un tel organe irait tout à fait dans le sens des propositions émises récemment par le présideot de l'Assemblée nationale pour revaloriser le rûle du Parle-ment et des projets du président du Sénat pour la rénovation de l'institution sénatoriale.

200

Une façon de réhabiliter la politique

La discussion du projet de loi portant réforme de l'administra-tion territoriale de la République neut done être l'occasion pour le Parlement de se doter, enfin, d'un tel outil - qui pourrait être un office parlementaire, commun aux deux Assemblées.

Politiquement pluraliste, il s'insérerait bico dans la logique de la décentralisation. S'inspirant du remarquable travail accompli par l'Office parlementaire d'évaluation des choix technologiques, il pour-rait être un espace de dialogue, d'information, d'évaluation et, iodirectement, de proposition. La qualité des travaux issus de la d'autant plus une cohésion aux avancées de la déceotralisation qu'un tel office parlementaire pourrait disposer d'uo bodget très important et faire appel aux meil-leures expertises dans le domaine

Ainsi, le Parlement pourrait, à la fois eo amont et en aval de son travail législatif sur le « local », apporter sa visioo nationale des réalisations, des problèmes et des enjeux vécus à l'échelle territoriale. Il trooverait là, à l'évidence, one piste de reconquête du « réel » et de contact national avec la diversité française, tout en respectant son ectonomie. La dimensico démocratique de la décentralisatioo pourrait y trouver son compte, et la politique un champ d'expression directement utile.

La réhabilitation du politique ne trouverait-elle pas aussi à y

▶ Paul Graziani est sénateur (RPR) des Hauts-de-Seine, pré-sident de l'institut de la décensident de l'institut de la decen-tralisation, Jean-Yves Le Drien est député et maire (PS) de Lorient, secrétaire général de l'Institut de la décentralisation. André Sentini est maire d'issy-les-Moulineaux, député UDF des Hauts-de-Seine et président de

TRAIT LIBRE



un dossier de 40 pages Rimbaud avez-vous besoin d'une psychanalyse? patients et analystes répondent qui après Rocard? notre enquête

La seconde mort du gaullisme

par Alain Duhamel

E gaullisme est mort une prelorsque le général s'est éteint dans son austère demeure de Colombey-les-Deux-Eglises. Aujourd'hui, il expire une seconde fois, car référence obligatoire, le tabernacle politique devant lequel tout pouvoir executif français devait fleehir le genou. La V. République se laïcise jusqu'à suggérer cette question sacrilège : et si le gaullisme avait pour destin de rester la parenthèse la plus glorieuse de l'bistoire politique depuis la Libération?

L'hypothèse s'est formée il y a dix ans, lorsque François Mitterrand fut élu président de la République. Elle a pris corps evee sa réélection en 1988. Elle devient aujourd'bui plausible evec l'apparition de toute une série d'iodices convergents en politique étrangère. La crise du Golfe ne les e pas erécs, mais eo quelque sorte cristallisés. La volonté de rupture evec l'béritage gaullien, évidente sur le plan intérieur depuis le 10 mei 1981, aura fini par s'imposer sur le plan extérieur à l'approche du 10 mai 1991.

Georges Pompidou était l'héritier naturel, parfinis le deuphin mai aimé du général de Gaulle. Valéry Giscard d'Estaing apparaissait comme un neveu à la mode d'Auvergne du fondateur de la Ve République. L'actuel président n'appartient pas seulement à une autre famille politique, n'incarne pas seulement le person-nage de l'adversaire le plus opi-oiâtre, le plus pugnace et le plus coriace du légitimisme gaullien : il devient surtour l'homme qui rompt les derniers liens avec l'héritage que le général avait légué à la Fraoce. accession au pouvoir, François Mitterrand privatise en somme le gaul-

Le retour des Nations unies

La guerre du Golfe aura servi de révélateur. Insqu'alors, la thèse dominante était qu'en pulitique extérieure le mitterrandisme n'était et ne pouvait être que la poursuite du gaullisme par d'autres mnyens. Les meilleurs spécialistes, les universitaires les plus renommés parlaient même, comme Stanley Hoffmenn, de gaullisme rebaptisé. Pnur étayer feur démonstration, ils s'appuyaient sur le ralliement (incontestable) du président socialiste à la doctrine nucléaire gaullienne, sur la confirmation de la position particulière de la France au sein de l'Alliance atlantique, sur la persistance de l'emitié privilégiée entre la France et l'Alle-magne, sur le maintien d'une coopération des plus classiques avec les Etets africains. Ils avaient globale-ment raison. Ils ont désormais glo-

Pour la première înis, les rapports entre Washington et Paris semblent décomplexés. Il n'y a plus de ces crispations infésistibles, de ces aigres humeurs, de ces ressentiments malheureux qui caractérisaient jadis les

reletions des deux capitales. La coopération de la France et de ses allies se resserre lentement au sein de l'OTAN. Les présidents américaio et fraoçais s'inpprécient et se consultent. La France ne s'aligne pas sur les Etats-Unis et ne passe pas du particularisme ombrageux à l'atlantisme ordinaire. Elle cultive toujours ses différences diplomatiques et préserve son eutocomie militaire. Il n'empêche : voilà les « malentendus transatlantiques » purgés.

Le retour des Nations unies s'inscrit dans le même processus d'éman-cipation intellectuelle. Le général de Gaulle ne faisait pas de l'ONU, e'est une litote, son enceinte privilégiée. La France de 1991 espère bien en revanche pouvoir y jouer un rôle élergi. La revalorisation du Conseil de sécurité sert ses desseins, qui se relient d'ailleurs à toute une tradition de la gauche humaniste française, laquelle militait dès l'eotredeux-guerres pour la sécurité collective, le désarmement équilibré et vérifié, la naissance d'une société internationale fondée sur le droit. Noble objectif, aux espérances lointaioes, mais qui relève indubitable-

ment du post-gaullisme. Les premières inflexions substantielles de la doctrine française en matière de coopération (elles datent du sommet franco-africain de La Baule, en juio 1990) militent dans le même sens. Le principe de non-ingérence dans les effaires politiques iotérieures mais d'encouragement affiehé à l'enracinement du multipartisme constitue une franche innovarion, d'ailleurs vivement contestée par certaios ehefs d'Etat. Tout comme la prise en compte des droits de l'homme comme l'une des dimensions nécessaires des rapports avec les Etats communistes, elle inaugure et elle dérange.

Quant à la vision de l'Europe, et à la logique de son développement, qui pourrait nier l'accélération d'un changement, qui hérisse d'ailleurs nombre de gaullistes brevetés? Quels que soient les destins ultimes et convergents d'une Europe euto-nome, capable de devenir à terme non seulement un parteneire, mais un égal des Etats-Uois - ce o'est oi pour demain, ni pour après-demain, les eheminements se distinguent de façon fracassante. L'Acte unique, le marché unique, l'union économique, monétaire, voire politique, par ricipent d'une démarche fédéraliste même si le mot fait peur. En politi que extérieure, le général de Gaulle se sera comporté comme le dernier souverain d'une grande puissance révolue, alors que François Mitter-rand agit comme le monarque républicain de la plus ambitieuse puis-sance moyenne. L'un révait de souveraineté et d'éclat, l'autre d'influence et de droit. Ainsi, même l'horizon de la politique étangère se colore désormais eutrement.

Ce qui vaut pour la scène inter-nationale s'applique a fortiori sur la scène fraoçaise, depuis plus longtemps et de manière difficilement réversible. La société hexagonale de 1991 relève, pour le meilleur et

pour le pire, de la social-démocratie. La rupture orgueilleuse et téméraire de 1981-1983 a cédé la place à un processus de cormalisation continental. Le socialisme à la française a dù passer sous les fourches Caudines de la logique européenne. Le modèle gaullien ne s'en éloigne pas moins. irrésistiblement. Le colbertisme doit baisser pavilloo devant les directives de Bruxelles. Les citadins individualistes, salariés et protégés (sauf do ehômage et de la violeoce) des années 90 oe correspondent plus à cette France que le général révait unie, communactaire et participative. Les grandes otopies sociales s'éclipsent, les systèmes de valeurs ne son plus les mêmes, les mœurs se sont métamorphosées. Le jacobioisme vacille, les contre-pouvoirs progresseot lentement : le Conseil constitutionnel affirme son autorité, les institutions locales et régionales avancent pas à pas, l'audiovisuel s'émancipe dans cet univers postgaullien. Du patrimoine légué par le fondateur, il reste le souci du rang et de l'indépendance - e'est l'éternelle humeur nationale, - un parti politique d'opposition et l'armature institutionnelle. Encore celle-ci a-t-elle cessé d'être taboue. Le plus réfléchi des berons du nouveau gaullisme -Edouard Balladur - juge venu le temps de la réformer. Si l'anoée 1991 oe sonne pas la fin de I'« exception française », elle mar-

Monde

que la fin de l'« exception gaul-

Edité par la SARL La Monda Comisé de direction : Jacques Lescume, gérant directeur de la publication Bruno Frappas directeur de la rédaction Jacques Guiu directeur de la gestion Manuel Luchert secrétaire général

Hubert Benne-Méry (1944-1983) Jacques Fauvet (1989-1982) André Laurene (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL:
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX, 15
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécopieur: 40-65-25-89
ADMINISTRATION:
1, PLACE HÜBERT-BEUVE-MERY
94852 WRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (11 40-95-25-25
Télécopieur: 49-80-30-10

parlementaire décentralisation

June Yves Le Drian et André San

propte Criteti de l'Associationale et de Seast de domaine du « local ». Est taire, aux termes de la Considera de la constraire de la constraire de la constraire de la constraire de l'actionales de la constraire de l'actiona de la constraire de la c

seems - 13 septimental on the taje et de l'administration de les bien consister due l'economic de l'economic dimining our villed a terms of their discipling government of the proposition of the prop emane de la majonte ou les emane de la majorité du feri sition. D'actuari que la per-turier manquent d'Endan lement de mostre d'actual d'évaluation. L'approprié Kentes Dietabanaut jem 176 ge enternie de berbeuten Assa, cordomani la des

sation, or residence of the sation of the sa part plus se a contra de la contra del la contra de la contra de la contra del la contra del la contra de la contra del la contra del la contra de la contra del la co Parlement to https:// moyen see the estimate Beiger fin in bemitte fe states of the entire lower at And were to sing to to to to to tion of the desperation des co 12 (22) 122 12 tan 1222 (4)

ಎಸ್. ಆಸಬಹಿಸುವರು ಪತ ್ ಿ ಿದ್ದಾರ್ಯಕ್ಕ

> Agrico - State of a 1 genetaria in community PROPERTY OF THE

de retrabiliter al

Meteory Torm 1 to

ermanger in the solid

we are the state of

Breeze and Breeze But

art mai m

5 No. 2

(Authorities)

107 Tul

U Le CRIF dénonce « l'extermination d'un peuple ». - Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) a exprimé, jeudi F 16 11 1 4 avril, son eimmense emotion devant les massacres subis par le peuple kurde » et indiqué qu'il e approuve pleinement les démarches du gouvernement fran-çais afin que l'ensemble des nations s'engagent à mettre un terme limmédiat à ces tueries ». Le CRIF Badder CE estime que « le prétexte de non-ingérence dans les affaires d'un pays ne peut, en aucun cas, justifier l'indifférence et la passivité des CONTROL OF THE PROPERTY OF THE AND THE PART OF TH gouvernements devant l'extermination d'un peuple ».

Après plus de vingt jours de combats entre l'armée irakienne et les opposants kurdes et chiites

Washington confirme que Bagdad contrôle les grandes villes du Nord et du Sud

Après plus de vingt jours de combats, l'Irak affirmé par ailleurs que les troupes irakiennes a affirmé jeudi 4 avril avoir complètement mate la rébellion kurde dans le nord du pays. Dans une déclaration diffusée par la radio de Bagdad, M. Izzet Ibrahim, le commandant en chef adjoint de l'armée irakienne, a déclaré que les evaillantes troupes traktennes avaient écrasé le dernier abcès de la duplicité en Iraks, en revendiquent une victoire totale sur la rébellion kurde et sur celle des chiites dans le sud.

A Washington, le porte-parole du Département d'Etat a confirmé l'occupation par l'arméee irakienne de toutes les grandes villes du nord et du sud, mais a ainute que Bagdad devait y maintenir des forces importantes et que des « accrochages espacés » continuaient. De son côté, un porte-parole du Pentagone, Bob Hall, a déclaré que les troupes loyalistes avaient « en gros un contrôle incontesté de tous les centres de population ainsi que des zones rurales où elles se sont implantées ». Au nord, a-t-il précisé, les combattants kurdes se sont retirés dans les montagnes et de nombreux réfugiés se dirigent vers les frontières de la Turquie et de l'Iran. Au sud, il n'y a quasiment plus de combats, sauf quelques accrochages quant les patrouilles rencontrent des poches de résistance. M. Bob Hall a

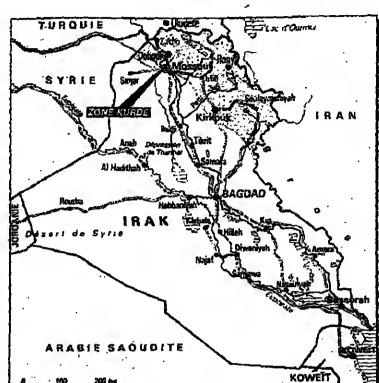
avaient entrepris « la destruction systèmatique des habitations situées dans les centres de population où les activités des insurgés étalent les plus importantes ».

Dans une réuning impromptue tenne dans un village de montagne encore aux mains des rebelles kurdes au nord de l'Irak, Massoud Barzani, le chef du PDK a affirmé jeudi que la guérilla conservait le contrôle des montagnes dans le nord du pays et a déclaré « qu'il valait mieux mourir en se battant que vivre dans des camps de réfugiés en Turquie ou en Iran ». Le désespoir des Kurdes continue à émouvoir l'Europe, mais si la presse est unanime à réclamer une action directe en faveur des populations pourchassées par l'Irak, les responsables politiques ne se sont guère montrés prêts à s'engager au-delà d'une aide humanitaire et d'une condamnation de l'Irak au Conseil de sécurité des Nations

Le premier ministre britannique a fait un aveu d'impuissance en déclarant à la presse, sur le perron du 10 Downing Street, que l'atmée irakienne était « la mieux placée pour mettre sin au régime de Saddam Hussein». Dans un enmmuniqué publié à Londres, Amnesty International a invité les gouvernements du munde entier à « agir immédiatement pour pratéger les Trakiens en exode. kurdes ou chiites, qui risquent la tarture et l'exécution s'ils restent dans leur pays.»

A Bruxelles, des médecins belges et palestiniens de retour de Bagdad, ont averti que des dizaines de milliers d'Irakiens sont menacés de mort avant l'été à cause du manque d'eau, de médicaments et d'électricité qui paralyse les hôpitaux d'Irak. Les chaleurs de l'été vnnt aggraver les risques d'infection et rendre plus difficile le stockage de médicaments, de sang et de vaccins en l'absence de systèmes de climatisation, a déclaré le médecin belge Huub Dierick. Il a ajouté qu'il y avait des risques d'hépatite et de sida car les médecins sont contraints d'utiliser plusieurs fois les mêmes

A Amman, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a lance jeudi un appel à une aide internationale pour enrayer des risques d'épidémie massive en Irak. « Nous nous nitendons à des épidémies massives, de cholera, de typhnide, de méningite et même de poliomyélite. Le premier indice en est le taux élevé de diarrhées parmi les enfants », a déclaré le Dr. Fattih El Samani, un épidémiologiste de l'UNICEF qui vient d'effectuer une mission de quinze jnurs en Irak - (AFP, AP,



La grande amertume des peshmergas

Après avoir jugé que les circonstances étaient favorables à une insurrection,

les Kurdes, vaincus et victimes d'une nouvelle répression, ressassent leur rancœur contre ceux qui les ont « lâchés »

IRBIL (Kurdistan d'Irak)

de notre envoyé spécial « Mais pourquol nous a-t-nn lāches? » Il a soixante ans, la pean ridée, la barbe hirsute sous le turban traditinnnel; il a été pethmerga - l'un de ces partisans qua-siment nés avec une arme dans les mains — pendant vingt et un aus mais sujoitté lins Ahmed Omar pleure. Après l'emphorie de la « libération », les premiers signes d'un cettorrement de situation viennent de se préciser. Les Ira-kiens ont repris Kirkouk, à 80 kilomètres d'ici; ils ont, la nuit précédente, infligé une défaite aux combattants kurdes qui essayaient de rouvrir la route de la cité pétro-lière. Les forces de Sacdam Hus-sein ont encore progressé dans la matinée de ce samedi 30 mars vers Irbil, que les Irakiens ont érigée en du Kurdistan qu'ils ont créée en

Déjà, la violence de l'offensive irakienne et la peur de l'inévitable répression qui va suivre ont enclenché un processus d'exode. Et rien, pas la moindre aide n'est parvenue de l'étranger aux Kurdes révoltés contre un régime que la communanté internationale a elle-même convert d'opprobre, an point de le combattre au nom du

> Ancine aide n'est venue

Le sentiment d'abandan qu'ils éprouvent ne lui fait tout de même pas perdre sa dignité: Ahmed Omar essuie ses lurmes de la main; son regard, implorant queiques instants plus tôt, se durcit. « La force des Kurdes est de ne compter que sur le peuple kurde et pas sur les autres. » Queiques secondes passent. « Blen sûr, si on nous aide, nous accenterons. » nous accepterons. »

Aucune aide n'est venue; les troupes de Bagdad ont pu poursuivre leur avance, reprenant une à une les villes «libérées» par les Kordes, trois semaines auparavant. Et pourtant, de l'avis des dirigeants du soulèvement, la situation ne ponvait être meilleure ponr déciencher l'insurrection.

« L'occasion était unique », esti-

mait-on le 23 mars dans l'entou-rage de Jalal Talabani, chef de l'un des deux principaux monvements kurdes, l'Uninn patrintique du Kurdistan (UPK). En premier lieu, soulignait-on, les groupes de gué-rilla urbaine, implantés dans les cités de regroupement créées an Kurdistan par les autorités irakiennes après la grande répression de 1988, villages rasés, villes éva-cuées, politique de la terre brûlée, - ont pa jouer un rôle de détonateur: Ensuite, le ralliement à la révolte de quelque cent mille miliciens kurdes pro-gouvernementaux (les Jahsh nn «petits ancs») était acquis avant même l'insurrection, en échange d'une promesse « d'amnistie » générale de la part des peshmergas. Seule une toute petite minorité de ces miliciens est restée fidèle à Bagdad, selon M. Talabani. Ce retournement a été décisif en raison de l'imporla rébellinn. Mais, surtout, celle-ci n'avait plus en face d'elle que des unités irakiennes amoindries.

Occupée au sud à réprimer l'insurrection chiite, après avoir été taillée en pièces par la coalition internationale, l'armée, ou plutôt ce qu'il en restait, ne représentait plus la même menace qu'anparavant, «En 1988, nnus avons été défaits à cause des armes chimiques, assurait-on notamment à la direction de l'UPK; mais maintenant, les Irakiens n'aseront plus utiliser les gaz contre nous.» Et, effectivement, si l'utilisation de nanalm et de phosphure a pu être signalée par des sources kurdes lors de la « reconquête », celle d'armes chimiques est exclue.

Enfin, autre élément détermi-nant, les Kurdes pensaient ponvoir bénéficier d'un envirnnmement international plus favorable que jamais, grâce à la formation par les trois voisins du Kurdistan d'Irak d'une sorte de «front» anti-Saddam Hussein, la Turquie et la Syrie faisant partie de la coalition internationale et Téhéran ayant un vieux compte à régler avec le régime bass de Bagdad.

> Des revendications aréalistes »

Dans un premier temps, toutefois, l'option de l'insurrection n'a pas réuni les suffrages de tous les Kurdes, Deux tendances se dégageaient, a confié M. Talabani : d'un côté, les principaux partis du Kurdistan – le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'UPK – se retrouvaient pour prôner – et pré-parer – la révolte; de l'autre, des lormations de moindre importance se déclaraient favorables à un dialogue, à des négociations avec le pouvnir central. Les mouvements de M. Talabani et de M. Massoud Barzane (PDK) nnt quand même proposé aux autres partis de « marches caux autres partis de « marches caux autres partis de » cher avec eux " et, lorsqu'ils sont passés à l'actinn, le 7 mars - à Ranya, petite ville de l'est du Kurdistan. - les autres ont suivi.

Persévérant dans leur vulonté de

ponvoir, an minimum, edeterminer eux-mêmes leurs liens avec le pouvoir central v, selon l'expression de M. Telebani, les Kurdes sont devenus, au fil des révoltes écrasées dans le sang, d'un grand réalisme dans leurs relations avec l'étranger. Cette fnis, ils unt multiplié les assurances de modération : pas question de modifier les frontières pas questinn de créer un Etat kurde, pas question de participer au démantèlement de l'irak, unt martelé, ces dernières semaines, tant M. Talabani que M. Barzani.

Certes, on espérait, il y a dix juurs, dans l'entourage des deux dirigeants, que l'actinn entreprise au Kurdistan d'Irak entraînerait des changements dans la région dont les Kurdes pourraient bénéficier (le président turc, M. Turgut Ozal, ne vient-il pas d'ailleurs de lâcher un peu de lest vis-à-vis de ces Kurdes, en leur reconnaissant, pour la première fois, une certaine spécificité au moins linguistique?). Et ces mêmes sources d'insister sur le nécessaire réalisme. « Nous savons quelles limites ne pas dépasser», dit un proche de M. Talabani. Il s'agit maintenant de e prinuver à nos vaisins que les Kurdes peuvent vivre en onnne intelligence nvec les Arabes» d'Irak. En nuire, « tant que les Kurdes ne contrôlent pas un espace, lis ne représentent rien et n'ant aucun droit. Tenir ie Kurdistan [d'Irak] nnus met en position de discuter . Aiors, le mot d'ordre est clair: « Nous saisons partie de l'Irak, dont nous n'avons jamais demandé l'éclatements, répète M. Barzani, en rappelant le slogan des peshmergas : « Démocratie pour l'Irak et autonomie pour le Kurdistan v. « L'Irak doit devenir une fédération dans laquelle le Kur-distan trouvera su place », assure, de son côté, M. Talabanì.

Ce souci constant de rassurer est aisément explicable par la nécessité de ne pas effaroceher trois puissants voisins qui abritent chacun des communautes kurdes, auxquelles ils décient tout droit à l'au-tinomie. Si les Kurdes de Syrie sont peu nombreux et plutôt paisibles, les Kurdes d'Iran et de Turquie ont, à diverses époques de l'Histoire, traversé des épreuves Identiques à celles des Kurdes d'Irak. Téhéran, comme Ankara, ne peuvent que se muntrer métiants vis-à-vis d'une révolte du type de celle qui vient d'avoir lien en Irak et désireux d'éviter une éventuelle contagion chez cux.

Les Kurdes ont, à cet égard, une expérience doulourense des jeux d'alliance menés par les Etats voisins à leur détriment. Ils n'nnt oublié, nnus rappelait récemment un responsable kurde irakien, ni le «Ischage» iranien des Kurdes en 1975, en échange d'un traité avec l'Irak, ni, plus récemment, les accords irako-tures sur le droit de poursuite des «terroristes» kurdes. Ils avaient une antre raison de

réfréner leur ambitinn : ne pas effrayer des puissances dant ils attendaient - saus trop d'illusions - an mnins un geste en leur favent : les Etats-Unis et leurs alliés, ceux-là mêmes qui venaient

de combattre le régime irakien an nom - officiellement - du principe de l'intangihilité des frontières. Mais avoir un ennemi commun ne suffit pas et la prudence des Kurdes a manqué son hut. Le 28 mars, sur les hauteurs d'Irbil, où il avait installé son quartier général, Massoud Barzani assurait publiquement n'avoir reçu

> Des colonnes de réfugiés mitraillées

Fils du légendaire Mustapha Barzani, l'une des principales figures de la révolte kurde des années 40 aux années 70, Massoud Barzani reconnaissait implicitement par la même occasion que nnijizoddu, Kurdes aux Chiites du Sud n'avait jusqu'alors pu recueillir le soutien des pays vnisins à la formatinn d'un « gnuvernement provisoire ». Un lieutenant de Jalal Talabani pouvait, un pen plus tôt, se séliciter de ce que e les autorités syriennes se montraient très coopératives ». Il ne semble pas, tnutefais, que cette « coopération » ait été au-delà de l'octroi d'un droit de passage à certains dirigeants et à quelques peshmergas.

La Turquie, elle, a bouelé sa

frontière, allant jusqu'à interdire l'accès de son territoire à la multitude des réfugiés - les Turcs parlent eux-mêmes de deux cent mille personnes - qui tentent d'échapper à la répressinn irakienne. L'Iran, en revanche, a ouvert ses frontières aux réfugiés et e'est essentiellement de ce pays que provenaient les vivres de contrebande qui sont parvenues au compte-gouttes au Kurdistan insurré, en proje à une dramatique pénurie.

Pas d'électricité - à la suite des bombardements alliés sur les centrales, - pratiquement plus d'essence, des produits de base qui font gravement défaut, comme le riz et la farine, d'autres qui atteignent des prix exorbitants - viogt fois feur prix d'avant-guerre, comme les œufs, - des villes et des villages privés d'eau courante : la situation a amené le chef du PDK tinnale a pour les prochains mois, nvant que nous puissions compter sur la prochaine récolte ». Une situatinn, surtout, qui risque de tourner à la catastrophe avec l'afflux de réfugiés démunis de tout sur des routes constamment menacées par les nélicoptères et les ehars irakiens. Certains témnignages font déjà état de colnnnes de réfugiés mitraillées par les forces de Saddam Hussein.

A cela s'ajoute la menace d'une répression dans les régions réoccupées par l'armée de Bagdad, dunt on peut craindre qu'elle ne soit encore plus dure que toutes celles qui unt maté les précédentes révoltes kurdes. Cette fois-ci, il ne s'est pas agi de simples npérations menées par un mouvement de gué-rilla agissant seul dans ses man-tagnes : l'insurrection a été générale et rares unt été les adultes à ne pas prendre les armes. Dans les permanences politiques bundées à toute heure de la jnumée, dans les rues des villes et des villages les plus reculés, personne a'aurait pensé à faire trois pas saos son

En dépit de tout, Massoud Barzani se mantrait déterminé, anx premières heures de l'offensive irakienne, à ne pas rennncer au comhat. « Si nous perdons cette fois, nous attendrons de récupérer, mais nous ne nous rendrons jamais, » Et ce, même s'il se refusait à exclure la possibilité de ne Bagdad, affirmant Qu'e aucun parti kurde n'est enntre des négociatings . à condition cependant que l'on puisse en attendre des résultats positifs. En tout cas, Massoud Barzani était décide à « ne pas laisser l'ennemi se mouvoir librement au Kurdisinn», assnrtissant sa détermination d'une menace pré-cise : « Nous détruirons les installations petrolières et les barrages [de la région] si et quand nous le juge-

YVES HELLER

OLIVER SACKS



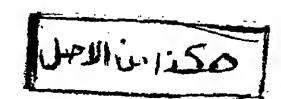
L'éveil (Cinquante ans de sommeil)

L'homme qui prenait sa femme pour un chapeau

Migraine Sur une jambe Des yeux pour entendre

Collection La couleur des idées

Editions du Seuil



Installés sur les heuteurs

auvergnetes eu cœur de le

Frence, les réfugiés kurdes

vivent toujours en pensée dans

les montegnes enneigées de

leur peys. Impuissants face au

drame qui se joue en Irek, ils

confient leurs craintes. Et sur-

CLERMONT-FERRAND

de notre envoyé spécial

réveillon à la salle des fêtes de

Vic-le-Comte (Puy-de-Dôme). Les

réfugiés kurdes, principalement

regroupés en Auvergne, étaient

errives per dizeines, les femmes

vêtues de leur tunique tradition-

nelle - mousselina de couleurs et

peillattes ergentées - les

hommes coiffés de leur e der-

suk », turban du combettent.

Chaeun evait apporté des

gäteeux, des yeourts et des ins-

Et un célébra ce Nouvel An

kurde avec la délectation d'une

pièce de théâtre que les invités

aveient aux-mêmes composée

sur les hauteurs euvergnates, à

défaut da pouvoir le vivre là-bas,

dene les vellées enneigées du

d'un dictateur mourant. Pour sur-

vivre, il devait boire le seng de

deux jeunes gerçons chaque jour.

Pendant des années, les femilles

se résignaient à voir partir leurs

fils, tués eu sacrifice, reconte

Chaukne, une femme de trente-

quetre ans. Et puis, un jour, un

charpentier, qui avait déjà perdu

eina garçons, refuse d'envoyer

ses deux derniers fils au bour-

t Kurdistan. e C'éteit l'histoire

truments locaux. On y dansa.

Le 23 mars dernier, ce fut

tout leurs désillusions.

مكذا عن الاصل

Les Kurdes de Clermont-Ferrand confient leurs espoirs

2

ISTANBUL

de notre correspondante

Pres de la ville d'Uludere, plu-sieurs dizaines de milliers de Kurdes sont installes, en territoire ture, tout près de la ligne de démarcation entre les deux pays. Faute de les dissuader d'entrer en Turquie, le gouvernement tente au moins d'empecher les refugiés de penetrer plus à l'interieur du pays et des troupes ont été postées à proximité dans ce but. Selon des témoins dans la région. les réfugiés campent sous une pluie battante ct glaciale, proteges par un numbre insuffisant de couvertures et de baches en plastique rassemblées par la population locale.

Les habitants ont déployé des efforts considerables pour soulager les souffrances des nouveaux arrivants qui sont souvent pieds nus et vetus legerement. Les fours communaux fonctionnent jour et nuit pour tournir du pain, des collectes de sang sont organisées pour soigner les blesses et des provisions et vetements chauds sont envoyés aux réfugiés qui sont bloques du côte irakien.

Le gouvernement ture est lui aussi en train de mettre sur pied une opération humanitaire de grande enver-gure. Mais les moyens dont il dispose sont insuffisants pour faire face à l'afflux massif des réfugiés. Plusieurs pays ont déjà promis leur assistance, la France en particulier. Le secrétai re d'Etat à l'action humanitaire. M. Bernard Knuchner, a effectué

jeudi unc visite à la frontière pour evaluer les besoins des réfugies. Le premier ministre britannique. M. John Major, a également annoncé l'envoi d'une aide humanitaire.

Ces offres, qui sont bienvenues. n'ont cependant pas completement convaincu les autorités turques d'ouvrir officiellement leur frontière aux refugies. Selon le président Ozal, la Turquie ne peut pas héberger les quelque cinq cent mille refugiés qui sont attendus. L'expérience du passe et notamment l'exode de soixante mille Kurdes irakiens en 1988 ont prouvé que les pays occidentaux, indignés et choqués par la tragédie de ces populations deplacees, sont en revanche peu presses d'offrir l'asile aux milliers de victimes.

La Turquie s'inquiete de l'influence que les réfugiés, aigris et desesperés, pourraient avoir sur ses propres Kurdes. D'autre part, elle craint l'infiltration de enmbattants séparatistes du PKK, contre lequel elle lutte depuis 1984. Malgre les démentis catégoriques du ministère des Affaires étrangères, des rumeurs persistantes sont état d'incursions en ternitoire irakien par des troupes d'élite turques qui profiteraient de la situation pour attaquer des camps du PKK situes dans le nord de l'Irak.

La Turquie ne pourra pas résister beaucoup plus longtemps à la double pression exercée par les réfugies terrorisés qui veulent à tout prix quitter l'Irak, et la communauté internatio-

Les propos du président Ozal, lors d'une entrevue accordée à la chaîne de television britannique Independent Television News, indiquent un assouplissement de la position turque, face à l'inévitable. Mais le président a habilement renvoye la balle dans le camp occidental, en affirmant que la Turquie ouvrirait ses portes à la masse des réfugiés si les pays européens acceptaient d'héberger la muitié d'entre eux. « Quaire cent mille personnes, rous en pren-drez lo moitié. Etes-rous d'accord ?» NICOLE POPE

la jeune République et l'Occident, il se retnurna contre eux.

Il nia purement et simplement l'existence d'une netinn kurde, décima les intellectuels et écrasa sans états d'âme trois insurrections successives. Longtemps Ankara e affecté de ne considèrer les Kurdes que comme des « Turcs des montagnes ». C'est tout récemment seulement que le président Ozal a commence à parler de ce qu'il appelle une solution « basque » à un probléme qui e entretenu depuis des années un elimet de vinlence dans l'est du pays, et envnyé en prison des milliers de

nationalistes. L'attitude de l'Iran n'est pas très différente. Ses Kurdes sont - ou devraient être à ses yeux - des Persans comme les autres : ne parientils pas pratiquement la même langue? C'est pourtant sur son territoire qu'a été proclamée, au lendemain de la deuxiéme guerre mondiale, la seule République kurde indépendante qui ait jamais

Le réalisme

Fortement soutcoue per Stalioe, qui avait donné à son président Barzani ses étoiles de général et se servait de ses propres Kurdes -une centeine de milliers - pour agir sur ses voisins, elle ne devent pas survivre à la première épreuve de force de la guerre froide, qui conduisit l'URSS à évecuer le 25 mars 1946 l'Azerbaïdjan d'Iran. Si par la suite le chah s'est inté-

du chah

ressé à des Kurdes, c'est essentiellement à ceux d'Irak, dont la lune de miel avec le régime bassiste, après la révolution de 1958, suivie de la reconnaissance de leur autonomie, avait élé de courte durée. Dans la lutte qui l'opposait à Bag-dad pour le contrôle du Chait-el-Arab, il fut trop heureux de trouver Barzani, cette fnis, à ses cotes. Mois cette alliance était purement tactique et conjoncturelle : dans un entretien accordé au Monde en juin 1974, le souverain ne fit aucune difficulté pour recoonaitre qu'il n'appuyait les peshmergas les combettants kurdes - que pour empêcher l'Irak de gagner, et pas assez en tout cas pour leur permettre de gagner eux-mêmes. Il craignait trop en effet les répercussions que l'accès des Kurdes d'Irak à l'autonomie n'aurait pas manqué d'avnir sur le comportement de leurs frères d'Iran. Aussi bien

teau. » Il y e quinza joure encora, les spectateurs pouveient croire merveilleux tableau final.

Les principales villes kurdes tombaient une à une aux meins de leure combattants, les peshmergae. Barricadés dans leur tour HLM de Clermont-Ferrand ou dens lee enciennes maisone ouvrièree du bassin minier de la réginn, les réfugiés qui evaient fui les gaz chimiques en 1988, le torture ou la menace d'une errestation parce qu'ils compteient des pechmerges dens leur femille, pouvaient s'emporter, devant leur télévision, dans l'illusion d'un vent de liberté. Peutêtre les demiers enups de martesu tant espérés.

e A chaque instant, nous étions prêts à faire le fête. A chaque fois, nous repoussions le moment», snupire Fawziya, une réfugiée de vingt-quetre ens. Qualques anciens assient s'imeginer dens l'evion du ratour. Et on eounait elors aux souvenirs de Hemra, cette vieille femme qui, dès son errivée dans le camp de Snurg-Laatle (Puy-de-Dôme). avait brutalement répondu à un bénévole frençais : «Le seule chose qui me ferait plaisir, c'est que tu m'apportes la tête de Sadne peux pas cela, tu ne pourras iamais nen pour moi. »

Aujourd'hui, le euspense est terminé. Les réfugiés regerdent, consternée, les images de leurs competnotes en exode. Obeédant flesh-back de leur marche de trois jours et de trois nuits an sout 1988 : « Nous, encore, nous étions près de la frontière turque. C'éreit l'été et nous

et leurs désillusions tue le dictataur à coups de mar- avione des mules pour traverser les montagnes, explique Gufizer, une mère âgée de vingt et un ans, entre deux bulletins de France-Info. Mais eux, ils sont coincés dans la neige, sans nourriture, bloquée avec leurs voitures. Ce sont des gens des villas. Ile n'ont pes d'animaux pour traversar les cois. » Choukria, encienne expert-comptable en Irak, a momentenément décroché de ses cours à l'université de Clermont-Ferrand où alle avait reprie des études de gestinn. «Ja ne peux plus me concentrer. Nous ne dormons plus. Nous ne mangeons plus. Nous sommes là-bas en perme-

« Nous nous battons avec notre sang »

Son frère et ess quatre sœurs restés en Irak ne passent plus un de ces coups de téléphone donnés à le eauvette, maigré l'interdiction du régime. c Pour ne pas se faire repérer, ils allaient dans des bureaux de poste des villes erabes. Ils dissient juete trois mots : bonjour, ça va, et puis ils raccrochaient. . Sa mère, essise en tailleur sur le tapis de la salle à manger, au treizième étage d'une tour donnent sur un supermarché de Clermont-Ferrand, parle tout seule è see enfants restés eu Kurdisten. «Elle ne sort jemais. Elle ne dit pas un mot de françaie. Quelquefois, elle descend jusqu'au supermerché. Elle vit comma dans une prison ici», dit

Fewziya, Choukne, Gulizar ont suivi la guerre du Golfe, déconcertées, e Nous étions perdus, dit

Gullzer. Nous ne sevions pes répondre eux queetions de nos amis français. Nous étions contents et tristes en même tamps. Les Occidentaux s'ettaquaient à Saddam Hussein, nous evions l'espoir qu'ils allaient renverser le régime baassiste. Mais nous pensions à cette population civile bombardée. Nos amis mouraient, y compris au Kurdistan. »

e Les Occidentaux ont vendu des armes chimiques à Saddam pendant des années. Saddam est ansuite devenu le diable qu'il falleit abattre. Meintenant, il sareit presque redevenu un emi, faura de remplaçant qui leur convienne. lis ont libéré le Kowelt à cause du pétrole, s'insurge Chaukria. Nous, nous ne nous battons pas evec notre argant, mais avec notre sang. C'est sans doute pour cele qu'on noue oublie si souvent. »

Gulizar pensait que « deux ou trois jours de guerre supplémentaires suffisaient eux Américains pour renverser Saddam. Ils ne l'ont pas fait. Saddam conserve encore les Scud, les hélicoptères et les armes chimiques pour nous, les Kurdes. Nous ne demandons pas l'impossible. Noue voulons simplement l'autonomie à l'intérieur de l'Irak, un régime démocratique». Et elle ejnute : « Pourquoi les Kurdes A côté d'elle, sa fille Nozar feuillette l'elbum des photos de famille : son père, tué au combat en 1988, sa mère arrivent à l'aéroport de Clermont-Ferrand et sa petite sœur Rendik qui, è trois ane, posait avec une kalachnikov dane les bras, au bord d'un tornent kurde...

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

La longue quête de l'autonomie

Suite de la première page

Le 29 mars, cinq personnalités kurdes entraient an gouvernement, et en juillel une nouvelle Constitution provisoire, reconnaissant les droits nationaux kurdes, était proclamée.

Le a printemps de mars 1970 » fut cependant de courte durée - six mois à peine, selon les dires d'une personnalité kurde - et dégénéra rapidement en uoe situation de e ni guerre ni paix ». L'ermée irakienne tente de s'implanter dans les régions contestées afin d'en modifier l'équilibre ethnique dans le but de fausser les résultats d'un recensement prévu pour netobre 1971. Lentement, mais sûrement, le fossé économique entre les deux parties du pays se creuse, défavorisant le développement du Nord. Les Kurdes exigent surtout la fin du rôle dirigeant du Baas au sein du Conseil de la révolution, du gouvernement et de l'armée, qui, selon eux, rend illusoire lnute velléité de démocratiser le

régime. Deux événements accentuent alors la détérinration des relations entre le pouvoir et le Parti démocratique du Kurdistan (le PDK du légendaire général Berzani) : le signature en svril 1972 du traite d'amitié spviéto-irakien, suivie de près par la nationalisation du consortium petrolier de l'IPC, qui renforce l'emprise du gouvernement sur les gisements pétroliers de Kirkouk, a situes en terre kurde ».

Premier résultat : l'alliance qui s'était forgée dens une lutte commune contre le Baas entre le PDK et le Parti communiste se relâche. Les communistes prechent aux Kurdes la modération afin de faire face « oux pressions conjuguées de l'impérialisme américain et de son allié tranien ». Un conseil qui ne sera pas écouté par le général Bar-zani, prel à « s'allier avec le diable » pour obtenir la satisfection des droits kurdes. En juin 1973, le général Barzani va même, dans un entretien ou Washington Post, jusqu'à critiquer la netionalisation de l'IPC, affirmant qu'il aurait préféré

confier l'exploitation des gisements pétroliers de Kirkouk à une compagnie américaine, à condition que Washington lui fouroisse une assistance militaire, vraisemblablement par le truchement de l'Iran.

L'accord d'Alger

Les deux camps soot alors prati-quement eu bord de la rupture. Les incidents se multiplient dans le nord du pays, et les négociations qui se déroulent depuis un an en vue de le formation d'un Front netional qui regrouperait le Baas, le PC et le PDK échouent. Le 11 mars 1974, le président Hassan El Bakr proclame le nouveau statut d'autonomie, et quetre jours plus terd, le vice-président Seddam Hussein donne ou général Barzani uo délai de quinze jours pour l'accepter et rejoiodre le Baas et le PC au sein du Front national progres-

Un ultimetum que le chef kurde rejette aussitôt, rendant ainsi inévitable l'épreuve de force. L'application unilatérale du statut d'autonomie sans l'assentiment des principeux intéressés rallume la gnerre civile interrompue en mars 1970, cette fuis-ci avec la participation active de l'Iran aux côtés des Kurdes.

Avec t'eide de Téhéran qui lui fournit un matériel lourd, le général Berzani vole de succès en succès dans le nord du pays, mais ne semble pas réaliser qu'il demeure à le merci du chah, qui peut à tout instant lui retirer son aide en concluant on accord evec Saddam Hussein. C'est précisément ce qui arrivera le 6 mars 1975 au cours de la grande réconciliation irano-irakienne d'Alger « sur le dos des Kurdes ». Dans les huit heures qui suivent les embrassades d'Alger, les camions de l'armée iranienne remorquent vers la frontière le metériel militaire sourai aux Kurdes, les privant ainsi de pièces d'artillerie, munitions, équipe-

Qui plus est, les franiens menacent d'intervenir militairement aux côtés des Irakiens pour assurer le

ments lourds et même des vivres.

Un peuple naufragé

Suite de la première page

Les Etats-Unis ont été outorisés par le Conseil de sécurité à recourir à la force pour libérer le Koweit. Ce mandat ne leur permet pas d'intervenir dans la guerre eivile irakienne. La non-ingérence dans les affaires intérieures a beau s'apparenter à l'occasion à la nonassistance à netion en danger, elle demeure un dogme.

A quai s'ajante que la perspec-tive de l'éteblissement, soit seule-ment dans le Sud, soit à Begdad même, d'un gouvemement à domioante chiite, vnue à tomber tôt nu tard saus le caupe de l'Iran, ne seduit meoifestement pas les mpnarchies du Golfe. En tout cas, l'sdministration américaine feit dire qu'elle rednute par-dessus tout la « libanisation » de l'Irak, L'international Herold Tribune vient d'écrire, sous la signature de Joseph Fitchett, que sa politique tend à laisser faire à Saddam le « sale boulnt » d'écraser les deux rébellions, en espérant que l'été prochain verra l'arrivée au pouvnir d'une équipe de sunnites d'un commerce plus facile...

Tout cela est bel et bon, mais sonne un peu tout de même comme le langage de Ponce Pilate, ainrs que soir après soir la télévi-sion nous montre les déchirantes images du martyre kurde. Alors que l'Assemblée générale des Nations unies a adopté en 1976 un « pacte » qui décrète en son article premier que « tous les peuples unt le droit de dispaser d'eux-mèmes ». Ainrs que ce droit a été reconnu à des Etats lilliputiens comme Saint-Ritis et Nevis, qui, avec 50 000 habitants seulement, ont été admis à l'ONU, et que le Lie-chtenstein, qui en a moitié moins, est candidat à y entrer. Alors que les Kurdes, qui sont, eux, une ving-taine de millions, dispersés, pour leur melheur, sur quetre Etets, ne complent plus les promesses qui leur ont été faites et ensuite

Les Kurdes sont, on le sait, des Indo-Européens convertis à l'islam sunnite. Ils font volontiers remunter leurs origines jusqu'aux Mèdes de l'Antiquité. Pasteurs et guerriers, avec de fortes structures tribates, ils se sont regroupes au Moyen Age en principautés qui ont fini par tomber sous le jnug otto-man, contre lequel ils se révolte.

rent à plusieurs reprises. En 1914, la partie septentrionale du Kurdistan figurait, sans que bien entendu personne ait songé à prendre l'avis des intéressés, au nombre des présents offerts par la France et la Grande-Bretagne à Nicolas II pour prix de soo entrée en guerre à leurs

Paris se réservait la partie méridionale, evec les pétroles de Mnssoul qui davaient d'ailleurs finalement tomber dans l'escarcelle de

Le traité de Sèvres

La révolution d'Octobre permit oux Alliés d'oublier leurs engage-ments vis-à-vis de la Russie, et c'est done sans elle qu'ils se partagèrent, par le traité de Sèvres du 20 août 1920, les possessions du sultan, auquel n'était guère laissée que l'Anatolie, amputée de Smyrne et de l'Arménie. Il était prévu par le traité qu'une commission francn-anglo-italienne préparerait « dans les six mois un schema d'ou-tonomie locole pour les régions à rédominance kurde situées à l'est de l'Euphrate, nu sud de lo fron-uère sud de l'Arménie... et au nord de lo frontière de la Turquie avec la Syrie et la Mésapotamie » (qu'on n'appelait pas encore lrak). La Turquie s'engageait d'eutre part à mettre en œuvre une éventuelle « recommondotion » des populations kurdes si elles montraient, dans un délei d'nn en, qu'elles désiraient majoritairement l'indé-

Les dirigeants kurdes se référent souvent à ce texte, dont le mnins qu'on puisse dire est que la préci-sinn n'était pas le trait dominant, sinn n'etait pas le trait dominant, au contraire de la plupart des autres dispositions du treité. Celui-ci, de toute façon, n'a jamais été appliqué, son extrême sévérité à l'égard des Tures ayant provoque la révolte qui devait aboutir à la la révolte qui devait aboutir à la proclamation de la République et à

'expulsion des Grees. Inutile de dire que, compte tenu des clauses du traité de Sèvres qui les concernait, les Kurdes s'étaient rangés du côté du sultan. Le futur Atatürk réussit néanmnins à les enrôler dans sa croisade pour le libération de l'Asie Mineure de l'occupation hellénique. Mais, une

reau. Il pénétra dans le palais et il bras de Saddam Hussein et conclure avec lui un compromis sur tous les problèmes bilatéraux, sous les souriants auspices de

Houari Boumediène. Une fnis de plus les Kurdes nat épronvé ce jour-là le sentiment d'avoir été trahis : Barzani allait mourir quelques années plus tard, en exil aux Etats-Unis. Et sans dnute o'est-il pas excessif de parler, dens leur cas eussi, de genocide, Bagdad étant sans nul dinute le principal coupable, même s'il faut bieo reconnaître, avec Stéphane Yerasimos, que « l'adverspire principal d'un Kurde sui le plus souvent le Kurde de la tribu voisine » (1), ce qui explique entre eutres que dans le conflit irako-iranien, les populations kurdes statinnnées de part et d'outre de la frontière n'aient à sucun moment

vraiment essayé d'unir leurs C'était moins vrai sur le frontière turque. Des Kurdes l'ont epparemment franchie nombreux dans nn sens lorsqn'ils ont cru, après la défaite de Saddam dans la guerre du Golfe, que l'heure de le libération avait enfin sonné pour eux. Des dizaines de milliers de réfugiés qui manquent de tout s'y présentent aujourd'bui, sous le vent glacial, en ayant perdu leurs illusinas. On en compte davantage

encore sur la frontière evec l'Iran. La communauté internationale. qu'nn e vu si impatiente de rétablir la loi au Knwelt, ne peut sans se déshanorer rester sourde à ce nauveau drame. Elle doit exercer sur Saddam Hussein toutes les pressions necessaires pour qu'il cesse de terroriser le Kurdistan et les provinces chutes du Sud. Et encourager, en les y aidant, les autorités turques à nuvrir largement les portes de leur pays à ce peuple

Combien dérisoires, à défaut, sonneraient ces paroles adressées par George Bush, le 6 mars dernier, au congrès des Etats-Unis : « Deux fois auparavant dans ce siècle lo Terre entière o été secouée par la guerre. Deux fois dans ce siè-cle l'espoir d'une paix durable est ne des horreurs de la guerre. Deux fois ouparavont ces espairs se sont révélés n'être qu'un rève élaigné, hors de portée de l'homme... Maintenant, nous pouvons voir un nouveou monde surgir sous nos

ANDRÉ FONTAINE

(i) Sièphage Yerasimos. «Turquie : les chuix difficiles », Hèrodote, 3° et 4° tri-

alleit, nn le voir se jeter quelques fois signé le traité de Lausanne, mois plus tard, à Alger, dens les qui normalisait les relations entre

NORTH AIGUE LE GUILLEDC

es, the promobilities by

A prince of a region of the

and the part of the State of

A side of the and the News

19 *** A . . . 200 2720

OLE.

PROCHE-ORIENT

et l'initiative de Paris au Conseil de sécurité de l'ONU

répression des populations civiles

en Irak, « y compris. très récem-

Tous les Etats aux prises avec des problèmes de minorités se méfient du projet français

Soutenue par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, la France a poursuivi ses efforts pour faire passer au Conseil de sécurité de l'ONU une résolution sur les Kurdes. Ce texte constitue aux yeux de nombreux délégués une ingérence dans les affaires intérieures de l'Irak et embarrasse certains membres du Conseil, notemment l'Union soviétique et la Chine. Dans son article 2. soudain beaucoup cité, la Charte des Nations unies Indique ; « Aucune disposition de la présente Charte n'eutorise les Nations unles à intervenir dens les affaires qui relèvent essentiellement de la compétence

nationale d'un Etat... »

NEW YORK (Nations unies)

correspondence Le projet de résolution, présenté

jeudi 4 avril par la France aux antres membres, « condamne » la

la communanté internationale des

«propositions» visant à intégrer la

notion de «devoir d'ingérence» dans

le droit international, a déclaré jeudi 4 avril M. Roland Dumas, à l'issue

d'une audition devant la commission

noté cependant les «difficultés» juri-

note cependant les kanjucules » jurdiques et politiques d'un tel projet, qui impliquerait notamment une modification de la charte des Nations unies. Mais, a-t-il ajouté, le problème fourde a sgi comme un « détonateur »

respect des accords d'Alger. Acca-

blé et amer, le général Barzani

renonce à poursuivre une guerre

désormais suicidaire et se réfugie

en Iran, tandis que la rébellion

s'effondre. On verra alors sur les

rontes du Kurdistan le spectacle

désormais familier de dizaines de

milliers de réfugiés kurdes cher-

Le ministre des affaires étrangères a

des affaires étrangères du Sénat.

la notion de « devoir d'ingérence »

déclare M. Dumas

La France envisage de soumettre à et entraîné une aprise de consciences

ment dans les zones de peuplement kurde», et « exige que l'Irak mette sin sans délai à cette répression et engage un large dialogue pour assu-rer le respect des droits de l'homme et des droits politiques de tous les citoyens irokiens ». Les délégations française, américaine et britannique insistent sur l'aspect « résolument humanitaire » du texte et demandent à l'Irak de permettre un «accès immédiat» des organisations d'aide internationale à « lous ceux qui en ont besoin ». Paur répondre aux objections sur la non-ingérence, le projet de résolu-tion note que «la répression des populations civiles irakiennes a conduit à un flux massif de réfugiés vers des frontières internationales et, à travers celles-ci, à des violations de frontières, qui menacent la paix et la sècurité internationale

demandé que soit mentionné cet

dans la région». L'Iran et la Turquie avaient spécifiquement

aspect du problème.

de la nécessité, pour la communauté

internationale, de pouvoir réagir aux

violations particulièrement graves des

«Le droit peut évoluer», a encore

rappelé le ministre, en rappelant que

la notion de «crime contre l'huma-

nité » avait été inventée par les

juristes après la deuxième guerre

mondiele. « Quand des incriminations nouvelles existent, pourquoi des règles de droit ne seraiens elles pas aussi prévues pour y répondre?», e-t-il conclu.

droits de l'homme et des minorités.

résolution du Conseil ne sont pas garanties. La France espère, eu plus des voix de la Grande-Bre-Malgré ces précantions, tous les pays qui ont des problèmes de AFSANE BASSIR POUR Le droit international doit intégrer Le président Bush ne veut pas risquer

« de précieuses vies américaines »

minorités, craignent que cette réso-lution ne crée nu a précèdent dan-

gereux». La Chine, en raison du

Tibet, est « particulièrement réti-

centes et devrait s'abstenir. Oo

estime qu'il serait e très embarras-

sant » pour elle de mettre son veto

alors que, deux ans après le massa-cre de Tiananmen, elle s'efforce de

rentrer dans le concert des nations.

L'Union soviétique, aux prises avec ses nationalités, hésitait jeudi

soir à se railier à la proposition

Le soutien

des Etats-Unis

neuts du Conseil, la Roumanie,

avec sa minorité hongroise, l'Iode

avec le Cachemire, le Pendjab et autres points chands, tendent vers

l'abstention. Cuba et le Yémen

s'opposant traditionnellement à

tontes les résolutions condamnant

l'Irak, les neuf voix (sur quinze)

necessaires pour l'adoption d'une

Parmi les membres non perma-

française.

de notre correspondent

Irrité, mais inflexible, le président Bush a opposé jeudi 4 avril une fin de non-recevoir à ceux qui le pressent de prendre la défense des Kurdes d'Irak : il n'est pas question de risquer dans cette affaire « de précieuses vies américaines», et d'ailleurs les Etats-Unis oot déjà « rempli leurs obligations », parmi les-quelles ne figurait nullement une assistance à ceux qui s'opposent à Saddam Hussein, a fait valoir le président américain, harcelé de questions à l'issue d'une rencontre, en Californie, avec le premier ministre japonais, M. Toshiki Kaifu.

L'irritation de M. Bush est à la mesure des commentaires, de plus en plus sévères, suscités par l'inertie qui a été la sienne dans titrait jeudi le Washington Times, un quotidien conservateur d'ordinaire plus indulgeot à l'égard de la Maison Blanche. De manière tout aussi désobligeante, plusieurs commentateurs relevalent que, tandis que se nouait la tragédie kurde, « le président est allé à la pêche » (il a passé quatre jours de vacances en Floride). D'autres voient dans la répression en Irak le triste épilogue d'une guerre menée au nom du « droit » et du « bien », et qui, selon Richard Cohen, apparaît désormais comme « un succès

Etats-Unis. Jusqu'à present, la Maison Blanche avait affecté de ne pas faire grand cas de ces critiques confinées à un petit cercle de commentateurs. Mais le cercle s'est notablement élargi, et si l'opinion semble approuver l'attitude du président, c'est à une majorité relativement faible (45 % des Américains, selon un sondage ABC, seraient favorables à une assistance aux rebelles, 51 % y sont opposés). Bref l'administration affronte un problème politique dont elle ne sonpconnait apparemmont pas l'ampleur, et les conséquences, pourtant prévisibles, d'une guerre qui a apparemment épuisé son énergie.

militaire et un échec » moral des

C'est done un président Bush clairement sur la défensive qui a affirmé jeudi avoir « dit des le premier jour que le but de la coalition n'étail pas de renverser Saddam Husseln (...) ou d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Irak ». Il a aussi assuré n'avoir « induit personne en erreur à propos des intentions des Etats-Unis » (M. Bush avait appelé à plusieurs reprises la population irakienne à renverser Saddam Hussein, et il avait laissé cotendre que les Etats-Unis empêcheraient l'Irak d'uti-JEAN GUEYRAS !! liser ses bélicoptères contre les

însnrgés, deux faits qui sont constamment rappelés par ceux qui l'accusent d'avoir « trompé » ou même « trahi » les Kurdes.)

tagne, des Etats-Unis, de l'Au-

triche, de la Belgique, de la Côte-

d'Ivoire et du Zaïre, obtenir celles

dn Zimbabwe et de l'Equateur, qui

permettraient l'adoption du texte.

Après le vote sur la résolution de

cessez-le-feu. Washington a décidé

de soutenir pleinement la France

dans ses efforts. A tel point que le

secrétaire d'Etat américain.

M. James Baker, a annulé jeudi son voyage en Californie pour s'en

occuper personnellement. Selon des diplomates à l'ONU, pour évi-

ter un veto chinois ou soviétique,

les Américains auraient même pro-

posé à la France de ne pas men-

tionner les Kurdes dans la résolu-

tion, mais de parler plotôt « des

populations civiles irakiennes ». Comme pour répoodre à ces « sub-

tilités », l'ambassadeur britanni

que, Sir David Hannay se deman-

dait en revanche : « Combien de Kurdes doivent-ils être tués avant

Les consultations à huis clos des

quinze membres du Conseil de

sécurité devnient reprendre ven-

qu'on les appelle des Kurdes?»

M. Bush a aussi mis en avant un argument de poids, le refus de mettre dans la balance « de précieuses vies américaines» : ce thème a une résonance considérable dans l'opinion, et toute la stratégie militaire des Etats-Unis pendant la guerre du Golfe avait été conçue pour réduire au strict minimum les pertes américaines. Ce principe semble devoir s'appliquer de manière encore plus impérative à présent que la guerre a pris fin.

Le président américain a aussi rappelé qu'aucun des alliés des Etats-Unis n'avait suggéré uoc intervention militaire pour la défense des insurgés irakiens. Mais il est également clair que plusieurs des partenaires majeurs de Washington se sont montrés beaucoup plus impatients de faire quelque chose pour les Kurdes, ne serait-ce que sur le plan humanitaire. La France s'emploie à agir dans le cadre de l'ONU, et la Grande-Bretagne a discrètement, mais clairement, invité le Etats-Unis à sortir de leur torpeur : M. John Major a adressé jeudi un message «urgent» au président Busb, appelant à un « effort international massif » destiné à nourrir et à loger les réfugiés kurdes. L'administration, pour sa part, s'est jusqu'à présent bornée à demander à la Turquie d'ouvrir sa frontière, sans attendre d'avoir obtenu des garanties quant à la prise eo charge ultérieure des réfugiés.

Le présideot américain a, par ailleurs, remercié le Japon pour le «solide soutlen » apporté aux Etats-Unis pendant la guerre du Golfe. L'opinion et le Congrès américains sont pourtant persuadés que ce soutien, de nature exclusivement financière, a été notoirement insuffisant. Le Japoo s'était engagé à verser aux Etats-Uois l'équivalent de neuf milliards de dollars, et certains élus américains se sont iodignés que, en raison de la bausse du dollar, la contribution se trouvo réduite d'environ 400 millions de dollars.

M. Kaifu a pour sa part fait valoir que le Japon était tenn d'évaluer ses dépenses en yens, et il a aussi rappelé que l'effort financier du Japoo ne se limite pas aux seules sommes versées aux Etats-Unis. Il est douteux que les responsables américains cherchent à beaucoup insister sur co sujet, puisqu'il apparaît maintenant de plus en plus clairement que la somme des diverses contributions promises par les partenaires des Etats-Unis dépassera substantiellement le coût réel supporté par le

AMERIQUES

HAiTI: ancienne présidente provisoire

Mª Ertha Pascal-Trouillot a été arrêtée

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

L'ancienne présidente provisoire de Haiti, M= Ertha Pascal-Trouillot, a cit arrêtée jeudi 4 avril et incarcérée au péoitencier national de Port-au-Prince, Scion le commissaire du gouvernement, M. Anthony Louidor, l'ancienne présidente sera entendue comme «témoin-clé» dans le cadre de l'enquête sur la tentative de coup d'État duvaliériste de Roger Lafon-

tant, en janvier dernier. Le commissaire Louidor a affirmé sur les ondes d'une radio locale que l'interrogatoire de Ma Trouillot, convoquée jeudi matin au parquet de Port-au-Prince, avait permis de réunir suffisamment d'élèments pour délivrer un mandat d'arrêt contre elle. Dans la nuit du 6 au 7 janvier dernier, l'ancien responsable des «ton-tons macoures» (1) Roger Lafontant s'était emparé du Palais national à la

tête d'une quinzaine de partisans. Accusée de détournements de fonds

Selon la version qui avait alors cir-culé, M= Trouillot avait été prise en otage et contrainte de démissionner. Le soulèvement de la population en faveur du président élu deux semaines plus tôt, le père Jean-Ber-

trand Aristide, et l'attitude légaliste du commandant en chef de l'armée. le général Hérard Abraham, avaient fait échouer le coup d'État de Roger Lafontant, qui a été emprisonné et attend d'être jugé. Sa tentative de putsch continue à soulever des inter-rogations octamment sur la facilité avec laquelle il a pu s'emparer du Palais national. L'une des premières décisions des nouvelles autorités. après la prestation de serment du président Aristide, le 7 février, a été d'in-terdire à plusieurs hauts fonction-naires, à commencer par l'ancienne présidente provisoire, de quitter

Magistrat à la Cour de cassation Magnistral à la Cour de Cassacon, Magnistral à la cour de Cassacon, Magnis Etha Prosidence de la République le 13 mars 1990 après la fuite à Miami de son prédécesseur, le général Prosper Avril, arrivé au pouvoir par un coup de force. Elle avait pour mission d'organiser des élections libres et honnètes, ce qui a été fait. Mais ses rapports s'étaient dégradés avec le Conseil d'Étar, organisme qui représentait les différents secteurs du pays pendant la période de transition. Plusieurs membres du Conseil l'avaient accusée, elle et son entourage, de détourner des fonds publics. JEAN-MICHEL CAROIT

(1) Garde Prétorience de l'ancien régime des Duvalier (1957-1986).

ETATS-UNIS

Le clan Kennedy au cœur d'un nouveau scandale

Le «clan» Kennedy est au cœur d'un scandale qui passionne l'opinion américaine depuis qu'une jeune femme affirme avoir été violée dans une des propriétés appartenant à la famille de l'ancien président des Etats-Unis. L'affaire a éclaté le weekend de Pâques quand la police a révété qu'une jeune femme de vingt-neuf ans avait déposé plainte, affirmant avoir été violée samedi vers quatre heures du matin dans la luxueuse propriété des Kennedy à Paim Beach, en Floride. La victime, dont le nom est gardé secret, surait rencontré vendredi soir «Au Bar», un night club select de Palm Beach, trois hommes du clan : le sénateur Edward Kennedy (cinquante-neudf ans), son fils de vingt-quatre ans Patrick, élu du Rhode Island, et son neven William Kennedy Smith, trente ans, fils de sa sœur Jean. Avec d'autres personnes, elle serait ensuite allée terminer la soirée chez les Kennedy pour prendre quelques cocktails avant que le drame ne se produise. Dans un e couvert reliant une plage privée, affirme la presse.

Depuis, le sénateur, frère de John Fitzgerald Kennedy, ainsi que son fils et son neveu ont clamé avec force leur innocence tandis que la police gardait un silence total sur l'affaire qui fait le régal des tabloïds. Le porte-parole de l'hôpital où a été soignée la victime a par exemple annoncé qu'un

EN BREF

u ANGOLA : reprise des négociations de paix. - Des représentants du gouvernement de Luanda et des rebelles de l'UNITA ont repris à huis clos, jeudi 4 avril, près de Lisbonne, des négociations de paix. Celles-ci devraient contiquer, de « façon intensive », au moins jusqu'à la fin du mois d'avril, a-t-on appris, de source officielle, dans la capitale portugaise. Ces discussinus portent sur la fixation d'une date pour la signature du cessez-leseu et d'un calendrier pour les premières élections libres. - (AFP.)

ETATS-UNIS : le chef de la police de Los Angeles mis ca disponibilité. - Daryl Gates, le chef de la police de Los Angeles, a été mis, jeudi 5 avril, en disponibilité le temps de l'enquête sur le passage à tabac d'un automobiliste noir par des policiers blanes le 3 mars. Un incident filmé à l'insu des policiers et qui a déclenché un débat national sur les brutalités policières aux Etais-Unis. Quatre policiers unt déjà été inculpés dans le cadre de cette affaire. - (AFP.)

U MAURITANIE : exécutions sommaires. - Plus de deux cents personnes arrêtées, fin 1990, auraient été exécutées dans des prisous militaires ou des postes de police, dont certaines sans jugement et après avuir été torturées, indique un rapport d'Amnesty loternational rendu public, vendredi 5 avril, à Londres, L'organisatioo humanitaire appelle le gouvernement à ordonner une enquête sur ces informations obtenues JAN KRAUZE | relachés - (AFP.)

reporter avait proposé 500 dollars à l'employé de la réception pour consulter la liste des admissions tandis que le New York Post révélait jeudi que la victime a détà refusé 50 000 dollars à un journal à sensation pour lui confier l'exclusivité du récit. Quelle que soit son issue, ce scandale s'ajoute à une liste déjà longue d'épreuves pour la famille du président Kennedy, assassine en 1963. Cinq ans après le drame, son frère Robert subissait le même sort et en 1984, dans cette même propriété de Palm Beach, on découvrait le corps de David, fils de Robert, mort à vingt-huit ans d'une overdose.

En provenance de Suisse, une nouveauté

LE CHEVEUX TOMBE **GRANDIT**

BALE - L'anxiété qui saisit quiconque est l'objet d'une perte continue de cheveux à chaque coup de pelgue, sem-ble destinée à s'affaiblir depnis qu'est arrivée de Suisse la nouvelle d'un nouveau produit mis au point par les chercheurs d'un laboratoire d'une société de Bale (Labo Cosprophar), qui est le siège des plus grands colos-ses de la chimie. Cette préparation cosméti-

que, à base de Nicoténil (association de deux molécules et d'un vasodilatateur à usage topique), semble en mesure de raientir la chate des cheveux. Des résultats plus que rassurants émanent des tests effectués par le professeur Ernst Fink du Therapy and Performance Research Institute d'Erlangen, sur des sujets volontaires. Sur plus de la moitié des cas, il a été constaté que la chute des cheveux avait diminué. Seul effet negatif observe, une légère rougeur qui demeure pendant une beure environ ou point d'opplication. La découverte, commercia-

lisée sous le nom de Labo et déja conseillée avec succès par les pharmaciens suisses. sera disponible dans les prochaines semaines dans les pharmacies françaises également, distribuée par Campagne pour les pharmacies en France avec siège à la Grande Arche, Paris, Tel. (1)

HALLER TO THE

Age 26 a more

PROGRAMMENT OF STREET

Di Bour . The section

Barrett in

Part ar

Make to a second

we arrest to the more

semest to the second

WE ----

Timb !

200

1. we --

31.27.2

3.2

1 . 25 . 20

611

1 2000

Avant d'abandonner la lutte, le général Barzani avait, eo vain, demandé une aide militaire aux Etats-Unis, que ces derniers lui avaient apparemment promise. Il dira par la suite : « Ma plus grande erreur fut de me tromper sur le gouvernement américain, qui nous a trahis. » Déjà? En fait, la plus grande erreur de Barzani a été de suivre la propension, commune à la pinpart des dirigeants nationalistes kurdes, tendant à chercher un protecteur étranger. Sa décision d'abandonner les formes traditionnelles de la guérilla pour mener une guerre classique, avec l'espoir illusoire que l'aide de Téhéran ne lui ferait jamais défaut, lui a été fatale.

Le flambeau tombé des mains du général Barzani sera repris bien des années après par ses fils, Massond et Idriss, et Jalai Talabani, le fondateur de l'Union patriotique dn Kurdistan (UPK). On aurait pu croire que la fin tragique de l'épopée du grand Barzani servirait de leçon à ses successeurs. Il n'en a rien été. Dès le début de la révolution iranienne, Massoud et Idriss Barzanl, les nouveaux chefs do PDK, s'allient avec la République islamique en guerre contre l'Irak.

Terre brûlée

Eo 1986, Jalal Talabani fait de même. Pourtant, celui-ci, hostile au régime de Khomoiny qu'il tenait pour la plus grave menace contre le mouvement nationaliste kurde, avait tenté en vain en 1983 de négocier avec le président Saddam Hussein un nouveau régime d'autonomie interne.

Réslisant après quatorze mois de pourparlers infructueux que le maître de Bagdad demeurait inflexible et qu'il n'avait entrepris ces négociations que dans l'unique but de ponyoir mieux faire face au danger représenté par Tébéran, Jalal Talabani décidait de collaborer avec le «diable» khomeiniste. Il alls même jusqu'à entreprendre des opérations militaires qui cherchent actuellen conjointes à l'intérieur de l'Irak ce pays qui est le leur. avec les pasdarans et finit par

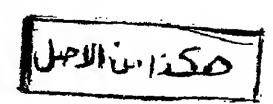
conclure en 1986, dans la capitale iranienne, un accord politico-mili-taire avec le PDK, unifiant ainsi la rébellion kurde d'Irak sous l'égide de la République. Seuls les communistes kurdes s'opposèrent à l'alliance contre nature concine Cette alliance fut pour Saddam

recourir aux grands moyens de répression dont il a le secret, sous le prétexte fallacieox que les Knrdes étaient les « agents » de l'ennemi îranien. Il entreprend à partir de mai 1987, nne série d'expéditions de ratissage au Kurdistan irakien dans le but de priver les peshmergas de l'appui de la population locale.

Des centaines de villages et de hameaux situés le long des principaux axes routiers sont systématiquement rasés au bulldozer. D'autres aggiomérations molas accessibles sont gazées pour contraindre les villageois à quitter les lieux. Les persoones déplacées sont regroupées dans des bidonvilles situés dans les péripbéries des grandes villes ou dans des zones désertiques, à proximité des frontières jordanienne et saou-

Ces opérations de ratissage ont accessoirement pour objectif de « dékurdiser » le vrai « pays kurde » afin de faciliter éventuellement son « arabisation ». En juin 1989, Massoud Barzani estimait que plus d'un million de personnes avaient déjà été éloignées des villages traditionnels kurdes, s'étonnant de la « relative passivité » de la communauté internationale devant des mesures qui, selon lui, relèvent du « génocide ». Le cas le plus dramatique de cette cruelle et aveugle politique de répression a été sans conteste celui de Halaoja occupée le 17 mars 1988 par les « talabanistes» et les pasdarans et bombardée aux armes chimiques.

En gazant ainsi ses propres ressortissants, Saddam Hussein entendait leur signifier qu'il était orêt à tout pour garder sous sa férule le nord du pays riche en pétrole, filt-ce à exterminer ses habitants. L'avertissement semble avoir été entendu, et la crainte de subir le sort des quelque cinq mille innocentes victimes de Halabja a certainement été l'un des facteurs qui ont poussé sur les routes de l'exode les centaines de milliers de Kurdes qui cherchent actuellement à fuir



2

عكذا و الاصل

Le Congrès de Russie accorde des pouvoirs spéciaux à M. Eltsine

Les élections d'un président russe auront lieu le 12 juin prochain, a décide, vendredi 5 avril. le Congrès des députés de Russie. Il a également confirmé l'octroi des « pleins pouvoirs » au président du Soviet suprême de Russie Borls Eltsine.

Porté par les grèves qui continuent à se développer dans le pays, Boris Elisioe e provoque la surprise, jeudi, eo reussissoot à retourner en sa faveur le Congrès des députés de Russie : ils ont approuvé le principe de lui accorder des « pouvoirs extreordinaireste, un peu à l'image de ceux que M. Gorbatchev evait obtenus du Parlement de l'Unioo.

Profitant du fait que le Congrès venait de voter une résolution préconisant un programme écocomique « anti-crise » pour la Russie, M. Eltsine a pris la parole pour expliquer que celui-ci oe pourrait étre appliqué si lui-même o'était pas doté de pouvoirs executifs. Par 588 voix contre 292 et 73 abstentions, les députés oot dit « oui ». La résolution détaillant ces pouvoirs devait encore être votée point par point, et le fractioo communiste du Congrès s'est ressaisie. en boycottaot la commission qui deveit mettre eu point le texte final. Mais il s'agit d'uo combat d'arrière-garde, même si les escarmouches ne vont pos manquer de

Le président du Parlement russe est aiosi en voie de marquer uo ceux de soo rival. Les communistes de Russie, qui avaient convoqué ce Congrès extraordinaire pour teoter de désevouer leur président, o'ont pu, durant une semaioe de session, que se livrer à des tactiques d'obstructico. Ce qui leur avait permis d'empêcher M. Eltsine d'obtenir la mise en route immédiate de soo élection au soffrage uoiversel, comme l'ont souhaité les électeurs de Russie lors du référeodum du 17 mers.

M. Eltsine aurait pu accepter ce délai, qui o'aurait feit qu'accentuer le discrédit des communistes, en se réfugient derrière la paralysie « imposée ou gouvernement russe » par le pouvoir central. Mais il a pris le risque de demonder des pouvoirs réels et a obteou le soutien d'une majorité de députés eo laissant justement ses adjoiots laisser planer la possibilité de sa propre démission et de celle de son gouvernement de Russie, c'est-àdire des seuls dirigeants ayant une petite chance d'obteoir uoe fin des

Elections russes le 12 juin

M. Eltsioe a pris soin de faire comprendre que les pouvoirs qu'il demandait o'étaient pas si «forts» que ceux obtenus formellement por M. Gorbatchev. Il ne pourra ni dissoudre les assemblées élues ni proclomer l'état d'urgeoce. De plus, ses nouveaux pouvoirs ne seraieot en vigueur que jusqu'à l'élection présideotielle, qui se déroulera le 12 juio prochain, avec un Congrès

ordioaire de Russie réuni le 21 mai pour la préparer.

« Ces nouvoirs extraordinaires sont nécessoires en raison de la situation critique du pays. Nous ne pouvons ottendre le mois de mai et le Soviet supreme doit pouvoir odopter des lois des maintenant», a-t-il dit, demandant ainsi eu congrès de rehausser également les pouvoirs du parlement réduit siègant dans l'intervalle. Car ses partisaos du mouvement Russie démocratique craignaient aussi que, le congrès s'achèvant ce weekend sans date oi perspectives claires pour le conquête de poovoirs par leur camp, le Kremlin n'y voje l'occasion de reoforcer les siens en Russie.

Minsk Grèves et manifestations à

Le première grosse réaction ociale oux fortes hausses des prix intervenues le 2 avril en URSS s'est produite à Minsk, capitale de la Biélorussie, uoe République tenue par les cooservateurs et qui était jusqu'ici restée relativement à l'abri de la tourmente générale.

Selon l'agence de presse indépendaote Interfax, des grèves ont éclaté deos les principales entre-prises de Minsk, jeudi 4 avril en fin de matinée. Au même moment, une foule d'environ dix mille personnes marchait vers le siège du gouvernement, place Léoine, réclarisquent d'être aussi obstraits que meotations de salaires, euxquelles vue de oégociations avec le gouver-

s'ajoutèrent rapidement des revendications politiques : démission du président Gotbetchev et du gouvernement soviétique, couvelles élections parlementaires...

Le mouvement, e précisé Interfax, était coordonné par l'Uoion des travailleurs et par « l'aile radicales du Froot populaire biélorusse. En fin de soirée, l'uo des organisateurs du comité de grève, M. Alexandre Galkicvitch, iodiquait à l'AFP que la grève était suspendue jusqu'eu 10 avril et que, en otteodaot, des élections de représentants du comité de grève tient se tenir dans les usioes, en

oemeot de Biélorussie. Parallèlemeot, aucune accalmie n'était perceptible sur le front des mineurs en grève depuis plus d'un mois : leurs. comités de grève se sont prononcés pour la poursuite do mouvement, en dépit des concessions salariales offertes par le gouvernement soviétique. Jeudi soir, la télévisioo a diffusé des images d'une rencontre de M. Gorbatchev avec des: mioeurs. Visiblement irrité, le président soviétique y déclarait aux. mioeurs : « Il est possible qu'on cherche à me faire tomber, ce n'est pas nouveau. Mais ce ne sont pas

YOUGOSLAVIE

Le gouvernement fédéral condamne le rattachement de la Krajina à la Serbie

BELGRADE

de notre correspondante

Le gouvernement fédérel e condamné, jeudi 4 avril, le décisioo des Serbes de Croatie de se séparer de cette répoblique et de se rattacher à la Serbie. Le redécoupage des frontières oe peut qu'aggraver les conflits, a estimé le gouvernement, qui a sjouté que lo création de territoires autonomes était aoticoostitutionnelle et n'avait aucune valeur juridique. Le gouvernement yongoslave est le premier organe fédéral à prendre positioo sur cette question.

Néaomoins, le gouvernement et le Parlement de Serbie se sont également prononcés contre la propositioo du mouvement serbe do Renouveau de proclamer le rattaebement à la Serbie de la Krajina, car elle remet eo question la déclaratioo du Parlement de Serbie seloo laquelle « la crise doit être règlée pacifiquement ».

Les présidents des six républiques de la fédération se soot d'ailleurs reocootrés jeudi à Belgrade. C'est la deuxième fois que ces dirigeants se retrouveot en dehors de la présidence fédérale pour discuter de l'eveoir du pays. Compte tenu de la tension entre la Serbie et la Croatie, à la suite du conflit sur la Krajina, la poursuite du dialosuccès. Cependant, comme lors de la première réunico à Split, le 28 mars, cette rencontre a mis au jour les profondes divergences qui divisent les six républiques.

La Serbie et le Monténégro préconisent le maiotien de la fédératioo, seule formule covisageable pour sauvegarder uo Etat yougoslave. Le président serbe, M. Slobodan Milosevic, estime que l'instauratioo d'une coofédératioo équivaudrait à la disparition de la Yougoslavie. Les quatre eotres républiques prôcent justemeet un modèle confédéral qu'elles définissent comme une commuoauté d'Etats souverains. Toutefois, il existe entre ces quatre républiques des points de désaccord. La Bosnie-Herzegovioe insiste ootamment pour que la communanté soit un Etat composé de républiques souveraines disposant d'une armée unique et d'une seule monnaie.

An cootraire, la Slovéoie et la Croatie procent une union où chaque Etet-république serait souverain et disposerait de ses propres forces armées. Pour la défeose de l'ensemble de la communauté, il o'est pas exclu cependant de créer noe armée commune. En outre, la Slovénie estime que chaque république doit disposer du droit à l'iodépendance. Les débats se poursuivroot des la semaioe prochaine en

POLOGNE : en l'absence

d'accord soviéto-polonais

L'URSS fixe

unilatéralement

un calendrier de retrait

de ses troupes

L'URSS a décidé unilatérale-

ment de commencer le retrait de

ses troupes de Pologne le 8 avril

pour l'achever fin 1993, alors

que Varsovie demande que le

retrait soit terminé fin 1991. a

annoncé jeudi 4 avril à la presse

un responsable de l'armée polo-

nelse, le général Zdzialaw

Ostrowski,

Un livre d'Alexandre lakovlev le « père » de la glasnost

Un sceptique égaré dans l'agit-prop

Alexandre lakoviev est un pereonnege-clef de la perestroika, du moins de sea débuts lee plus prometteure, lorsque, aprèo evoir été plecé par Mikhell Gorbatchev à la tête du service de propagande du parti an août 1985, il a loncé è grande échelle la glasnoat.

Pendent quatre ans, jusqu'à aon départ du bureau politique du parti l'été demier, il est rasté l'intellectual éclairé de le nouvelle équipe, celui qui renvarsait les tabous et dévoilait las crimea staliniens (il dirige dapulo 1987 le commission ed hoc du parti). Bref la coqueluche das journalistas moscovitas, qui trouvant en lui un protecteur fece à Egor Ligatchev, l'apparatchik orthodoxe. Et eussi, très vite, la bête noire das réactionnelres et autres nationalistes, qui volent en lui la pointe evancée du « complot judéo-maconnique » lancé contre la Sainte Russie.

Vanu précenter à Poris un livra d'entrationa avac l'univeraitana Lilly Marcou, Alexandra lakovlev resta an tout cea fidèle à son image de « conseiller de l'ombre ». Témoin de le lutta acharnée qui ae livre eu sommet et dens laquella il e perdu lui-même quelquee plumes, il se rafuse à citer des noms et encore plus à mattre en cause eon patron et protec-

Ancien membre du conseil présidentiel mis en place il y a un an, il n'e pas trouvé place au conseil de sécurité qui l'a remplacé. Meio, à soixente-sept ene, il reste influent en tent que « conseiller principal » du Président, à le tête d'une équipe d'une douzsine da personneo

Pas question non plus d'être pessimiste. Pour lui, le percetroika ne va pee ei mal, alia va progresser, « meigré le confusion actuelle», dans la sens de a la gauche », une gauche prise dans son double sece : radicale démocrata à l'Est, sociel-démocrate à l'Ouast. Même dans les enciens pays communistes d'Europe da l'Eat, les peuples refusent, « pour l'heure », un socialisme qui e été « anéanti per la contre-révolution stali-

nienne », mais ile s'echeminent malgré tout vars un « socialisme post-thermidorien a eux contours d'autent plue flous que son père spiritual rejetta les « formules usées » talles que sociolisma et cepitalisme : ell faut dens l'immédiat construire une société « normeles, confie-t-ll à Lilly Mercou, de bon sene, cepable de nourrir les gens, dans laquella chacun pourre acheter ce qu'il veut, vivre dane l'appertement de son choix, se sentir en sécurité. » Et cette oécurité ne pose pas da problèma non plua sur le plan international : «A quoi bon avoir des alliés si l'on n'e plus d'ennemis?»

Les réflexes de la « double pensée »

Bref, un curieux mélange d'optimisme et de scapticisma. d'embiguité euosi dena le mesure où ca vétéren de l'agitprop stellnlen, sympethiaant aacret de Dubcek en 1968 et éloigné quelquas années plus tard pour un article hoatile eu chauvinisma ruese (mais dont II rougit eujourd'hul tent il était coulé dans le lengue da bois), n'e pas perdu encore tous leo réflexes de la « double pan-

Alnsi, Alaxandre lakovlev, naguère interlocuteur privilégié dee Baltes, tient eujourd'hui sur leur compte des propos d'une fermeté très gorbetchévienna, lanorant lae référendume tenus dens la région cette annéa et exigeant une nouvelle consultation dont il feint de croire mu'alle donnera das résultets favorables au meintien des Républiques concernées dans l'Union.

A la différence de son ancien collègue et complice Edouard Chaverdnedze, Alexendre lakovlev n'est visiblement pes l'homme des démissione apec-teculeiree. C'est tent miaux pour M. Gorbetchev, mais sano doute un peu dommage pour ses lecteurs, qui davront attendre encore quelqua tempo pour connaîtra ses vrais souvenirs. MICHEL TATU

► Ce que noue voulons faire de l'Union soviétique, le Seuil, 156 pages, 79 F.

ALBANIE

de notre envoyé spécial

Laocée à l'ioitiotive do Parti démocratique, la principale formation de l'opposition, en hommage à la mémoire des trois victimes des incidents du mardi 2 avril à Shkoder, la grève générale de mercredi en Albaoic n'e été ni un succès ot un échec. Tout simplement, parce que dans un pays doot l'économie fonctioone au ralenti depuis plusieurs mois - voire depuis quarante-six ans, comme discot les mauvaises langues - il est impossible de déter-miner si un appel à la cessation de travail a été ou non suivi.

D'autont plus que la grève oe concernait que les secteurs « vitaux » du pays – les seuls qui fonctionnent tant bien que mal en période oor-male - et que les difficultés de commuoicatioo reodent un jugemeot encore plus aléatoire. Disposant de peu de moyens, le Parti démocratique, comme l'Union des syndicats libres qui l'a soutenu, o'avaient pas

non plus la possibilité matérielle de lancer cet appel à la grève sur l'en-

Des tracts avaient été distribués à l'entrée des usines oo mis sons les portes des appartements dès jeudi matio. Apparemment, à Tirana, et dans quelques autres grandes villes. le mouvement a été suivi par une large majorité des ouvriers qui sont venus à l'usioc mais o'ont pas travaillé. Comme dans cette fabrique de bicyclettes où sept cents personnes sur huit cents ont observé le mot d'ordre : « Nous sommes solidaires des gens de Shkoder » dissient

En revanche, la mine de Valias, à 15 kilomètres de la capitale, continusit à «fonctionner», « Cette grève va contre les intérêts du peuple», déclare le directeur. Pas de grève non plus pour une usine de chaussures qui exporte ses produits vers l'Italie et dont les capitaux viennent aussi de la péoinsule. « Physiquement, nous sommes au travail, mais

gens de Shkoder », déclare Malinda Kote, vingt ans. «Mais nous avons trop peur de perdre notre travail », disent les ouvrières. La directrice de l'usine est violemment opposée au mouvement : «A cause de la démocratie pluraliste. Si tous les partis appelaient chaque jour à une grève générale, le pays ne travaillerait

Au cours d'une conférence de presse tenue jeudi, M. Genz Pollo, le porte-parole de l'opposition, e indiqué que les incidents de mardi avaient fait en définitive quatre morts, un militant du Parti démocratique, qui ovait été grièvement blessé, ayant succombé dans la ouit de mercredi. M. Pollo a d'autre part insisté sur « les actes de terreur et d'intimidation » doot seraient victimes de nombreux repsonsables de l'oppositioo : de l'explosioo de bombes devant les sièges des partis aux licenciements de militants du Parti démocratique « pour des seules raisons politiques ».

La première uoité soviétique à quitter la Pologne dans le cadre de ce calendrier sera donc une unité de missiles tactiques, comptaot, outre les missiles (conventionnels), 1 200 hommes. Plusieurs milliers de militaires soviétiques, appartenant à huit unités différentes, ont déjà été rapatriés depuis juillet dernier. Le contingent soviétique eo Pologoe compte quelque 50 000 hommes ce qui, avec leur famille et le personnel d'eccompa-JOSÉ-ALAIN FRALON

gnemeot, aboutit à un total de 95 000 personnes. Plusieurs rounds de négociations soviéto-polonaises sur le calendrier de retrait o'oot pas permis de dégager un accord. Tout en notant que le calendrier décidé par les Soviétiques étoit « unilatéral », le général Ostrowski e estimé que ce retrait constituait « un pas dans la bonne direction ». Le caleodrier soviétique, a-t-il précisé, prévoit le départ de quelque 10 000 bommes cette année, soit 20 à 25 % des essectifo; le retrait de 40 à 50 % des troupes en 1992, et le reste en

Cette question, qui retarde apparemment un éventuel voyage du président Walesa en URSS, e été evoquée par le premier mioistre polonais, M. Jan Krzysztof Biepolonais, M. Jan Krzysztot Bie-lecki, qui se trouvait jeudi en visite officielle à Moscou, qui s'est égale-ment entretenn ovec ses interiocu-teurs soviétiques, doot M. Gorbat-ehev, de l'élaboratioo d'on nouveau traité soviéto-polonais de bon voisinage.

D Un sosdage sur l'antisémitisme en Pologne. - Près d'un tiers des Polonais estiment que « l'influence des gens qu'ils considérent comme wes gens qu'ils considerent comme juifs est trop grande» dans le pays malgré le disparition quasi totale de Juifs en Pologne, sclon un son-dage de l'institut CBOS publié jeudi 4 evril par la presse polo-naise. – (AFP.)

> Ac Monde RADIO TELEVISION

des cris sur la place publique qui y

Le succès de la grève générale est difficile à apprécier

mentalement, nous sommes avec les

A TRAVERS LE MONDE

BÉNIN

Investiture

du président Soglo

Le nauvezu président, M. Nicéphore Soglo, qui evait été élu pour un mendet de cinq ana, la 25 mara, e prêté earmant, jeudi 4 avril, devent Mgr de Souze, archavêque de Cotonou et président du Haut Conseil de la République, eu cours d'une cérémonie officialle qui e été écourtée. L'entretien an tête è tête qu'il davait evoir evec son prédécesseur, le général Mathieu Kérékou, n'e pea

Le nouveau chef de l'Etat qui était rentré, la veille, de Paris où il avait été hoapitalisé, est apparu

D ITALIE : deux militants d'extrême droite ocquittés co appel. - La cour d'appel de Bologne a sequitté, jeudi 4 evril, pour insuffisance de preuves, deux militants néofascistes, Mario Tutti et Luciano Franci, condamnés à perpétuité pour un atteotat cootre la gare de Bologne qui, le 4 août 1974, evait fait douze morts et quarante-huit blessés. Le 18 juillet dernier, la cour d'appel evait déjà onnuic le jugement condamnont à la prison à vie quetre militants d'extrême droite reconnus coupables d'avoir organisé l'attentat du 2 août 1980 à la gare de Bologne qui aveit feit 85 morts. - (AFP.

extrêmement fatigué et a été coutenu par se femme at des membres du protocole, pendent la cérémonie qui n'a pas été retransmise en direct comma prévu. Lee photographes et les cameramen, à l'exception de ceux de la télévision nationala, n'ont pas été autorisés à prendra das images du présidant, aon entourage craignent manifestement leur impact négatif sur l'opinion publique. - (AFP.)

ETATS-UNIS

Mort accidentelle du sénateur républicain

John Heinz La aénateur républicain John Heinz, un das héritiere da l'immense empire de l'industria alimentaire du même nom, est mort jeudi 4 avril, dana une colligion aérienne, eu-deasus de Philadelphie, qui e fait sept morts. John Hainz, qui représentait la Pennsylvenie eu Sénet, aveit cinquentedeux ans. Petit-file du fondateur de la société Helnz, II détenait 5,59 % du capital de le firme dont il était le plus gros actionnaire. Sa fortune eveit été estimée en 1988 è 350 millione de dollara. Formé à Yelee et Harverd, il s'était ecqulo une réelle popularité en Pennsylvanie en dépit de son image glacée de « petricien » et pessait pour un libéral. Réélu régulièrement au Sénat depuis 1976, M. Heinz était membre de la commission den affaires bancaires et d'urbanisme.

La collision s'est produite entre un petit avion et un hélicoptère qui se sont écrasés an flammes à une cinquentaine de mètres d'une école primaire. Deux enfents de l'école sont permi les victimes. -(Reuter, AFP.)

EL SALVADOR La guérilla accepte

de négocier un cessez-le-feu

Le gouvernement et le guérille du Salvador ont repris leurs négociations de paix, jaudi 4 avril à Mexico. Les guérilleros du Front Ferebundo-Marti de libération netionale, représantée par les commandanta Josquin Villaloboa et Shafick Handall zinzi qua par das responsebles opérationnels venue de zones da combat, ont eccepté pour la première fois da discuter d'un évantuel cassez-lefeu. La délégation gouvernemen-tela est conduite par M. Oscer Santamarie, ministre de le présidence, accompagné du colonel Mauricio Vargaa, chef d'état-major edjoint de l'armée. Les pourparlers se déroulent en présence du représentant personnel du secrétaire général de l'ONU, M. Alvaro de





POLITIQUE

vernement fédéral le rattachement relina à la Serbie

MANGELAVIE

succis. Cependant, coming loss of te première réunion à Split le The premiers remember 2 3015 to just les profondes divergences que divisent les six républiques. La Scroie et le Monténegro bis constant le maintien de la fecta tura, senie formale envisageig pour souvegarder un Elas vocas-lave. Le président serbe. M. 50% den Mikatevic, estime que l'imp estion d'une confection stron to dispersion to a Anniogramic | Fee deales said spakingues prinent justeram a seat comme nue commissión Elais touversins Toulefon estate entre ces quarre l'applica ale-Herzegovine maiste notes in succession of any room in the en Etal composé de répartique Spectalure disbords: unique et d'une soule monnie

As contraire, le Signétie que Course bapacus nue anion of the das grat ichnegides icien ata this of disposerbit de les props forces armer. Peur la infentaj l'ensemble de la communation nest per early rependent to the see semes commune. En outs Stovene calling que chaque in plique dest disperer du était l'a dipendence Les donne se permi ween de la semaine processie

FLORENCE HARTMAN

POLOGNE : ER Patrick d'accest main princip

I.TRSS fixe unitateralement endrier de retr de ses troupes /

TEMSS o decide unitation sant de commencer le rera: me troupes de Palagne lete pour l'achever fa 1887 et men Markowie Demande & parent sur termine 5: '8 AND PORT OF THE PARTY OF THE de accordante de emenaipe, le genera in

ER BREST LIST LITTLE STEEL genitter se Polizen bat um. the effect dear of a contra AC MARKETER OFFICE TO THE **秦 秦持体中国 新人村,对 20**5 Marie & Road Land St. Commission gedeine be tatt ter was ge Beautie of to pro-

THE REST PROPERTY. Philippin and the second Served and Desire that the served agreed de retrad to de period THE ELECTION Survey of the state of the s Acad . depart de pro-Spell and the affectsia in the same

des transfer

医数据性中心 transet. presiden Bering the ... Break Children B. And the Burn of the सुरिद्धां क्षेत्र र 💆 🖰 ment read - 115 riser at **他の教育である**としません。

to the sourcests of the state of Me Print Man POSTER I TE

A l'Assemblée nationale

Le nouveau statut de la Corse est adopté grâce à l'abstention des communistes

Par 274 voix contre 262, les députés ent adopté en nouvelle lecture, jeudi 4 avril, le projet de (oi portant statut de la Corse. Les groupes UDF, UDC et RPR ont voté contre, le PS a voté pour et le PC s'est abstenu. Ce changement d'ettitude du groupe communiste - qui s'était prononcé contre le texte en première lecture - e évité à M. Rocard, le recours à l'article 49-3 de la Constitution (l'engagement de la responsabilité du gouvernement). Le projet de loi doit être à nouveau examiné par le Sénat avant de revanir, pour une lecture définitive, devant l'Assemblée nationale. Le groupe RPR a confirmé, par la voix de son président, M. Bernard Pons, qu'il déposerait un recours devant le Conseil constitutionnel.

La series

A minuit sonnant, M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, e soudainement oublié sa fatigue, sa dernière nuit blanche et les quelque dix-sept heures de débat qui vensient de s'achever par l'adoption du projet de loi portant statut de la Corse. Il a même retrouvé un pen de son lyrisme d'avocat pour saluer le vote d'un texte « d'arrimage de la Corse à la République » qui « montre que la France est forte, car il faut de la force pour reconnaître la spécificité de deux de ses départements ».

Les débats philosophiques sur l'unité de la nation française ayant été épuisés la veille, lors de la discussion de l'article premier du projet de loi reconnaissant l'existence d'un « peuple corses (le Monde du 4 avril), ce sont des considérations beaucoup plus pro-

ES Corses, y compris les plus attachés à leur qualité de

Français, revendiquent avant tout,

pour la plupart, non seulement un

réal développement économique

ceutocentré » de leur île, mais

aussi la reconnaissance d'une

identité dont ils sont fiers. Pour-

tant, sans doute par méconnais-sence de ces réalités, la plupart

des orateurs de l'opposition ont

refusé avec constance, pendant la

débat en nouvelle lecture du projet

de atatut, mercredi et jeudi, que

cette epécifichté solt prise en

compte at que catte identité soit

inscrite dans la loi. De ce point de

vue, l'article premier du projet -

quoi qu'on puisse en penser sur le

fond - a été tallement contesté

sur le continent qu'il est, eu bout

du compte, devenu la test, et la

symbole, de la reconnaissance de

Nul ne sait si le pari corse du

gouvernement sera gagné. Mais,

en refusent de céder sur la notion

de « peuple carse », quitte à pren-

dre le risque de devoir engager sa responsabilité (article 49-3 de la

Constitution), le gouvernement l'e

emporté sur deux terraine : il e montré sa détermination et prouvé

se volonté de rester fidèle eux

principes qui sous-tendent le texte

tout en évitant, finalement, d'avoir

recours à cette procédure contrei-

gnante, ce qui eurait fait mauvale

effet pour le premier taxte impor-

tant voté à l'Assemblée nationale pendant la sassion ordinaire de

En soumettant au Parlement un

projet de nouveau etatut pour la

Corea, la gouvernement poursui-veit deux objectife : réaliser un

certain consensue politique,

répondre aux attentes présumées

de l'île. Le premier, à l'évidence,

n'est pas atteint. Le langage, un

peu dérisoire à force d'être exa-

géré, employé mercredi 3 evril à l'Assemblée par M. Charles Millon, président du groupe UDF (le Monde du 5 evril), montre eu

contraire que l'opposition natio-

nale, frustrée d'expression pen-

dant la guerre du Golfe, s'est rat-

trapée avec ardeur sur un texte

éminemment politique, dont les orientations lui sont profondément

A l'inverse, le gouvernement, par son obstination, devrait mar-

quer des points dans l'opinion insulaire, même si les parfementaires corses partagent en majorité l'avis de l'opposition. Quant aux

printemps.

: 25

A. 7 "

cette identité par Paris.

saïques qui ont occupé les députés, dans l'après-midi et la soirée du jeudi 4 avril. Un deruier baroud d'homeur a toutefois été tenté par MM. Pierre-André Wiltzer (UDF, Essonne) et Pierre Mazeand (RPR, Haute-Savoie) sur l'article 52 du texte, relatif à l'enseignement de la langue et de la culture conses dans le temps scolaire.

Les deux députés de l'opposition ont défendu la position du Sénat, qui avait précisé dans le projet le caractête facultatif de cet enseignement. S'opposant au rapporteur, M. José Rossi (UDF, Corse du-Sud), qui avait déposé un amendement tendant à revenir à la version initiale du texte, M. Wiltzer a estimé qu'a une corsification autoritaire de tout élève scolarisé irait très au-delà de tout ce qui existe octuellement et poserait un problème de principe». L'orateur du groupe UDF a été soutenu par M. Emile Zuccarelli (app. PS, Hauto-Corse), décidément en porte-à-faux sur tons les points avec la majorité socialiste, qui a indiqué que « le choix derait être laissé à celui qui deit apprendre ».

> Refonte des listes électorales

La question de la refonte des listes ales en Corse, d'ici au 1º mars l'opposition une dernière occasion de s'opposer au projet sur les plans juridique et constitutionnel. Supprimé par le Sénat, cet article a été réinséré dans le texte par un amendement du rapporteur, en dépit de l'argumenta-tion de M. Mazeaud selon laquelle cette refonte, limitée à la Corse, est contraire à la Constitution et risque. compte tenu des délais très courts es aux électeurs pour choisir leur tien d'inscription électorale, de priver certains d'entre eux du droit de vote.

L'essentiel de la discussion a ensuite porté sur les aspects économiques et fiscaux du nouveau statut de la Corse. En première lecture, et à

concessione faites eu PCF pour

obtenir sa neutralité, elle ne déna-

turent pas le texte d'origine. Pour

le futur régime électoral, le réduc-

tion de la prime accordée à la liste

arrivée en tête rend cependent

plus difficile le stabilité recherchée

de l'exécutif. Sur le plan économi-

que, ces concessions répondent à

des revendications qui dépassent

largement les seuls communistee.

L'opposition, à l'inverse, a

donné l'image d'un conservatisme

sourd - ou répondant avec retard

- aux évolutions du temps et des

esprits. Comment eccorder quel-

que crédit à M. Millon, qui adjure le

gouvernement de se maintanir

dans une effliation a defferriste,

alors qu'il aveit combattu, en

1982, les lois de décentralisation

proposées par Geston Defferre,

alors ministra de l'intérieur?

Fidélité aux principes

par Jean-Louis Andréani

l'initiative du rapporteur, les députés avaient introduit dans ic projet unc caxe au profit de la collectivité territoriale, versée par les entreprises de transport public aérien et maritime et perçue sur le prix des billets des passagers. Sans contester le principe de cette taxe, les sénateurs l'avaient assise sur l'hébergement. Cette solution déplaisait aux députés de l'opposition, qui, comme M. Pierre Pasquint (RPR, Haute-Corse), craignaient les difficultés de recouvrement d'une telle taxe.

Le ministre de l'intérieur avait émis des réserves sur l'opportunité d'une taxe payée par les touristes, alors que ceux-ci constituent l'une des ressources principales de l'île. Par amendement, M. Marchand a donc pro-posé de financer le fonds d'intervention pour l'aménagement de la Corse par une subvention de l'Etat. Mais l'absence de garanties sur le montant de cette subvention a rendu circonspects le rapporteur et la majorité, qui ont préféré revenir à

Contre l'avis du rapporteur cette fois, et en dépit de l'apposition du RPR, de l'UDF de l'UDC, les députés ont supprimé le dégrèvement de 50 % de taxe professionnelle pour les entreprises insulaires, qui avait été institué au Sénat. Le ministre de l'intérieur a estimé que cette a défiscalisation généralisée » présentait un caractère néfaste, car elle ne permettrait pas de privilégier les entreprises créatrices d'emplois. Le gouverne-ment s'est également opposé à un amendement déposé par M. Jean-Paul de Rocca-Serra (RPR, Corse-du-Sud), tendant à exonérer de TVA les agences de voyage organisant des séjours dans l'île, en renvoyant cette question à la commission mixte Etatcollectivité territoriale chargée, dans le projet de loi, de formuler des propositions relatives eu régime fiscal spécifique applicable en Corse.

M. Marchand s'est en revanche montre beaucoup plus réceptif à trois amendements communistes, qui conditionnaient l'abstention de ce groupe et, en conséquence, l'adoption du projet de loi. La majorité a donc accepté, sur proposition de M. Gilbert Millet (PC, Gard), la création d'uo comité de coordination pour le développement industriel de la Corse, ainsi que deux autres amendements destinés, d'une part, à garantir l'équilibre financier des compagnies de transport maritime et aérien entre l'île et le continent et, d'autre part, à protéger contre toute dérèglementation le service public assuré aujourd'hui par

ces compagnies concessionnaires. Les élus communistes ont toutefois donné quelques frissons d'angoisse au gouvernement en s'opposant, avec l'ensemble de l'opposition, à un amendement de M. Rossi visant à revenir au texte initial de l'Assemblée en restituant à la collectivité territoriale de Corse la construction, l'entretien et la gestion de la voirie nationale. Cette coalition de votes «contre», a contraint le gouverne ment à lier, par un vote bloque, le vote de l'amendement de M. Rossi à celui de l'ensemble du projet de loi.

Cette ultime péripétie n'a toutefois pas incité les députes communistes à revenir sur leur promesse de s'abstenir. Dès lors, MM. Pons, Wiltzer et Jean-Jacques Hyest (UDC, Seine-et-Marne) pouvaient bien tonner contre un texte qui, selon l'expression du président du groupe RPR, «ne donne satisfaction qu'à ceux qui veulent d'abord distinguer la Corse de la nation, puis la soustraire à elle », ils n'empechaient plus les députes socialistes et le ministre de l'inténeur de ranger tranquillement leurs dossiers, confiants dans l'issue du débat.

PASCALE ROBERT-DIARD

Par 274 voix contre 262 sur 575 votants, les députés ont adopté en deuxième lecture le projet de loi réformant le statut de la

Ont voté pour (274): 265 socialistes; un UDF, M. José Rossi, rapporteur du projet au nom de la commission des lois; un UDC, M. Jean-Yves Cozen; 7 non-Elie Hoarsu. Alexandre Léontieff, Jean-Pierre Peretti Della Rocca, Alexis Pota, Bernard Tapie, Emile Vernaudon.

Ont voté contre (262) : un apparenté au groupe socialiste, M. Emile Zuccarelli; 126 RPR; 87 UDF; 38 UDC; 10 non-inscrits: MM. Léon Bertrand, Jean-Michel Dubemard, Jacques Hous-sin, Auguste Legros, Michel Noir, Jean Royer, Maurice Sergheraert, Christian Spiller, Mr Marie-France Stribols, M. André Thien Ah Koon.

Se sont abstenus (39) 8 epparentés eu groupe socieliste : MM. Alain Bonnet, Bernard

Cherles, Michel Crépeau, Jean-Pierre Defontaine, Claude Gaits, Kamilo Gata, Jean Rigal, Roger-Gérard Schwartzenberg: 2 UDF: MM. Jacques Dominati et Pierre Merli: 26 communistes: 3 noninscrits: MM. Jean-Marie Daillet. Serga Franchis, Aloysa Warhou-

N'ont pas participé au vote (2) : un socialiste : M. Raymond Douyère; un RPR, M. Jean-Claude Mignon.

En première lecture, quatre députée UDF joutre le rapporteur, M. José Rossi) avaient voté pour le projet et seize s'étaient abstenus. Sept non-inscrits avaient voté pour, cinq s'étaiente abstanus, ainsi qua cinq UDC et les neuf radicaux de gauche (le Monde daté 25-26 novembre 1990).

Gouvernement et opposition trouvent un accord sur la coopération entre les communes

lecture, le projet de loi sur la Corse, les députés ont repris, pendant un peu plus d'une heure, dans la nuit du jeudi 4 au vendredi 5 avril, l'examen du projet sur l'administration territoriale de la République. Un seni article a été adopté, et comme lors de la séance du mardi 2 avril (le Monde du 4 avril), le consensus a prévain sur les communautés de communes, nouvelle structure de coopération créée par le projet. L'opposition de droite et du centre, le gouvernement et la majorité s'étaient concertés le matin même afin de parvenir à un texte de compromis réalisant la synthèse des diverses positions.

MM. Patrick Ollier (RPR. Hautes-Alpes) et André Rossinot (UDF, Meurthe-et-Moselle) se sont félicités de l'attitude « constructive » du gouvernement, du président et du rapporteur de la commission spéciale, MM. Gérard Gouzes (PS, Lotet-Garonne) et Christian Pierret (PS, Vosges). Le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, a insisté une nouvelle fois, en présentant un arti-cle additionnel (avant l'article 53) donnant satisfaction à tous, sauf au PCF, sur la «concertation» qui avait permis d'intégrer les propositions de la plupart des groupes au sujet des communautés de communes.

Dorénavant, les propositions de création de ce type de communanté. présentées dans le schéma départemental de coopération (lui-même

Après avoir adopté, en nouvelle établi par la commission départementale de la coopération intercommunale), sont transmises par le préfet aux communes concernées. Ce sont ces communes qui définiront « librement » le périmètre de coopération. Elles disposent alors d'un délai de trois mois, à compter de la saisine, pour faire connaître leur décision. Un délai supplémentaire de trois mois est possible.

> Toutefois, une commune peut ne pas participer à la coopération présentée dans le schéma départemental si elle propose de participer à un autre établissement public de coopération intercommunale adont le territoire est contigu au sien, à la condition que les communes membres de cet établissement (...) acceptent cette proposition à la majorité qualifiée (...) ». La stimulation de la coopération demeure donc, mais la commune est libre d'apprécier ce qui lui convient le mieux dans un espace géographique cohérent. Cette disposition a été approuvée par les socialistes, les élus communistes votant «contre», tandis que l'UDF et le RPR s'abstenaient (l'UDC n'était pas présente dans l'hémicycle). La discussion de ce projet, qui tire en longueur, devait se prolonger vendredi 5 avril. Mais le vote, en première lecture, sur l'ensemble du texte n'aura lieu que le lundi 8 avril.

Quatre listes s'opposeront à l'élection municipale partielle de Tremblay-en-France

Quatre listes s'opposeront lors de l'élection municipale partielle de Trembley-en-France (Seine-Saint-Denis) des 7 et 14 avril. Cette consultation est rendue nécessaire par la démission de M. Georges Prudhomme (PCF) de son poste de maire, qu'il occupait depuis vingtsix ans, et de neuf conseillers municipaux de l'assemblée locale (le Monde du 9 mars).

M. François Asensi, député « refondateur » communiste, conduit une liste d'union de la gauche composée de vingt-cinq communistes ou epparentés et de quatorze socia-listes. Avec 61,89 % des suffrages dès le premier tour en mars 1989, la liste de M. Prudhomme avait plusieurs autres couples et fratries.

obtenu trente sièges. M. Pierre Cælembier, conseiller municipal sortant (UDF-CDS), est à la tête d'une liste de l'opposition parlementaire. En 1989, il avait recueilli 13,78 % des voix.

Les deux demières listes présentent un caractère familial très marqué. M. Maurice Le Calvez, accompagné de son épouse, conduit une liste des Verts (absente en 1989) qui ne compte pas moins de sept couples. M. Yves Raketitch mène une liste du Front netional (14,12 % en 1989) en compagnie de son épouse, de son beau-frère, de l'épouse de ce dernier, ainsi que de

Dominique Bourg Bertrand Calenge

Lecture et bibliothèques Martine Pouli

Monique Canta-Sperber Anne-Marie Chartier Olivier Donnat Hans Jones Marie Mendras Evelyne Pisier Jean-Claude Pompugnac Martine Poulin

Le numéro: 70,00 FF - Abonnement I an (10 numéros): 480 FF 212, rue Spint-Martin, 75003 PARIS - Tél.: 4804 0833



Agences Forum Voyages : 11, ovenue de l'Opéra, Paris 1°'. Tél. : 42.61.20.20 • 39, rue de la Horpe, Paris 5°. Tél.: 46.33.97.97 • 1, rue Cassette (angle 71, rue de Rennes), Paris 6°. Tél.: 45.44.38.67 • 140, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris B°. Tél.: 42.89.07.07 • 67, avenue Raymond-Poincaré, Paris 16°. Tél.: 47.27.89.89 • 75, avenue des Ternes, Paris 17°. Tél.: 45.74.39.38 • Rouen: 72, rue Jeonne-d'Arc, Rauen. Tél.: 35.98.32.59 -Renseignements et inscriptions (Corte Bleue). Tél.: (1) 47.27.36.37. Minitel 36.15 code FV.



n à découper et à retourner à Forum Voyages, 67, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris Je vous remercie de m'envoyer votre nouvelle brochure Forum Voyages contre 9,20 F en timbres :

2

10.150

M. Durieux cultive la fleur bleue de l'ouverture

Le 2 octobre derniar. M. Bruno Durieux, député du Nord, CDS, entrait eu gouvernement. Après six mois d'expérience, le ministre délégué à la santé croit plus que jameis à l'gouverture » comme remède aux maux da la politique fran-

« Heu-reux I » Dens son laboratoire du ministère de l'evenue de Ségur, M. Durieux ne dissimule pae son bien-être. C'est un cas : pas le moindre étet d'âme, aucun indice de stress, nul soupçon de creinte de lendemains qui pourraient déchanter. Ce minietre-lè a le moral intact. Non, il ne tegrette rien. Perce que, dit-il, ce métier, tout simplement, le pessionne. «Si je n'avais pas tenté cela. affirme-t-il, si j'eveis décidé de rester, pépère, député du Nord, je me eereis emmerdé i » Et perce qu'il raconte avoir découvert une équipe gouvernementele

MM. Jeen-Pierre Soisson at Michel Durafour, les pionniere de l'ouverture, l'eveient mis tout de suite eu parfum socialiste : « Tu verras, ils sont vachement sympes. » Il n'e pas été décu. Ah l bien sûr, le voisinege evec eon ministre de tutelle, ministre das effaires sociales, M. Cleuve Evin, n'e pes été toujours, ces dernières semaines, de tout rapos. Les entoureges se sont pris en gement écho, mais M. Durieux ne e'en émeut point : la petite histoire dee gouvernements fourmille de ce genre de bisbilles.

Heureux, M. Durieux l'est, surtout, parce qu'il panse avoir per-sonnellement vérifié que centristes et socielistes peuvent eujourd'hui, ensemble, trevailler au bien du pays sans renier quoi que ce soit de leurs convictions.

« Ces six mois sont le preuve, selon moi, explique-t-il, que les centristee peuvent parfeitement coopérer avec le gouvernement et la majorité qui le soutient. Pendant le conflit du Golfe, je n'ei pas eu la moindre interrogation et, comme centriste, je suis parfaitement à l'eise eu sein de ce gouvernement pour mettre en œuvre mes idées. Quand l'entends M. Merchend s'exprimer eu conseil, quend j'entends MM. Bérégovoy ou Dumas, je n'ai iameis le moindre étet d'âme.

Au fil de ces dernière moie, M. Durieux est devenu, imperceptiblement, I un des maillons forte de la chaîne de l'« ouverture ». Il est l'homme qui préserve des contacts átroits avec les centristes du CDS, auprès duquel il vient de renouveler son adhésion. Il les reçoit. Ils le consultent. Ces derniers jours, ils l'ont conveincu davantage qu'ils n'ont plus grand effort à feire pour sauter, à se suite, le pes. « Tous les grends sujets importants montrent que mes emis sont de plus en plus en porte-à-faux par repport à l'opposition. On l'a vu sur la projet Deleberre, on le verre sur les questions d'éthique, sur l'Europe et le Front national. Le geste que j'ei fait était un geste d'eudece. Ils devront, un jour, s'y résoudre.

> Entre M. Barre et M. Mitterrand

M. Durieux en veut beeucoup à M. Pierre Méheignerie de n'avoir pes su saisir à pleines meins toutes les occasions qui se sont présentées à lui depuis deux ans. Il espère que, bientôt, des gens comme MM. Bernard Bosson, Jacques Bertot et Bemerd Stasi perviendront, enfin, à faire bouger leur parti dens le bon sens.

Il est l'homme, eussi, qui fait le



jonction entre M. François Mitterrand et M. Raymond Barre, et ce n'est pes là son moindre rôle. Berriste, M. Durieux l'est reeté sans conditions. La semaine dernière encore, lee deux hommes dînajent ensemble. Quoi qu'il advienne, l'encien premiet minietre restera longtemps, selon lui, utile à la République. « Son influence demeure grande, y compris sur ce gouvernement, affirme-t-it. Les ministres ont une réelle estime pour lui, même s'ils ne comprennent pas toujours ce qu'il veut. M. Joxe me le demandait encore récemment : « Qu'est-ce qu'il cherche, ton Barre?» Quand, moi, je pose la mastion a M. Barre, II me re que sa seule « lucarne » politique est d'espérer, un jour, influer sur

les grandes échéances. Mitterrandiste? M. Durieux s'est découvert, depuis six mois, cette vocation. A l'en croire, il n'aveit jemeis rencontré le présidem avant son entrée au gouvernement. Aujourd'hui, ils devisent régulièrement, ensemble, de politique. « J'ai l'intime conviction, explique-t-il, que le chef de l'Etat est fermement décidé à maintenir l'ouverture. C'est pour cela que caux qui, à droite, veulent exploi-ter de manière politique les difficultés de la conjoncture en seront pour leurs fraie. Meis des gens comme M. Méhaignerie, M. Mitterrand ne les esente pas. La France, m'e-t-il dit l'autre jour, n'a qu'un grand leader centriste, c'est M. Barre!»

Heureux à Paria, M. Durieux dit l'être euesi à Lille, où il ptétend « evoir été localement bien compris ». « Me nomination, juge-t-il au bout du compte, n'aura jeté le trouble que dans les appareils politiques. Incapables de créer un mouvement positif, caux-ci n'ont plus, aujourd'hui, qu'un pouvoir de nuisance. Natre situation politique exige, meintenent, de la mobilité, de la fluidité. L'électorat, lui, a fait se mutetion. Tous les centristes devraient s'en convaincre. Chez moi, les gene ont fini per comprendre que je n'avaie pas changé d'idées. C'est tout ce

Pour vérifier tous ces propos optimistes sur l'ouverture at sur son «bon choix», M. Durieux compte ne pes reeter sur le bes-côté des procheines élections. Aux régionales de l'an prochain dans le Nord, il eonge à conduire une liste d'ouverture, eu lebel bien centriste. Aux législativee qui suivront, il promi de se représenter devant les électeurs de sa quatriàme circonscription. Spécimen d'une nouvelle rece « mitterrando-barriste », ce ministre de la santé a, décidement, un moral d'ecier. Et comme on dit dans le Nord comme pertout eilleurs, tant qu'on a la senté...

DANIEL CARTON

PHILIPPE BOUCHER

Elu par vingt-cinq voix sur quarante et une

M. Flosse a formé le nouveau gouvernement de la Polynésie française

PAPEETE

de notre correspondant

Fin provisoire du feuilleton postélectoral polynésico : M. Gaston Flosse, ancieo secrétaire d'Etat. ancien député RPR, chef du Tahoeraa Huiraatira (Rassemblement du peuple), a retrouvé la présidence du gouvernement territorial dont il evait été chassé, en décembre 1987, par une coalition formée à l'initietive de soo ancien protégé, M. Alexandre Léontieff, député non inscrit de le première circonscrip-

il e été élu, jeudi 4 avril, au premicr tour du scratin organisé au sein de la nouvelle assemblée locale, par vingt-cinq voix contre quatre au candidat indépendantiste, M. Oscar Temaru, maire de Faaa. Il e béoéficié des suffrages des sept élus du groupe du Aia Api (Patrie nouvelle), dirigé par son nouvel alliè, M. Emile Vernaudon, député non inscrit de la deuxième circonscription, qui pré-side désormeis l'assemblée territo-riale. M. Léontieff et les onze eutres membres de l'Union polynésienne. qui constitue maintenant l'opposition, n'ont pas participé au scrutin; ile ont quitté la salle eprès que M. Veraeudon cut rejeté une demande liminaire de prière collective formulée per M. Mooil Tetuieni, élu des îles Sous-le-Vent, au motif qu'il était préférable que chacun des deux camps fit sa prière

Le nouveau gouvernement de la Polyoésie, dont le composition e aussitôt été annoucée par M. Flosse. comporte, comme prévu, huit mem-

Conformément à l'accord de majorité conciu entre M. Flosse et M. Vernaudon, le Tahoeraa Huiraatira dispose de cioq portefeuilles (vice-présidence, santé, solidarité, habitat et recherche: M. Miehel Buillard; finances, réformes administratives : M. Patrick Peaucellier; mer, archipels, affaires foncières, relations evec l'assemblée territoriale et le comité économique, social ct culturel : M. Edouard Fritch: aménagement, urbanisation, équipement et écergic : M. Gaston Tong Seng; agriculture et artisacet: M- Hamoetini Lagarde) et le Aia Api en détient trois (PTT, jeunesse, sports: M. Jean-Claude Terrieroiterai: éducation, emploi, travail, formation professioocelle : M. Joël Buillard ; qualité de la vie, culture, eovironoement et transports terrestres: M. Pierre Dehors).

La présence de M. Dehors au sein de cette équipe semble traduire la fin de la brouille cotre le maire de Moorea et M. Vernaudon. Celui-ci o'avait guère goûté le rôle déterminant de celui-là dans l'alliance avec M. Flosse imposée à M. Vernaudon par ses propres colistiers au lendemain des élections du 17 mars.

MICHEL YIENGKOW

Le nécessaire électrochoc du Parti socialiste

par Gérard Lindeperg

A crise du Parti socialiste est devenue un sujet à la mode. De savents politologues se eont penchés eur son chevet et ont rendu un verdict sane appel. Permi noue, certaine affichent un scepticisme désebusé, elors que d'eutres se livrent à des exercices publics d'eutoflegelletion. Le pessimisme de ce diegnostic est-il justifié, et serions-nous condamnés à assister en spectateurs passifs eu théâtre de notre impuissance?

Si nous ne voulons pas slimenter le sinistrose embiente, il feut commencer per nous délivrer d'une certsine vision mythique du passé. A bien des égerds, plusieurs secteurs de notre parti fonctionnent mieux aujourd'hui qu'hier : un hebdomadaire, Vendredi, apprécié par les militants et sympathisants; une fondetion dui se met en piece : un centre de formetion qui offre des parspectives sans précédent à la formation des élus et des militants.

Une « synthèse » cotonneuse

On nous objecte que ces outils nouveaux tournent à vide, car ile ne peuvent embrayer sur un parti à la recherche de son identité. Maia qui eurait pu imaginer qu'un parti comme le nôtre serait épargné par une mutation gui effecte, par son ampleur et se rapidité, aussi bien le vie économique que le terrain social et culturel? Qui ne croit qu'il nous faudre encore beaucoup d'efforts sur nous-mêmes pour intégrer pleinement dens notre enayee, dane notre mentelité collective et dans nos comportements, toutes les conséquences de l'effondrement du communisme et de notre exercice du pouvoir sur une longue période?

En Isnçant notre débat sur le « projet socialiste » de façon efficace et eudecieuse, nous nous eommee donné les moyene de réussir notre indispensable aggiornemento. Pourtent, il faut bien reconnaître qu'en dépit de l'ouverture du vaste chamtier du « projet » et de le mise en œuvre de ces nouveaux moyens d'ection, le décalage reste profond entre cee élémente objectife et l'image que nous renvoyons à nos militants et à nos électeurs. Et nos militants réagissent de plus en plus comme

nos électeurs : par l'abstention. Depuie le congrès de Rennee, nous vivone ls « synthèse », mais une synthèse de cohabitation plue que de collaboradon, une synthèse insaistasable et cotonneuse, assez éloignée de la synthèse dynamique et vigoureuse que Pierra Meuroy appelle de sea vosux. Queloueeuns s'évertuent à jouer le jeu slors que quelques autres ont un pied

dene le eynthèse et un pied dehors. Certains fonctionment en autarcie, tandis qu'une minorité de militants - on l'a vu eu moment de la querre du Golfe - se comportent en électrons libres et vibrionnent dans un autre espace que celui de la discipline de parti et de la eolidarité gouvernementale.

Lorsque les universités d'été des différents courants raesemblent plus de monde que l'univereité d'été du parti, nous sommes obligés de constater que la vie des courants est en train de l'emporter sur le vie du parti. Ce sont les courants qui produisent de l'idéologie, ce sont les courants qui désignent les candidats, ce sont les courants qui négocient les frontières du pouvoir. Du coup, le perti apparaît de plus en plus comme une structura fédérale, volre, parfois, confé-

En vérité nous ne nous sommes toujours pas remis du congrès de Rennes, et il feut se rendre à l'évidence : nous ne sortirone de ce treumatieme que par un électrochoc. Faut-il evencer le date du congrès? Faut-il réexeminer le fonctionnement de notre vie interne en cassant ou en atténuent la logique des courants? Feut-il restructurer la direction du parti et réorganiser la maison de la rue de Sofférino 7 Toutes les propositions susceptibles de redonner élen et cohésion à notre parti doivent être exeminéee sans a priori. Rien ne serait pire qu'un lent et ineidieux effeiesement du parti sur lui-

► Gérard Lindeperg est le chef de file des rocardiens eu secrétariat national du Parti socialiste, où il est chargé de la for-

□ Les socialistes divisés à la mairie de Béziers. - M. Alain Barrau, maire socialiste de Béziers depuis mars 1989, e été mis en minorité par son conseil muoicipal, jeudi 4 avril, sur le vote de son budget, qui a été repoussé par vingt-deux voix cootre quinze seulement et douze abstentions. Ce rejet traduit une fracture de la majorité socialiste de la deuxième ville de l'Hérault : onze éius de la majorité, dont quatre adjoiots et quatre délégués, oot rejoint les contestataires. Ces derniers reprochent à M. Barrau une gestion qu'ils jugent trop personnelle, une floraison d'études et trop peu de décisions. « L'équipe ne respire plus, elle est marten, e lance au cours du conseil M. Jean-Paul Couloma, adjoint chargé de l'urbanisme.

JOURNAL D'UN AMATEUR

OWEIT. Le droit, au nom duquel les Natione unies eveient volé à le rescousse du Kowelt le 2 août dernier, les Koweitiens montrent le cas qu'ils en font dès que le pouvoir leur est randu. En dépit des promesses de l'exil, les gouvernants garantiseent des élections au plus tard pour le saintglin-glin et, auperavant, décrètent une loi marórde qui fait, de celui qui était déjà monarque, un tyran légal. Les gouvernés, au moins tolérés par les pouvoire publics de l'émiret, lencent, contre les Pelestiniens, des chasses eu fecièe qui se nommereient pograms si elles viseient d'eutres victimes.

Meis c'est au nom du droit, celui qui découle du principe de souveraineté, que les forces coalisées neguare e ebstiennent maintenent et avec le même unenimité de tout mouvement pour que cessent des violences qui, eu choix, rappellent les réglements de comptes qui accompagnèrent le libération de le Frence en 1944 ou le Terreur blenche qui suivit le restauration des Bourbone eprès le chute de Napoléon 1-.

C'eet eu nom du droit, encore, et du principe de souvereineté, pes moine, que les Kurdee let les chlitee) sont pourchassés en irek per les troupee et les armes de M. Saddam Hussein qui n'est plue, mais elore plue du tout, si l'on s'en rapporte au mutisme quasiment général, le barbere, le senguinelre, l'émule de Hitler que l'on voyeit en lui lorsqu'il s'empara du Koweit et de ses puits. Il est de nouveau l'intouchable, au sans premier l'innocent chef d'Etat d'un pays souverain, donc à l'ebri de toute question, de tout reproche. M. Frençois Mitterrand doit ee sentir un peu seul d'evoir rompu ce concert de silencee. Les Etets-Unis et le Conseil de sécurité ont consenti à l'entendra, sans hâte.

Appliqué aux Etats, le privilège de lever son linge sale en famille, qui ne fut jemaie dénié officiellement qu'à l'Afrique du sud, c'est le parmis de tuer, lequel, sur une grande échelle. ordonné per l'Etat, devient politique, maintien de l'ordre, cohésion nationele. « Il faut aussi bousculer le droit quand c'eet nécessaire », disait M. Roland Dumas, mercredi, à l'Assembiée nationale. Bousculez, Moneieur, bousculez I sinon le respect du droit tuera plus de gens qu'il n'en sauve.

CONE. Son fondeteur renvoyé à l'éternité et à ce qu'elle contient, le ces échéant rien, ce qui subsiete de cette eventurs, qu'on soit croyant ou qu'on ne le soit pes, c'est le bruit étonnant fait à propos du schisme qui s'est développé eutour du commaire euisse d'Ecôns. Comme el ce qui errive à une église devait intérasser, de gré ou de force, ceux qui les récusent toutes. On ioindraît pour sinsi dire le Terre à le Lune el on metteir bout à bout les kilomètres de papier et de bande megnétique imprimés pour relater les épisodes de ce qui n'est, eprès

tout, qu'un microscopique affaire de famille. Que le pays déchrietianisé qu'est la France, enfin libéré de le millénaire tutelle catholique

sur la vie temporelle, dont lee manifestations de foi se réduisent, pour ses habitants, eux cérémonies, plus mondaines que pieuses le plupart du temps, du baptême, du mariage et de l'enterrement, eit connu un tel tapage par le feit d'un évêque qui ne brille jemeis que d'avoir préféré le rite du cruel Pie V à celui du généreux Jean XXIII, voilè qui passe l'entendement. En cherchant bien, on pourrait peutêtre même trouver sur le sujet des éditoriaux de l'Humanité ou de Rouge.

Familles

Querelle d'autant plus mineure que ces echismatiques (en fait), numériquement négligeables, soutenus on eeit per qui, ne eont quère éloignés, quant eu reste, de ce qu'il faut penser selon le Vetican de Jeen-Paul II. Avortement, sexualité, contraception, sans oublier la vie politique en général, suprématie du religleux, y compris pour l'imposer à ceux qui vivent et meurent en dehore de lui, on ne gliseerait pas une feuille de pepier à cigerettes

S ocialisme. Pour n'être pas une sur-prise, l'investiture de M citée, comme tête de liste du PS pour les électione régioneles de Provence-Alpee-Côte d'ezut leises pantole s'il est possible de

s étonner encora des sinuosités socialistes. On sent blen, a dit pour s'en expliquer M. Pierre Mauroy qui e du flair comme personne, que M. Tapie « s'epparente à la gauche par bien des aspects. » Outre que ce n'est pas eimeble pour le gauche, grande dieux l les-quels ? S'il existe une personnalité politiquement inclessable, c'est M. Tepie tout le premier. Si ce demier convient si fort eu parti socieliste, lui ressemble tant, serait-ce que ce parti est, lui aussi, inclassable sujourd'hui?

Socialiste, en quoi l'est-il? Parce qu'il s'eet rengé parmi les non-inecrits de l'Assemblée nationale quand il fut élu député grâce eu soutien socieliste 7 Perce qu'il soutient le PS de ses cotisations? Ce ne ferait pas cher le label, meje ce n'est même pas le cas puisqu'il e'est gardé d'en être membra . Perce qu'il siège à geuche eu Palaie Bourbon? Encore faudrait-il qu'il siègeat plutôt que de se vanter publiquement du contraire. M. Meuroy supplisnt M. Tapie d'être le chempion du PS, c'est l'Académie française démerchent Henry de Montherlant pour être élu sans se porter candidat, c'est le patricien romain levent dans ses brae pour le reconneître sien le fils qu'il e eu d'une volage.

Meie, dene ces conditions, s'il se trouveh que M. Yvon Gettez, qui fut du CNPF, ou M. Ambroice Roux, qui fut de le CGE, ou même M. Jacques Calvet, qui est de PSA, président l'Olympique de Marseille et qu'ila se montrent beaux perleure, à l'eise à l'écran

comme eutour de la Corbeille, leur suffirait-il de se découvrir des « espects » socialietes, ce qui est maimenant à la portée du premier venu en rupture de droite, pour qu'ils devinssent le porte-drapeau socieliste dans le région Provence-Alpes-Côte d'azur, ce lopin? M. Teoie petron (de feit) des socialistes dens le Sud-Est, c'est revenir eux premiere temps de le démocratie, pas si révolus que cela d'ailleurs, où le châtelein, ou encore l'industriel du lieu ételent automatiquement et comme par droit divin le maire et le député des populatione.

C'est vrai que M. Tepie e des titres à être un bon cendidat et même à être élu puisqu'il lence trèe fort des promesses qu'il ne tient pas. On rougit d'oser rappeler ce Forum des citoyane qui devait quadrillet la France pour balever le Front netionel et ramener la paix dene lee banlleuee. A ceux qui y croiraient encore, on l'ira dire à Sartrouville, à Vaulx-en-Vefin et dans les quartiers qui exploseront

Mais alore, devenu l'un des vingt-deux roitelets de la République, monté einsi sur un tréteau eupplémenteire, il n'en aura cure tant il visera le suivant, plus haut. Car il faudrait être sérieux : qui va imaginer M. Tapie se donnant pour ambition, pour ultime ambition politique d'être, face à l'Hietoire, le tombeur de M. Jean-Claude Geudin ? Ce serait trop d'humilité. De quele concours, notamment financiera, ne bénéficiera pas cet homme d'affaires lorsque, à tort ou à raison, il jugera que le tempe est venu de faire à la France le don de sa personne?

Meie non, entend-on dire, on errêtera sa marche avant . Parce qu'on y a réussi jusqu'à présent ? Il e au contraire réussi cette gageure qu'entre lui et le PS c'est toulours le second qui est l'obligé du premier. C'est pousser un peu loin la parabole de l'ouvrier de la onzième

Et puis, entend-on encore, de quelle importence est cette investiture quand on voit. incongruité autrement chaquente et pourtant de la même famille d'inconvenancee, le plus célèbre des marchends de béton être propriétaira de la plus grosse chaîne de télévision de l'Hexegone et le plus fameux des merchands d'ermee, non seulement contrôler une eutre chaîne de télévision, mais aussi la moitié de l'édition française ? En effet. Mels c'est renoncer à soigner le vérole perce que le eide s'étend.

P. S. - Plueieure lecteurs, parmi lesquele M. A. Picerd, demeurent dans le Gerd, et M. Michel Briguet, de Paris (qui évoque le temps où il était son étudiant et la constante sollicitude, y compris épistoleire, de son profeseguri, ont écrit pour se joindre eux vœux d'anniversaire adressés à Henri Guillemin dans l'Ameteur du 16 mere. Bie, donc, pour ces quatre-vingt-huit ens du cher rebelle.

SOCIÉTÉ

TORE BUT QUARANTE et inte M. Michel Rocard souligne le « devoir d'intégration » dans les cités

Pulyactic, don! 13 cc. 100 ensual est annonce process

Conformement a M. Verbauden e Tabout site dispose de la pro-frice-présidence la pre-france et transcente de tables et transcente de Russland: finance: Bulliary . M. Partice Participation of the Control mer, grebipels, 20212-Activities where the capture:

BENEFIT OF CHOISE OF GOOD HARE! SETUDIOS OF THE Mer Hamorton Lagrand species of the second mation profession of the Audierd cur to be been Manual Comment of Comments mes: M. Pierre Daton

La presente de M. Desert de cette charge come and D Ballie Breid berte berte berte east 3c contract of the second ter ses binbac tommer? mails des richters as it

casalre électroch Parti socialiste

per Barard Linders

Service of the management des affit tott tivit e bert the tentheles Settle for a faction for the did in the state of the state o Chippenta est en les 1880 48014 Self-201 2014 22 ger tage at at mit person in the emit the your analysis someth tiere ferienauf vont fem.) A& 27 \$ - me - 11727

🕶 ಚರ್ಷ ಕಟ್ಟಿ ವಿಚಿತ್ರಗಳು ಪ್ರ

🍇 🐯 in the Leitum (tg.

Refuges the Ast The Population of the part of the GRANT WALL STATE ERWE FE THE STATE 支持的设计的 1. 图案 Adenia i si si si si si si si Ni STREET & THESE REST 建 世纪10年11年11日 (1987年) construction and compared as which the way in the same that **基础**图1000 中共中国 BURN STOLLTE OF BOOK

美利斯(17.2013) (17.00 至 27.00 3) THE PLAN SHAPE Afferten to the Affe The task of the preparate of the the net constants Smitte tab und be fat Make my or thorn?

Le nouveau souvenir

Un projet de loi sur la « sécurité intérieure » sera soumis au Parlement Lors d'un déplacement, jeudi 4 avril, dans deux communes de a bantieue nord de Paris, Deuilla-Barre et Villiers-le-Bel (Vald'Oise), M. Michel Rocard a souligné le « devoir d'intégration qui incombe aux responsables politiques de notre pays » et auquel toute la société devrait, selon lui, être associée. Il a annoncé notemment qu'un projet de loi sur la « sécurité intérieure » sera soumis au Parlement et que les procédures de naturalisation seront accélérées. Au même moment, M. Michel Delebarre, ministre d'Etat chargé de la ville.

présidait à Versailles une réu-

nion consacrée à la commune de

Sartrouville

Le message était prêt depuis le début de l'année. La guerre du Golfe en avait retardé la délivrance, mais la tension persistante dans les cités de banlieue en a confirmé l'urgence. Le gouvernement souhaite mettre en cohérence et relier ses politiques de la ville, d'intégration et de sécurité publique. Le diptyque désormais classique - arrêt confirmé de l'immigration de main-d'œuvre et intégration des étrangers en situation régulière — a été réalimmé par M. Rocard, mais largement dépassé par un discours sur les droits et devoirs de chacun en matière de justice sociale.

En matière d'immigration, le tour de vis prévu depuis l'automne a été confirmé, bien qu'allusivement, par le premier ministre : le regroupement milial, qui est « un droit », a rappelé M. Rocard, sera soumis à des conditions de logement et de ressources plus strictes. Le droit d'asile e ne doit pas être détourné», c'est-à-dire servir de paravent à une immigration économique : l'accélération de la procédure d'instruction des dossiers de demande du statut de réfugié va permettre au gouvernement de supprimer l'autorisation de travail accordée aux demandeurs en attente.

Mais si l'iotégration suppose cette fermeté, selon M. Rocard, elle exige sussi « une réflexion approfondie, une stratégie globale et une action concrète». En effet, a-t-il déclaré, «une politique d'intégration ne se débite pas en tranches d'actualité. Touchant au plus profond d'une société (...), elle ne peut que se situer dans la durée. C'est dire que le traite-ment des phénomènes d'intégration ne peut être aisé dans une société comme la nôtre, avide de sensationnalisme, impatiente de résultats ».

Au passage, le premier ministre a



qualifié d'« exemplaire » l'attitude des Français pendant la guerre du Golfe. « J'ai constaté le climat empreint de réserve et de dignité qui a dominé ». a-t-il souligné en rendant bommage au « très grand sens des responsabilités» des associations laïques et religieuses et en rappelant que « la nation française ne se fonde pas sur des divisions ethniques », mais sur le « voudoir vivre ensemble » cher à Ernest Renan.

M. Rocard, qui s'était déplacé en compagnie de M. Claude Evin, ministre des affaires sociales, de M. Hubert Prévot, secrétaire général à l'intéxration, et de M. Yves Dauge, délègué à la ville auprès de M. Delebarre, a prècisé le contenu de sa stratégie globale à travers le thème des droits et devoirs individuels, dont ail incombe à l'Etat d'assurer la traduction concrète dans la vie quotidienne ».

La première mesure consiste en l'annonce du dépôt, au cours de l'acruelle session parlementaire, d'un projet de loi a relatif à la sécurité intérieure». A travers ce texte, dont le projet est en gestation depuis 1989 au ministère de l'intérieur, le gouvernement entend affirmer soo souci de lutter contre la délinquance urbaine,

teoces respectives de la police natiounle des polices municipales, et des sociétés privées de gardiennage, mais aussi susciter un débat parlementaire sur ce thème cher à la droite et à l'extrême droite.

Les procédures de naturalisation seront accélérées

Le premier ministre n'a, en tout cas, pas hésité à l'annoncer dans un discours sur l'intégration, au risque de rapprocher la question de l'immigration et celle de la délinquance alors que cet amalgame a souvent été com-battu à l'intérieur du Parti socialiste. Dans l'entourage même de M. Rocard, l'intitulé provisoire de ce projet relatif à la « sécurité intérieure » suscite, au demeurant, quelques interrogations. M. Rocard s'est appuyé sur les evécements de Sartrouville, ou, a-t-il dit, a un acte effroyable a été commis ». « Les sentiments qui se sont exprimes ensuite sont comprehensifs. dialogue initial ourait sans doute pu timiter, voire éviter les heurts qui se sent produits », a poursuivi M. Rocard, mettant ainsi en caust M. Laurent Wetzel, le maire CDS de Sartrouville, avant de condamner les violences, qui, elles, ne sont « pas govplables .

La « double peine » en question

Comme contrepoint à ce volet répressif, le chef du gouvernement a manifesté la volonté de faire progresser trois dossiers. D'une part, la naturalisation des étrangers, qui doit ces-ser d'être « un véntable parcours du combattant», et dont le délai devrait tomber à six mois pour l'acquisition de la nationalité française par déclaration et à un an au plus pour l'acquisition par décret. D'autre part, l'accès à

lectifs d'lle-de-France - « une priorité la justice, à travers l'installation de indiscuable » -, préciser les compé- « maisons de la justice » dans les quartiers.

Enfin, la « double peine » (detention puis expulsion) infligee à des délinquants étrangers mais doot les véritables attaches sont en France. Le premier ministre va saisir pour avis le Haut Conseil de l'intégration, constatant qu'« il existe parfois un monque de proportionnalité entre le trouble causé à l'ordre public et l'arrachement que représente le renvoi dans un pays d'origine en réalité étranger ».

Mais M. Rocard souhaite aussi situer l'intégration dans le contexte général de la politique du gouvernement en matière d'école et de logement. Ainsi le problème pose par la récente condamnet ion pour discrimionnon raciale d'un organisme HLM pratiquant des quotas ethniques dans l'attribution de logements sous pretexte d'equilibre social (le Monde du 27 mars) pourrait donner lieu eu dépôt d'un projet de loi, a-t-il laisse

M. Rocard veul, enfin, favoriser l'intégration par l'emploi, grace eux a régies de quartier», qui emploient à l'entretien des cités leurs propres habitants, et à la réforme de la dotation globale de fonctionnement, qui permettra, penso-t-il, d'allèger la taxe professionnelle et de favoriser l'implantation d'entreprises dans les communes pauvres.

Au total, le premier ministre veut ancrer la politique d'intégration dans la vie locale, impliquer conjointement elus, fonctionnaires et associations. Il répète que le poids de l'intégration ne don pas reposer seulement sur «les Français les moins javon ses », ce qui scrait selon lui « inique»: le « devoir d'intégration » reste à partager.

PHILIPPE BERNARD

M. Delebarre joue les médiateurs à Sartrouville

lls n'étaient pas moins de quarante, segement assis autour d'una table en quadrilatère, couverte d'un apaisant tapis blau : des hauts fonctionnaires, dea élus locaux, les représentants des treize services départementaux, des animateurs d'essociations et surtout huit jeunes du quartier des Indes, pour la plupart d'origine maghrébine.

La situation était devenue tella dans lea HLM da Sartrouville, apràs les événements de la aemaine dernière, qu'il était urgent de rétablir le dielogue M. Laurent Wetzel (CDS), les adolescents révoltés par la mort da leur camerada et lea aervices de l'Etat paralysés par la crainte d'envenimer les choses. C'ast fait. Chacun avait laissé ses rancœurs, ses prévantions et ses procédures administratives au vestiaire.

Le tour de table a duré plus de quatre heures. Les plus loquaces ont été le maire da Sartrouville, ses administrés et, naturallement. M. Delebarre, qui, à l'issue da la séance, a modestement déclaré qu'il s'était contenté e de mettre deux gouttes d'huile dans les rouages».

En vérité, ca sont surtout les interventions des jeunes que l'on ettendait. Leurs demandes, clairement et fermemant énoncées, n'avaient rien d'exorbitant : que l'on rende justice à Diamel Chettou, que l'on aida sa famille, qu'un dialogue soit établi avec le patron du supermarché où tout s commencé, qu'une salle de réunion soit ouverte sur la delle et qu'aucune décision ne son prise sur-le-champ pour leur donner le tamps de consulter les autrea adolescents de la cité. Le ministre a acquiescé et un peu plus tard, devent la presse, a rendu un hommage appuyé « au sens des responsabilités témoigné par ces garçons ».

Le maire enthousiaste

locale pour l'amploi, qui doit coordonner les afforts de six communes du secteur où las chômeurs sont nombreux, du soutien scolaire, des HLM à réhabiliter, du terrain de foot à réaménagar, das policiers dont les effectifs devront être complétés, des abords du supermarché dont on enlavera les grillages, etc. Le ministre a convié tous les participants à sa réunir à nouveau à Versailles le 13 mai prochain.

A la sortle, les jaunes paraissaient astisfaits d'avoir été reconnus comme des interlocuteurs à part entière mais, échaudés, ils ont préféré ne faire aucun commantaira. «D'ebord, nous sommes en deuil, expliquaientils. Ensuite, nous devons rendre compte à nos copains. >

M. Laurant Wetzel, axcassif comme à l'accoutumée, était enthousiaste : « J'approuve complètement tout ce qui s'est dit.

commantait-il. C'est la dialogue le plus constructif de toute ma vie. > Et de promattre qu'avant les vacances de Pâques, il organisereit, au théatre municipal, une grande réunion evac les habitants da la cité des Indes.

La réussite de la réunion de Yersailles ne deveit rien au hasard. La veille, le préfat das Yvelines evait débloqué les 2.6 milliona de francs de subventions que Sartrouville attendait depuis des mois pour appliquer la convention de développement eocial des quertiers (DSQ). Le matin même, dès potron-minet, M. Michel Delebarre avait rendu visite à la famille da Diemel Chettou pour lui présenter les condo-

léances du gouvamement. Dans la matinée, la dépouille du jeune homma était - aux frais de l'Etat - convoyée par avion vers l'Algérie où elle aera inhumée. Puis, à l'heure du petit déjeuner, le ministra aveit rencontré la maire en tête à tête. Sans doute eveit-il apaisé certainaa inquiétudaa en lui axpliquant qua une fois votée, la loi sur les solidarités communales apportera au budget de Sartrouville 9 millions de francs par an.

« Je sais que dans nombre des quatre cants quertiers à problemas les autorités et les habitants dialoguent einsi. Je souhaite que cette méthode soit appliquée partout. C'est la condition sina qua non de la réussite de notre politique de la ville.» MARC AMBROISE-RENDU

Conclusion de M. Delebarre :

« Une journée de bonheur politique... »

M. Rocard ne voulait pas, surrout sprès las tragiquas incidents de Sartrouville, donner l'impression de rechercher un effet d'image. Il a'en est d'ailleurs expliqué avec les photographes et les cameramen : plutôt que de sacrifier aux facilités de la mise en scène qui auraient pu le conduire dans quelque HLM minable pout prendre la pose en premier ministre - compatissant aux - malheurs-des-misérables populations - bantieusardes - an -butte - aux-redoutables - consé-

attentif, coù l'on fait peut-être de moins bonnes photos mais où l'on oeut mieux écouter...» A Deuil-la-Barre, e qui est de tradition, selon le bulletin municipal, un village tranquille » et qui s'accommode fort bien de ses « 13 % d'étrangers », M. Rocard e donc entendu le maire RPR, M. Delalande, expliquer que la meilleure

facon de favoriser l'intégration est

quences-de-l'immigration, il avait

préféré le genre plus sobre da

l'austère réunion de travail pour

de la faire « reposer sur une logique d'écalité et non de minorité ». Il a approuvé, en levant le pouce d'un geste admiratif, le propos atypique de M. Houari, un chef d'entreprise d'origine algérienne, vivant en France « depuis un quart de siècles, qui l'a mis en garde contre eles effets pervers » du «patema-Esme détestable » qui risque de placer les jeunes beurs « en position d'assistés et d'handicapés sociaux » en leur faisant oublier equ'il ne peut y avoir de réussite

sans effort et sans un echamement

M. Chakou, l'employé municipel d'origine mauritanienne, qui n'a pas hésité à témoigner, dans un francals approximatif, au nom de ses frèree noirs contraints de vivre à dix dens des eppartements de misèra, à cauae des «inégalités salariales», même quand ils font tout apour se conformer à la loi française » parce qu'ils veulant «s'en sortir».

Il a souri quand la principal du collège Denis-Diderot, M. Legris, après lui avoir présenté la classe de 6- 4, composée da vingt-trois élèves originaires de douze pays las aventuras quotidiannas das enseignants locaux que les bizarreries des flux migratoires confrontent à d'étranges problèmes : «Comment expliquer un emploi du temns à un enfant qui ne gade qu'ourdou?» (C'est un dialecte

La fabrication des ghettos

pakistagaist

Il a baissé la tête quand la directrica de l'école maternelle Galliéni, M- Martray, lui a fait remarquer qu'il n'y a que trois spécialistes, à Deuil-la-Barre, pour a occuper des deux milla deux cents enfants dont les cas personnels relèvent du soutien officiel aux élèves en difficulté. Puis M. Rocard s'est rendu à Vîl-

liers-le-Bel, où l'on compte cinquante pour cent de logements sociaux et où vingt-quatre pour cent de la population est d'origine étrangère. Là, il e écouté gravement le maire socialiste, Me Raymonde Le Texier, dénoncer «les résistances rencontrées pour mettre en place une réalle concertation en matière d'ettribution des logements», mettre en causa le fonctionnement d'un système qui réserve « quarante pour cent des logements à la préfecture et trente pour cant eux organismes collecteurs du 1 % patronal » et qui contribue ainsi à « assigner les gens à résidence et à fabriquer des ghet-

Le premier ministre a échangé quelques impressions, pendant une demi-heure, avec les représentants d'une trentaine d'associations pluriculturelles oui contribuent à faire de Villers-le-Bel un creuset exemplaire en matièra d'intégration. Il n'a pas entendu, en revanche, les quelques ieunes cinorganisés » des anvirons qui auraient eimé l'approcher mais ont été tenus à l'écart, à l'extérieur, par le service d'ordre. Ni ce « miltant socialiste » anonyme et désabusé qui a jugé, en sa confiant à l'AFP, que tout cela n'était qu'un coup de pub coûteux et inutile ».

M Rocard e tiré de cette visite aux banlieues à fortes concentrations de communautés étrangères la conclusion que «l'intégration est en avance sur la perception que l'on en es et que «la République françeise donne de meilleures chances de réussir l'intégration que n'en donnent les autres pays ». Il est rantré à Metignon heureux d'avoir ainsi vécu ce qu'il a appelé rune journée de bonheur politi-

ALAIN ROLLAT

La réforme de la dotation globale de fonctionnement

La majorité du Sénat dit oui à la solidarité et non au gouvernement

le projet de réforme de la dotation globale de fonctionnement présenté par le ministre d'État chargé de la ville. M. Michel Delebarre. Compte tenu des importantes modifications apportées au texte qui avait été voté, en première lecture, par l'Assemblée nationale, le groupe socialiste a voté contre. Les communistes se sont abstenus.

Espérant retrouvez devant l'Assemblée nationale un accueil au moins aussi favorable que celui dont il avait pu bénéficier, le 23 mars dernier, grace à l'abstention conjuguée du groupe communiste et de la majorité des députés UDC et UDF, le ministre d'Etat chargé de la ville, M. Michel Delebarre, n'a pas cédé un pouce de

Le Sénat a adopté, jeuti 4 avril, au Sénat, sur le projet de réforme de la dotation au Sénat, sur le projet de réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF), qui institue une forme de péréquation entre les collectivités les plus riches et celles qui apparaissent comme les plus défavorisées.

M. Delebarre s'est ootamment opposé à l'une des dispositions les phis originales proposées par la majo-rité du Sénat, qui consiste à faire gérer par les élus le fonds de solidarité prévu pour la seule région lle-de-France. Pour éviter de paraître hostile à toute forme de redistribution, cette majorité a en effet imaginé de mettre à contribution, de façon obligatoire, la région elle-même, les départements de Paris et des Hauts-de-Seine, cinquante-deux communes «riches» (dont Paris, de nouveau), et, de manière facultative cette fois, toutes

apporter leur obole. Le produit de ce fonds (485 millions de francs, dont 57 % à la charge de Paris), sensible-ment comparable à celui proposé par le ministre, permettrait de verser des concours financiers à des « communes confrontées à des charges particulièrement élevées au regard de leurs res-SOUTCES N.

Tout en se félicitant que son propre projet ait ainsi suscité « des vocations tardives, en matière de solidarité, M. Delebarre a estimé que « derrière l'idée d'une solidarité contractuelle, se profile la mise sous tutelle de certaines collectivités par d'autres ». • Votre poposition ne peut s'expliquer que par des raisons idéologiques », a réplique M. Charles Pasqua, en reclamant habilement un scrutin public sur cet

les autres collectivités de l'De-de-France qui souhaiteraient à l'occasion – 224 pour, 66 contre (les socialistes) - 224 pour, 66 contre (les socialistes) et 27 abstentions (les communistes, républicains et indépendants) - a eu le mérite, pour le président du groupe RPR au Sénat, de montrer que, cette fois, ce o'était plus son propre parti qui était isolé, comme cela s'était produit à l'Assemblée nationale, mais le Parti socialiste. M. Pascua travaillait. en somme, à ressouder l'ensemble de l'opposition pour la nouveile lecture du texte qui aura lieu à l'Assemblée

> La majorité sénatoriale est en effet restée uoie, tout au long du débat, autour de cette attitude : oui à la solidarité financière, non aux modalités proposées par le gouvernement. Parmi de nombreuses modifications

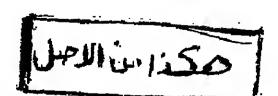
l'un des principaux critères contenus dans le projet pour déterminer les communes bénéficiaires du nouveau les radicaux de gauche du groupe communes bénéficiaires du nouveau Rassemblement démocratique et deux système de péréquation – le rapport entre le nombre de logements sociaux et la population. - le remolacant par un « indice des charges à caractère social», qui tiendrait compte non seulement de ces logements, mais aussi du nombre de chômeurs ou de béoéficiaires du revenu minimum d'insertion. En adoptant un amendement de

M. Jean Faure (Un. cent., Isère), le Sénat est également revenu sur un article additionnel au projet de loi, introduit à l'Assemblée nationale par M. Jacques Barrot (UDC, Haute-Loure), qui prévoit un mécanisme de solidarité au profit de vingt-cinq départements ruraux, mais supporté

par quatorze autres, considérés

comme les plus riches.

il se trouve que, parmi ces quatorze départements, outre Paris et les Hauts-de-Seine, figurent l'Isère et bon combre de départements de montagne. Le ministre d'Eral o'a cependant pas cherché à tirer profit de ce manque de coordination entre parlementaires centristes. Il compte luimême sur la «navette» du texte entre les deux Assemblées pour compléter son dispositif et dégager une nouvelle envelocos de crédits pour des villes telles que Marseille, Montfermeil ou Vénissieux, qui, quelles que soient les combinaisons imaginées ici et là, n'arrivent toujours pas à entrer dans la grille des villes bénéficiaires de la future dotation de solidarité urbaine.



M. Jacques Médecin aurait bénéficié de fonds versés par Nice-Opéra à une société panaméenne

tecte oiçois, M. Georges Margarita, sur lequel figurait, au dessous du

nom de M. Médecin, la mention

d'un compte de la Costa Real à la

Bank of California. En onvembre

1989, M. Médecin avait reconnu

qu'il avait bien ouvert, momentané-

ment et « par erreur », un compte à la Bank of California, mais s'était

défeodu de tout lien avec la Costs

ll aurait été finalement confondu

par les résultats d'une commission

rogatoire internationale délivrée,

en juin 1990, par M. Armengaud et

exécutée aux Etats-Unis, le mois

dernier, par deux eoquéteurs de la direction centrale de la police judi-

ciaire, le commissaire principal Jean-Paul Bouzio et l'inspecteur

divisionnaire Pierre Murio. Ces

deux spécialistes des affaires finan-

cières auraient recueilli, auprès de leurs collègues américains, des infor-

mations selon lesquelles des foods

transférés sur le compte de la Costa

Real auraient été ensuite virés sur

les comptes personnels de M. Méde-

cio et de son épouse à la Bank of

Pour M. Pierre-Charles Krieg, prè-

sident RPR du conseil régional d'Île-

de-France, l'esquisse du prochain

schéma directeur d'aménagement et

d'urbanisme présentée jeudi 4 avril

par le préfet de région, M. Christian

Sautter, contieut « des otteintes

extrêmement graves à notre environ-

nement et à notre patrimoine natu-

rel ». M. Krieg relève aussi « la volonté

de concentrer les investissements

publics dons quelques pôles privilé-giés », et l'annonce « de règles et de

contraintes nouvelles, qui seraient

imposècs aux maires pour l'implanta-tion d'activités ou de logements, à par-

tir d'objectifs chiffres fixes par l'admi-

tances de concertation, « ni dans un

dialogue direct entre l'Etat et lo

region», et que la prise en compte des

Les anguêteurs de la police judiciaire tiendraient désormais la preuve que l'ancien maire (CNI) de Nice, M. Jacques Médecin, aurait bénéficié, aux Etats-Unis, de virements de fonds effectués. notamment, par l'association paramunicipale Nice-Opéra, sur le compte d'une société panaméenne de facade, la Costa Real.

de notre correspondant régional

Ce rebondissement a pour origine une ioformation judiciaire pour abus de confiance iostruite, depuis neuf mnis, par M. Jeao-Marc Armengaud, conseiller à la cour d'appei de Grenoble, parallèllement à l'affaire de délit d'ingérence dans laquelle l'ancien maire de Nice a été inculpe le 17 novembre 1989. Auparavant, en avril 1987, une vérification fiscale effectuée au siège de Nice-Opéra avait permis d'établir que cette association, présidée de avaient saisi le répertoire d'un archi-

de l'homme dom le corps avait été cours. Une information judiciaire exhumé au cimetière israélite de Car- contre X avait été ouverte par le parconstituée partie civile, a indiqué jeudi 4 avril son avocat, Me Fedida. Celte initiative, que M= Germon et sa famille ont prise par refus a d'oublier la profanation de la tombe de

Felix Germon», leur permet, selon le S. Faucheux et J.-F. Noël Les menaces globales sur

REPERES

l'environnement

W. Andreff Les multinationales REPÈRES

> La population mondiale

CENTUCHTANIA

REPÈRES 128 p., 42 F, 100 titres LA DÉCOUVERTE

DE NOMBREUX VOYAGES AU JAPON

A GAGNER AU GRAND CONCOURS STAR

"L'AVENIR, PASSION DU MONDE"

Pour vous faire

découvrir le labon.

pays aux mille facettes. les

imprimantes STAR lancent un grand

concours: "L'AVENIR, PASSION DU

MONDE". Vous êtes lycéen, vous êtes en

second cycle, formez des aujourd'hui votre

équipe en réunissant 3 élèves et 1 adulte (parent

ou professeuri et inscrivez-vous en tapant, sur votre

minitel, le 3615 code L'ÉTUDIANT. Trois sujets de

dissertation vous seront proposés et un jury

d'exception sélectionnera les meilleures

d'entre elles. 24 voyages au tapon sont à

gagner, alors : tous a vos copies et

que l'esprit des Samouraïs souffle

sur vos imaginations

débridées.

CETUDIANT Service 1615 FF for CHOSS STAR 27 me da Chemin sert, 7574 J. PARIS es les 11.

to desire recessor un through d'accompton au grand concours 5 fAR?

droit par M. Médecio et largement subvectionnée par la municipalité, avait fait virer au profit de la Costa Real une somme de 12 000 dollars sur un compte ouvert à la Bank of California de Los Angeles.

« Par erreur »

Selon Nice-Opéra - dont le direc-teur, M. Lucien Salles, a été, depuis, ioculpé d'abus de biens sociaux dans l'affaire Europe Show - ce virement correspondait ao premier terme d'un cootrat annuel de 48 000 dollars passé avec la société, eo mai 1983, pour la recherche de « nouveaux lalents » sur le territoire américain. Or la Costa Real oe disposait que d'uoe boîte aux lettres à Los Angeles dans les locaux d'une autre société, Atlantis Investments Inc. où apparaissait, notamment, un proche de M. Médecin, M. Jean-Dominique Fratoni, ancien PDG, eo fuite, du casino Ruhl.

Par ailleurs, un an auparavant, des agents de la direction nationale des enquêtes douanières (DNED)

Muse Germon partie civile après la code de procédure pénale, d'avoir profanation de cimetière de Curpenaccès au dossier et de connaître les tres, - M= Félix Germon, la veuve différentes étapes de l'enquête en

> D Précision. - Le commissaire Yves Jobic, qui vient d'être nommé souschef de la 6 division de police judiciaire à Paris (le Monde du 5 avril) avait été relaxé et déclaré non coupsble par le tribunal de Nanterre, le 28 avril 1989, alors qu'il était inculpé de « proxénétisme aggravé » à la suite d'accusations portées par des prostituées parisiennes, M. Jobic, qui a toujours nié les faits, avait, en outre, été indemnisé de 150 000 francs par la justice pour avoir passé trois semaines en prison.

n Erratum. - Une erreur de transmission a rendu incompréhensible la fin de l'article consacré au procès intenté par l'Etat marocain à Radio-France et à Antenne 2 (le Monde du 5 avril). Le substitut du procureur de la République citait l'arrêt de la Cour européenne du 8 juillet 1986 qui donnait raison à un journaliste en condamnant l'Autriche, avec ce commentaire des juges : « Les limites de la critique admissible sont plus larges à l'égard d'un homme politique que d'un simple citoyen (...) La liberté de la presse fournit à l'opinion publique l'un des meilleurs moyens de connaître et de juger les actes et les attitudes des dirigeants».

Le président du conseil régional souligne que les projets d'urbanisation figurant dans le documeol « n'ont jamais été discutés », ni dans les ins-

RELIGIONS

A l'ouverture d'un consistoire extraordinaire à Rome

Le cardinal Ratzinger dénonce « la complicité des Etats » dans l'avortement et l'enthanasie

point des pilules abortives. « C'esi une véritable guerre des puissants contre les faibles dont nous sommes les témoins v. a dit le cardi-nal, qui a également dénoncé la enngélatino des embryons produits pour la fécondatino en eprouvette, leur utilisation comme «cobayes», le risque pour les nouveau-nés han-dicapés d'être supprimés et l'utilisa-tion des «cadavres chiuds» pour l'expérimentation des victimes d'un coma irréversible. Pour le préfet de la Doctrine de la fai. « l'homme se méprise. La perte de Dieu est à la base de tautes les attaques contre la vie humaine. Là où Dieu disparait,

Le pape prépare une encyclique consacrée à la défense de la vie humaine, et ce consistoire exceptinnnel de cardinaux a précisément pour but d'éclairer sa réflexion.

seraient poursuivis jusqu'en 1986. En plus des sommes versées par Nice-Opéra, les comptes de M. et M= Médecio auraient été également alimentés par des fonds provenant d'autres sources, notamment de Suisse où réside un expert-comptable et conseiller juridique, M. Jean-Paul Rossier, dont le nom revient constamment dans les enquêtes sur les sociétés du système Médecin. Comme l'exige le code de procédure pécale, l'accien maire de Nice devrait probablement être inculpé

California. Les mouvements se

du délit d'abus de confiance. Dans les milieux proches de l'enquête on n'écarte pas, non plus, la possibilité d'une requalification criminelle des faits. D'autre part, l'instruction sur l'affaire du délit d'ingérence est désormais close. Le dossier a été transmis, pour réglement, au parquet général de Greooble, qui doit prendre, très prochaioement, ses requisitions.

Les réactions au projet de schéma

directeur de l'He-de-France

« Le projet du gouvernement socia-

liste » comporte « deux erreurs

mojeures », estime M. Jean-Yves

Le Gallou, président du groupe Front national au conseil régional : «L'ins-

tallation de nauvelles universités dans

les villes nouvelles plutôt que dans les

villes du bassin parisien à une heure de Paris». Ce qui lui fait

dire que a le projet consacre la vampi-

risation de la province par Paris».

Deuxième erreur selon lui : « L'accep-

tation de la poursuite de l'immigration

paurtant cloirement rejetée par une

majorité de Français. » Le gouverne-

ment, conclut l'élu lepéniste, « prépare

lo sartrouvillisation de l'Ile-de-

« L'Etat avance, tient ses engage-

ments et prend ses responsabilités ».

considère pour sa part M. Yannick Bodin, président du groupe socialiste

projets de la régioo n'est, dans ces et radical de gauche au conseil régio conditions, « qu'une illusion et une nal. Le document, précise-t-il, mar-

DÉFENSE

Ecartant indirectement une proposition soviétique

Les armées française et allemande s'intéressent à une version militaire de l'Airbus

allemande covisageot l'acquisitioo de versions militaires du nouvel Airbus A-340 à long rayoo d'action pour le transport de tronpes, de charges lourdes et pour le ravitaillement en voi d'avions de combat.

A la lumière de ce qui s'est passé lors de la guerre dans le Golfe, les états-majors de deux armées de l'air, ootammeot en France, étudient comment pallier – autremeot qu'en affrétant des loog-courriers civils - l'insuffisance de leurs moyens de traosport militaire intercontinental et de ravitaillement en vol. Dans le cas de la France, par exemple, la flotte actuelle des C-160 Transall et des C-130 Hercules est à vocation plus tactique que stratégique. Pour les longues étapes sans escale, la France ne dispose que de cinq DC-8 anciens, comme elle ne peut aligner que onze C-135 F pour le ravitaillement en vol.

L'intérêt des deux états-majors GUY PORTE | se porte aujourd'hui sur la ver-

nal. Le document, précise-t-il, mar-

que, knotumment par ses preoccupa-

tions sociales et de qualité de vie au

quotidien, un net inflèchissement, posi-

M. Bodin demande que « la politi-

que de la ville, la lutte contre la sègré-

pation, la relance du logement social,

la priorité aux transports en commun.

l'accès à un environnement de qualité

pour tous » s'affirment « plus nette-

ment encore » dans l'avant-projet

prévu pour juin et « dans l'action que

mène l'Etat en Ile-de-France ». Eluc

socialiste au conseil régional, membre

du courant Socialisme et République,

M= Nicole Bricq regrette « qu'aucune

des grandes options retenues ne

remette en couse les mécanismes ségrégatifs généres par les mutations

urbaines de la capitale alors qu'une

partie des déséquilibres existants pro-

vient de Paris et de sa banlieue

M. Harry Kowalik, vice-président de

la société de télécommunications

Télésat Canada pour le compte de

laquelle cette cinquième génération

d'Anik était lancée. M. Charles

Bigot, PDG d'Arianespace, a pour

Uf par rapport au Livre blanc ».

Les armées de l'air française et sion A-340-300 quadriréacteur de l'Airbus européeo, qui peut parcourir plus de 9 000 kilomè tres. Cet avion peut donner naissance à diverses versions milita-risées: l'A-340 M pour le transport de 295 passagers et 20 tonnes de frêt (ou de 434 passagers) avec deux points d'accrochage sous voilure pour le ravitaillement en vol; l'A-340 M cargo pour l'acheminement de charges lourdes (comme des blindes) avec, aussi, deux points de ravitaillement en vol. et l'A-340 M ravitailleur capable, avec trois points d'accrochage sous la voilure et le fuselage, d'emporter 128 tonnes de carburant pour des avions en vol.

Selon le choix des états-majors, le modèle retenu et sons réserve que la décision relève de programmation militaire 1992-1996 en cours d'élaboration au mioistère de la défense, l'armée française pourrait commencer à recevoir ses premiers avions A-340 militarisés vers le milieu de cette décennie.

Premier vol en octobre

Des informations de source étrangère font état de la possibilité d'une commande de dix ppareils par l'Alle France, on évoque la perspective de six à huit avions : deux pour le transport de troupes et de frêt, et quatre à six en versions cargos et ravitailleurs. Dans le premier cas, il s'agirait d'un engagement financier estime à 1 400 millions de francs et, dans le second cas, entre 4 et 5,5 milliards de francs selon qu'il serait acquis quatre on six exemplaires.

Ce coût implique les dépenses de «militarisation» de l'Airbus.

En assemblage aux usioes Aérospatiale do Toulouse, le pro-totype A-340-300, qui est un concurrent du Boeing 777 et du MD 11 de McDonnell-Douglas, devrait faire son premier vol en octobre. En examinant les chances d'une version militaire de l'Aitbus A-340 européen, le commandement écarte indirectement une proposition - assez surprenante - des Soviétiques, qui consisterait à monter des réacteurs occidentaux (ceux de la SNECMA et de General Electrie) sur leur long-courrier IL-76 pour co équiper la flotte du transport militaire français.

Un coosistoire extraordinaire, réunissant cent dix cardinaux, s'es ouvert su Vatican, jeudi 4 avril. Jusqu'au dimanche 7, il doit examiner, qu'au d'imaine le , it doit écatamie, avec le pape, les « menaces contre la vie » et le développement des sectes, qui inquiéte particuliérement l'Egtise catholique.

L'ouverture de ce consistoire n été marquée par un requisitoire du car-dinal Josef Ratzinger, préfet de la congrégation pour la doctrine de la foi. Celui-ci a dénoncé « in complicité des Etats qui permettent que des moyens colossoux solent consacrés » à l'avartement et à l'euthanasie : trente à quarante millions d'avortements sergient pratiqués chaque année dans le monde et des millions de dollars investis pour mettre au

la dignité absolve de la vie humaine disparait aussi ».

ESPACE

Ariane a mis son premier satellite canadien sur orbite

Pour la quarante-troisième fois, la fusée européenne Ariane a décollé de la base spatiale de Kourou (Guyane française), vendredi 5 avril à 1 h 33 (heure de Paris), pour placer en orbite son premier satellite caoadien. Anik-E2, centième satellite commercial à partir dans l'espace, a inauguré avec succès la version 44 P d'Ariane, dotée de quatre propulseurs d'appoint à poudre. Son frère jumeau Anik-E1 devrait suivre en juillet prochaio (vol 46), embarqué par un lanceur similaire.

« Réalisé à la seconde près, le lancement était fobuleux », a déclaré

☐ Arianespace lancera deux satel-lites brésilieus. — Les cooventions de financement d'un contrat de lancement par Arianespace de deux satellites de télécommunicatinns brésiliens unt été signées jeudi 4 avril à Paris, au siège parisien du Crédit lyonnais, chef de file de l'opératino. Ce contrat, conclu entre Arianespace et la firme bresilience Embratel fin 1990 à Rio-de-Janeiro, prévoit les lancements par Ariane-4 de deux satellites de deuxième génération Brasilsat-2, au printemps et à l'autumne 1994. Le financement de ce contral, ainsi que la garantie de relancement des satellites, se munte à 125 millions de dollars.

Un vol de la navette Atlantis. La navette américaine Atlantis devait décoller de Cap Canaveral (Californie), vendredi 5 avril à 16 h 18 (heure française), avec à son bord cinq astronautes. Au cours de cette missinn de cinq inurs. l'équipage duit effectuer une sortie dans espace (la première menée par la NASA depuis 1985) et placer en orbite un satellite astronomique de 17 tonnes, le Gamma Ray Observatary (GRO). - (UPL)

sa part qualifié ce vol de « grande première». La société européenne poursuit en effet le Canada de ses assiduités depuis une dizaine d'années, mais ce pays, premier au monde à s'être doté dès 1972 d'un satellite de communications intéricures, avait jusqu'à présent utilisé les services des lanceurs américains.

MÉDECINE

D Le maire de New-York favorable à l'importation de la pilole RU 486. - M. David Dinkins, maire de New-York, a écrit à M. George Bush pour lui demander de lever l'interdiction d'importation de la pilule française RU 486, dite pilule «abortive», afio qu'elle puisse être testée aux Etats-Unis. Il précise dans sa lettre que des « considérations politiques » ne doivent pas empêcher l'étude scientilique des effets de cette pilule. ~ (AP, Reuter.) **Nominations** militaires

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, le conseil des ministres du mercredi 3 avril a approuvé les promotions et nominations suivantes: • Terre. - Sont nommés : direc-

teur de l'enseignement militaire supérieur et commandant l'Ecole supérienre de guerre, le général de corps d'armée Michel Guignon; inspecteur des troupes de marine, le général de division Yann Rousseau-Dumarcei.

· Marine. - Sont promus: viceamiral, les cootre-amiraux Pierre Bonnot et Michel Debray; contreamiral, les capitaioes de vaisseau Claude Musset et Xavier de Lussy.

· Air. - Est nommé adjoint opérationnel au général commandant la IV- région aérieoce et la zoce aérienne de défense sud-est (Aix-en-Provence), le général de brigade aérienne Claude Mennessier.

• Armement. - Est nommé chef de la mission « prix et marchés » auprès du délégué aux programmes d'armement, l'ingénieur général de deuxième classe Maximio Lisbonis.

FESTIVAL
DES LIVRES A PRIX REDUITS
(1100 **2 d'exposition)

LIVRES NEUFS - LIVRES ANCIENS LIVRES D'OCCASION

Romans, ésotérisme, histoire, bandes dessinées, essais, livres d'art, livres d'enfants... Un très grand choix dans tous les domaines

5-6-7 avril 1991, de 9 h à 19 h 30 Hôtel Mercure - Paris Yaugkard - 69, boolevard Victor, Paris-15

Métro : Porte de Versailles

and one proposition soviétique version militaire de l'Alth

tion A-340-300 quadrities de l'Airbus européen, qui percourir plus de 9 000 luis tres. Cet svion peur donner sance à diverses versions de risècs : l'A-340 M Poc transport de 295 passages tonnes de fréi (ou de 434 à gers) avec deux points de fréi voilure nouvelle chage sous voilure pour les cargo pour l'acheminence des) avec, aussi, deux pois ravitaillement en soi et sa M ravitailleur capaire, avec averschare (avec) points d'accrochage sons en jure et le fusciage d'anne 128 tonnes de cartures à des avions en vol.

Selon le choix des mate jers, le modele retern diene que la dreisien par is programmation with tion au ministère de Farmer française pource mencer y receion in avious A-340 ministrative milieu de cette décesse

Premier rol en octobre

Des informations angderengere fent eint er 2 m lite d'une comments a apparent per Aleman France, on croque a perde ma a buil orient. le transport de traupe sas et destre quie cu vine et tavilgelleure Date 4m COM. M S'ARITAN D'UN COM. de franco et cons a mez setre 4 et 15 millerute edon Call World and 88 MA FACTOR TO.

Con quick and fice me AND THE CAME AND T CONTRACT ALLEGE AS T Mar to an Malagree. deretati שבונה בי בולחום CHREEKS CH... SE. de l'authur 1994 nom Company to be a feet perfe firm MERS LOW TOTAL AT 122 MARKET IN THE WALL get gemen er, in tiene b MACHINE COMME MR PORTER OF THE BURN

Ballation to An Last

Nominal 12 to garage to the contraction

VAL - LIVELS ANCIENS POCKASION

sans identité

Suite de la première page

Revenant en Suisse, après une longue disparition, un homme est arrêté à la frontière, sous une autre identité, et les autorités lui demandent d'assumer celle d'un artiste, parti un jour sans laisser d'adresse. Cet homme est bel et bien Stiller, le sculpteur, de même que Max Frisch était bien-Max Frisch, un des écrivains qui ont marqué la seconde moitié du siècle. Mais qu'est-ce que l'identité? L'aliénation à ce que les antres demandent que vous soyez pour eux et qu'ils fixent sous un

A cette image, cette sorte d'as-signation à résidence, Max Frisch a tenté d'opposer une œuvre, qui est un perpétuel dépassement dans les formes (roman, récit, dialogue, journal, essai, theatre, pamphlet, discours).

A présent, elle va cesser d'être mobile ou, plutôt, elle va tourner sur elle-même comme un astre dans l'espace de la littérature, et ce sera à nous de la faire vivre, car nous savons bien, comme il le savait et comme il nous a appris à le sentir, comme l'ont toujours su les existentialistes (et il était un existentialiste, bien qu'il récusat l'étiquette) qu'être mort, c'est être en proie au vivant, selon la formule de Sartre, et qu'il n'y pourra plus rien. Or, sa littérature nous avait engagés dans le dialogue où nous ignorious quelle serait sa prochaine réplique, sa prochaine question, parce que c'est le monde, l'Histoire, la société qui la lui posaient.

Nous le savions atteint d'un cancer du foie, condamné, (nous, ses lecteurs, ses amis, ses admirateurs, quelquescos derivent dans les journaux, en Suisse, en Alle. magne, en France, où il était beaucoup moins connu que dans d'autres pays; il avait, dans le monde, beaucoup de lecleurs, beaucoup d'amis; en Suisse, très

Ançun de nous n'a pu se résoudre à rédiger à l'avance le papier d'enterrement, que nous savions chacun devoir écrire. Sans doute ne voulions-nous pas, même dans notre esprit, que la mort szisisse le vif, ce qui est bien la définition de l'image qu'autrui se fait de nous, cette pétrification de notre caractère : « Tu es ainsi. »

Une allègre insolence

L'amitié, selon Frisch: vouloir l'autre libre, ce que ne fait pas l'amour, et e'est la malédiction du couple, qu'il a décrit avec une lucidité qui n'était pas cruelle mais indulgente pour personne. Nous apprenions qu'il avait eu une rémission, nous nons appretions à écrire des papiers d'anniversaire sur un écrivain qui nous lirait, toujours un peu ironique; nous allions relire ses livres, retrouver les passages las et relus, qui nous avaient aides à nous regarder nous-mêmes, dans la société contemporaine, avec la juste distance, qui n'est pas l'au-todérision, ni, bien sûr, la pitié de soi; ni, non plus, la fascination narcissique, mais ce mélange d'objectivité et de subjectivilé qui s'ècrit par l'humonr, mais ne refuse pas l'émotion. Homo Faber, le plus célèbre de ses romans, déroule une fable ironique sur l'homme authentique face à la fatalité de son inconscient et, parfois, cette fable noue la gorge.

Dans le Journal, qui est un chef-d'œuvre du genre, aussi éloigné que possible du journal intime, parce que l'égotisme s'y exprime en paraboles, en récits « distanciés », selon la grande lecon brechtienne, Max Frisch avait inventé une petite histoire, à laquelle il revenail de temps en temps avec une allègre insolence : une association de lutte contre la sénescence de l'Oceident se constitue. Ses membres doivent s'enconrager mutuellement au

Une veste en soie

en grande taille?

Faites-vous plaisir

c'est le printemps!

GRANDES TAILLES

PARIS-LYON-STRASBOURG-LILLE

LESUSA

St-Jean-de-Luz

VOYAGES JET AMERICA

Et toutes agences de voyages.

59.51.03.10

La mort de Max Frisch

et la certitude d'y mourir, comme

sa maisnn du Tessin (la propre

maison de Max Frisch à Ber-

Le vieit homme est envahi par

l'angoisse même de l'espèce

humaine, et, pour taus ceux qui

se soucient de ce que cette der-

nière peut devenir et eroient que

la littérature importe à notre

conscience du monde, ce bref

récit est, là, comme un très grand

texte, où l'art travaille la plus

Max Frisch aimait aussi établir

à son adresse (a Aimeriez-vous

être votre femme? ») et à l'adresse

de ses contemporains, des ques-

tionnaires, redoutables, ironi-

ques, imparables. A un parterre

d'économistes et de commer-

ciaux, dont il était l'invité, il

avait posé cette question : « Com-.

ment yous représentez-vous

concrètement la croissance conti-

nue sur mille ans? Sur deux mille

ans? " Le questionneur s'est

retiré, mais nous ne gagnerons

rien à éluder ses interrogations.

MICHEL CONTAT

profonde inquiétude.

une catastrophe.

zona).

CULTURE

ment intellectuel seront percus par les autres. Or, cette association existe depuis des dizaines d'années et elle n'a enregistré encore aucune mort volontaire.

Malgré les pressions les plus fermes, les remontrances les plus explicites, le nombre des honorables membres n'est diminué que par la mort naturelle, et le grand age gagne, petit à petit, l'associa-tion, provoquant le mécontentement de tous à l'égard de chacun des autres, manifestement gâleux.

Cet apologue reflétait, certes, la hantise du vieillissement qui a tôt saisi Max Frisch: vieillir, c'esl perdre ses possibilités d'évasion, de recommencement, de renou-



vellement, c'est se conformer de plus en plus à une image, à une fonction, et finir par s'en satis-

C'est renoncer à l'amour des femmes, qui est, chaque fois, une renaissance, et, chaque fois aussi, après le temps de la brûlure, une relombée dans cette mauvaise habitude, soi-même. (« Il lui faut un mariage, un long mariage, pour devenir un monstre », dit-il de lui dans Montauk, qui est le récit de ce qu'il eroyait, à soixante-quatre ans, devoir être sa dernière aventure amoureuse).

Consentir à être Suisse

Max Frisch a eu ainsi plusieurs amours, deux mariages et même une déchirante passion avec la poètesse Ingeborg Bachmann. Il a écrit cette vie amoureuse avec un souci de vérité, qui a parfois passé pour de l'égocentrisme, mais qui, dans la réalité de l'écriture, répondait aussi à des exigences de composition de plus en plus purc.

Pour la littérature, il a décidé un jour, à soixante-quinze ans, que c'étail fini, qu'il n'écrirail plus, parce que le renouvelle-ment, qui avait été sa seule loi, il n'en avait plus les moyens. Et puis, il est revenu à l'écriture, par sens civique, par une forme de patriotisme critique : il a écrit un dialogue entre un grand-père et son pelit-fils, sur « une Suisse sans armée », sa contribution à une campagne d'opinion, au terme de laquelle cet étroit pays, sans grande vertu, aurait déclaré la paix au monde, unilatèrale-ment, et retrouvé ainsi sa propre estime (un tiers des volants l'a voulu comme lui). Peut-être la hantise profonde de Frisch étaitelle de consentir à être Suisse, et

De « Juerg Reinhart » à « Suisse sans armée ? »

Né le 15 mai 1911 à Zurich, Max Frisch avait d'abord été jour-naliste avant de devenir architecte au lendemain de la deuxième guerre mondiale puis de se consa-crer à la littérature. Son œuvre se partage entre trois grands domaines : le roman, le théâtre et les écrits intimes.

Parmi ses ouvrages romanes-ques, dans lesquels il lui arrivait d'insérer des fragments de journal : Juerg Reinhart, sa première œuvre (1934), Je ne suis pas Stiller (1954) qui reparaît en France ces jours-ci chez Grasset sous le titre Stiller, Homo Faber (1957), Désen des miroirs (1964), Montauk (1976), L'homme apparaît au quaternaire (1979), Barbe-Bleue (1982). Parmi ses principales créations dramatiques : la Grande Muroille (1947), le Comte Oederland (1951), Don Juan ou l'amour de la géométrie Juan ou l'amour ae la geometre (1953), Biedermann et les incen-diaires (1956), Andorra (1962), Biographie: un jeu (1963), Trypti-que (1979), Suisse sans armée? (1989)

Deux volumes du Journal de Max Frisch portant sur les périodes 1946-1949 et 1966-1971 ont également été publiés chez Gallimard, éditeur des œuvres majeures de Frisch à l'exception de

Tours:

.... 47,66.52.58

Un théâtre démonstratif suicide des que, chez l'un, des il s'est debattu toute sa vie avec signes manifestes d'affaiblisse- ce que la Suisse fabrique de

Max Frisch disait que l'événe-ment essentiel dans sa vie avait été coucou, ni les armes automatiques, mais bien la culpabilité. sa rencontre avec Brecht, en 1948. Pourtant, quand la Schauspielhaus de Zurich le fait découvrir en 1958 Et s'il a tant contesté ce pays, qui ligote ses enfants dans la au Théâtre des Nations avec deux mauvaise conscience, s'il l'a fui pièces, la Grande Rage de Philippe Hotz et Biedermann et les incenavec une telle constance, vivant à Rome, à Berlin, à New-York, prediaires - le Studio des Champs-Elynant du champ, décrivant la vie sées a présenté en 1953 une de ses moderne telle qu'elle meurtrit pièces Agnès, rapidement tombée dans l'onbli, – on le compare à partout dans notre partie du lonesco à cause de son ironic froide, monde, et ne retournant finaleet de la fable, qui annonce une sorte ment dans sa ville natale, Zurich, qu'avec un sentiment de défaite de Rhinoceros.

Elle met en cause la lâcheté boron se laisse réaspirer dans le vennée d'un petit-bourgeois collabo, ce Ire maternel, c'est qu'il avait par-«Monsieur Bonhomme» accueillant des envahissens qui vont tout détruire chez lui. « C'est Harpagon se volant lui-même, Monsieur Jourdain ou Alceste ménageant leur product humiliation négat alon Bernard faitement compris que la Suisse est l'avenir de l'Occident, et que cet avenir est existentiellement pre humiliation », écrit alors Ber-Mais surtout, ayant exercé la trand Poirot-Delpech. La pièce est profession d'architecte, avant de reprise en 1960 en speciacle de tré-teaux par Jean Dasté dans la région de Saint-Étienne, en même temps qu'au Théâtre de Lutèce, avec un se consacrer à la littérature, il savait voir et raisonner; il savait done que cet avenir n'est, tout simplement, pas possible. Son chef-d'œuvre de vieillesse L'homme apparaît au quaterimmense succes, par Jean-Marie Serreau qui la reprend encore deux ans plus tard au Récamier. En 1976, le Théaire de la Ville en donne une naire, raconte, en un style, dénude jusqu'à l'os, les derniers nouvelle version, mais dans une mise en scène qui étnuffe le rire grinçant de Max Frisch. jours d'un retraite des postes, isolé pendant un long orage dans

En 1965, Gabriel Garran monte à Aubervilliers Andorra, condamna-tion de l'antisémitisme. En 1969, le Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis présente l'opéra de Séménnff

Don Juan, d'après Don Juan or l'amour de la géométrie, la géométrie symbolisant l'absolu rationnel en lutte contre la mobilité des apparences. La pièce sera montée en 1972 à Caen, et en 1976, avec Francis Huster, à l'Odéon où, en 1972, la Comédie-Française a créé l'une des premières œuvres de Max Frisch, le Comte Oderland. En 1971, la Comédie de Rennes avait de son côté fait connaître un texte inédit : Biographie, jeu théâtrai.

A cette époque, l'underground new-yorkais donne le ton, et le ton est à la contestation de l'écriture, considérée comme un élément figé mort, face à la vie du théâtre, à l'improvisation. Max Frisch, jusqu'alors considéré comme l'un des grands dramaturges politiques de langue allemande, se pose des questions, lui aussi. « Ce qui est sur, déclare-t-il, c'est que le théûtre de l'imitation et de l'illusion est terminé. » Ce qui est sur, on le voit avec le recul, e'est que le théâtre démonstratif n'est plus de mise. Le publie en a tiré toutes les leçons possibles, et les metteurs en scène ne savent pas encore le «relire».

En 1979, le Centre dramatique de En 1979, le Centre dramatique de Lausanne donne la dernière pièce de Max Frisch, Triptyque, réflexion sur la mort que Roger Blin met en scène à l'Odéon en 1983 avec la Comédie-Française. C'est ta dernière fhis qu'un théâtre officiel a présenté une pièce de Max Frisch en France.

SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER



Vous partez Informatiser les services fiscaux du Burundi, mais c'est l'Acife qui peut vous dire comblen vous paierez d'impôts sur place! Protection sociale, coût de la vie, éducation, fiscalité, logement, transports: tous les faits concrets sont dans les monographies de l'Acife.

Réalisées par le Ministère des Affaires Étrangères, ces monographies vous informent precisement sur plus de 100 pays. Disponibles pour un prix modique, à l'Acife ou par correspondance, elles peuvent aussi être consultées dans la plupart des Préfectures.

Accompagnée du Livret du Français à l'Étranger, seul document officiel pour connaître vos droits et les démarches à accomplir, votre monographie Acife est la clef d'une expatriation réussie. Pour plus d'informations, tapez 3645

code A1 Acife ou 36 17 code A9" Acife.

PUBLICATIONS LE BON DEPART

Afrique du Sud - Algérie - Allemagne Rédérale - Angola - Arabie Saoudite - Argentine - Australie - Autriche - Bungadeth
Babrein - Begique - Bénin - Birmanie - Bolivis - Brésil - Burkina Faso (ex Heute-Volta) - Burundi - Comeroun - Canada
(dans Québec) - Province du Inébec - Centrefrique - Chili - Chine - Colombie - Comores - Congo - Corte du Sud - Costa Rica
(dans Québec) - Province du Inébec - Centrefrique - Chili - Chine - Colombie - Comores - Congo - Corte du Sud - Costa Rica
(dans Québec) - Province du Inébec - Centrefrique - Chili - Chine - Colombie - Congo - Congo - Hongria
(dans Québec) - Danemagne - Pibou II - Egypte - Emirats Arabes Unis - Équateur - Espague - Hongria
(Die d'Ivoire - Danemagne - Hongria - Congo - Hongria - Congo - Hongria - Congo - Congo - Hongria - Congo - Congo - Congo - Hongria - Congo - Co

Faune et biches

On redécouvre sans cesse avec émerveillement la modernité des Ballets russes

NUINSKI NUINSKA au Palais Gamer

Du petit coin de paradis nu, n'en doutons pas, ils continuent à faire leur barre tous les jours, Vaslav Nijinski et sa sœur Bronislava Nijinska, qui s'aimaient tant, doivent être heureux de se vuir réunis sur la scène de Garnier dans ce magnifique programme, qui confronte leurs talents chorégraphiques: lui, avec l'Après-midi d'un foune et le Sorre du Prin-temps, elle avec Noces et les Biches. Le Foune et Noces sont au réper-toire de l'Opéra depuis 1976, le Sacre et les Biches y entrent.

Nés en Russie à na au el demi d'intervalle (lui en 1889, elle en 1890), en tournées incessantes dès le herceau avec leurs parents, excellents danseurs polonais, Vaslav et « Bronia » n'imaginent pas un instant faire autre chose que danser et vont se suivre étroilement, teudres cumplices, à toules les étapes de leur formation et de leur carrière.

Il fait sa première apparition en public à cinq ans, elle à quatre. Il entre à l'Ecole impériale de théâtre de Saint-Pétersbourg en 1898, elle en 1900; ils sont nommes « artistes des théatres impériaux » en 1907 et 1908. Entre en scène Diaghilev. qui les engage tous les deux pour la saison à Paris des Ballets russes dunt Bronia est la benjamine - en

Saas posséder les dons fabuleux de Vaslav, Bronia est une remarquable danseuse, qui tiendra plusieurs rôles de soliste : son frère les lui fait travailler durant des heures. Mieux : c'est sur elle qu'il va hientôt régler son premier (et génjal) essai chorégraphique, l'Après-midi d'un faune. « Nous répétons dans notre salon, raconte Nijinska dans ses Mémoires. Nous passons parfois un après-midi entier par terre à essoyer différentes octindes devant le miroir. Vaslav crée son Faune en se servant de moi : je suis comme un morceau d'argile qu'il modèle, me foisant prendre peu o peu les poses qu'il cherche... Il est cloir qu'il o découvert quelque chose de nouveau et

d'essentiel dans l'art de la danse. » A la création de l'œuvre, en 1912, elle est une des sept nymphes (à côté d'Olga Khukhlova, fulure M= Picasso); il a fallu 90 répétitions, dans l'hostilité générale (même Diaghilev doute), pour plier les danseuses à cette rupture totale avec l'académisme. à ces mouvements anguleux, cette torsion du buste par rapport aux membres et à la tête. On sail le scandale, le directeur du Figaro prenant la plume puur dénoncer

RENE

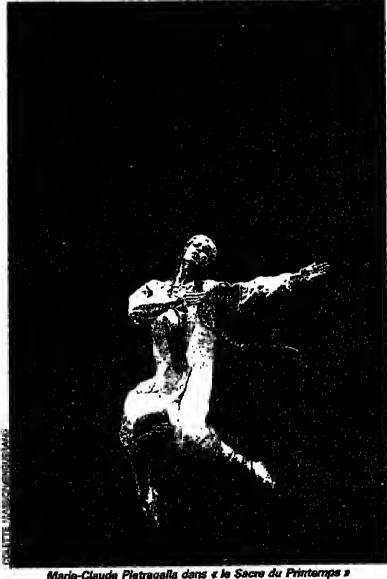
JACOBS

clavecin et pianoforte

PURCELL HAYDN MOZART..

65 F. LOC. 42 74 22 77

2 PL. DU CHATELET PARIS 4"



Marie-Claude Pietragalla dans « le Sacre du Printemps »

« ce faune inconvenant, avec de vils mouvements de bestialité érotique et des gestes de lourde impudeur », et la riposte enthusiaste de Rodin.

La longue traque de deux chercheurs

Même cullaboration entre le frère et la sœur, même incompréheusion générale pour le Sacre du printemps. Broals devait danser l'Élue, elle doit y renoncer parce qu'elle est enceinte, à la fureur de son frère. Le «tremblement de terre» de la création, en 1913, est entré dans l'histoire : Nijinski et Stravinsky viennent d'inventer la modernité. Et Stravinsky, qui écrit dans Chroniques de ma vie force méchancetés sur le sens musical de son chorégraphe, avouera en 1967,

quatre ans avant sa mort : «De toutes les interprétations du Sacre que j'ai vues, je considère celle de Nijinski comme la meilleure.»

1913 marque aussi la rupture du e dien de la danse » avec Diaghilev; sa cadette démissionne aussitôt. Bloquée par la guerre et la révolution, en Russie nu elle ouvre une Ecole du Mouvement, elle ne reverra son frère qu'en 1921, dans un asile de Vienne où il est interné pour troubles mentant.

Nijinska est alors rappelée par Diaghilev, comme soliste et chorégraphe. En trois ans, elle réglera pour lui neuf ballets, dunt Noces (1923), considéré comme son chefd'œuvre, et les Biches (1924). A Stravinsky perplexe, durant les répétitions de Noces, Diaghilev déclare : « Laisse-lo finir, dans

vingt ans nuus serons peut-être

Elle travaillera ensuite poar diverses compagnies en Europe, en Amérique du Snd et aux Etats-Unis, dirigera à Paris sa propre troupe, le Théâtre de la Danse, de 1932 à 1934; à sa mort, en 1972, elle aura signé une soixantaine de ballets - et souvent remonté à travers le monde Noces et les Biches.

On a racouté ici se Munde du 2 juillet 1989) la longue traque à laquelle se sont livrés durant sept ans deux chercheurs, Millicent Hudson et Kenneth Archer (ils allaient finir par se marier) pour reconstituer la chorégraphie du Sacre, disparae après huit représentations sculement, ainsi que les éblouissants costumes et décors de Nicolas Roerich. Ils sont venus tous deux le remonter à Garaier, après l'avoir fait pour le Joffrey Ballet qui l'a recréé en 1987 à Los Angeles. La troupe de l'Opéra le danse superbement, même si tous les pieds ne sont pas aussi « en dedans » que l'exigeait Nijinski et si Françoise Legrée n'est guère expressive en Éluc. Et le ballet laisse aussi pantois, soixante-dix-sept ans après, que la partition de Stravinsky.

On ne se lasse pas de revnir le Foune et le somptueux décor de Bakst. Nathalie Rique (la Grande Nymphe) a de quoi éveiller la mais le beau Charles Jude, dans ce rôle, est un peu aseptisé. Il faudra y voir Patrick Dupoud is semaine prochaine, Noces garde sa force de frappe, qui ne serait pas moindre, an contraire, si le corps de bailet voulait bien veiller davantage à l'homogénéité dans les ensembles. Elisabeth Platel y est admirable en Fiancée masquant son angoisse sous une fausse impassiblité.

Les Biches et leur aimable néoelacissisme ne provoquent pas le même choc que ces trois monuments. Mais il y a les charmants costumes de Marie Laurencin (dont la fameuse tunique de velours hieu que Diaghilev coupa d'un coup de ciseaux au ras des fesses), c'est un document précieux sur une certaine époque des Ballets russes et c'est dansé d'une manière ravissante: par douze coquettes empanachées, truis athlètes en maillot rayé qui roulent des mécaniques. Carole Arbo et Fanny Gaïda en sœurs siamoises, Clotilde Vayer très spirituelle en Hôtesse emperiée et Platel, royale. Jean-Albert Cartier a mis très haut la

barre, avec ce spectacle. SYLVIE DE NUSSAC > Opéra de Paris-Garniar, jus-qu'au 13 avril. Tél.: avril.

ARCHITECTURE

Le jeu de construction

Un artiste qui a su faire entrer l'insolence dans son matérian

FRANCK O. GEHRY au Centre de création industrielle

Frank O. Gebry, dont le Centre de création industrielle présente les projets en Enrope, n'est ni muderne ni postmoderne. Canadien devenu californien, il est toutefois parvenu à construire au-delà de la Côte ouest et finalement à s'imposer sur la scène internationale, au point de devenir une franche coqueluche des revues d'architecture.

Pour aulant, il n'appartient à aucun des courants, à ancune des tendances qui prédominent sur le marché des concours. Situer Gehry, donc, n'est pas des plus faciles, et cette exposition sobre-ment lisible du CCI n'en est que plus estimable (commissaire: Alaia Guiheux).

Elle concerne les projets européens, lous récents, c'est-à-dire le Vitra Design Museum, en Allemagne, achevé depuis plus d'un an, ainsi que le siège social de la firme Vitra, en cours; la Vila Olimpica, galerie commerciale insérée dans le complexe ulympique de Barcelone; plus pres de uous, un centre de divertissement à Enro Disneyland. A Paris, enfin, le nuuveau Centre culturel améri-cain dont les travaux débutent à peine à Bercy.

Derrière le jeu la règle

Cet architecte âgé de soixante-trois ans peut spasser pour un grand enfant si ruu en juge par le poisson - presque de saison qu'il construit à Barcelune, uu plus expressement encore par le hatiment donl il a la charge à Euro Disneyland, voué an jeu par

la forme et par le fond. Au-delà de programmes ainsi déterminés, Gehry paraît avuir opté pour une mécanique ludique dans l'élaboration de son architec-

ture, serait-elle de l'urdre le plus grave. Aiusi, pour le Centre culturel américain, il paraît prendre au mot la notion la plus parisienne de « pâté de maisons », e'est-à-dire dans son acceptina enlinaire de conglomérat à sur-

Ponrtant, derrière les effondrements, les fractures, les coucassages architectoniques, derrière le caractère batifolant des formes, on découvre vite de très sérieux édifices où rieu de la fonction n'est laissé au hasard. Derrière le jeu, il y a la règle.

A mains que les formes de Gehry ne traduisent le plus justement, le plus exactement du monde des functions un des programmes plus incongrus et plus échevelés que les documents officiels, polis et communicants, peuvent le laisser penser.

Une dizaine de maquettes, des carrousels de diapositives heureusement laconiques et surtuut près d'une centaine de dessins qui expriment efficacement la progression du projet font la matière de cette exposition. Il en émerge un personnage attachant, rigolo, sympathique, appliqué, Un personnage aussi qui a su faire entrer l'insoleace parmi les ingrédients ordinaires de l'architecture.

Pas étonnant, dans ces condi-tions, qu'Olivier Buissière, déjà président du fans-club de Jean Nuvel, ait été un des pionniers français découvreurs de Gehry. Bien avant que le Pritzker Price, le Nobel de l'architecture, ait choisi, en 1989, de récompenser ce grand enfant de Californie.

FRÉDÉRIC EDELMANN

> « Frank O. Gehry, projets en Europe », galerie de desains d'architecture du CCI, jusqu'au 10 Juin. Catalogue : 48 p., 95 F.

WEEK-END D'UN CHINEUR

Samedi 6 avril

Drouet-Richelien, 14 heures : illustrateurs, bandes dessinées, art unuveau, « Arts décos», tapis, affiches de cinéma. Drouot-Montaigue, mobilier, objets d'art. Ports de Versailles, 19 h 30 : automobiles de collection.

> ILE-DE-FRANCE Samedi 6 zvril

Compiègne, 14 heures : mobilier, objets d'art. Fontainebleau, 20 h 30 : tableaux et culture moderne. Pravins, 14 heures: cartes postales. Rambonillet, 10 heures et 14 h 30: vins. Sens, 14 h 30: livres.

Dimanche 7 avril Argentenii, 14 h 30: atelier Fernandez. Beauvais, 14 h 30: mobilier, objets d'art. Chantilly, 14 h 30: tapis d'Orient. Châteuudna, 14 heures: haute époque. Gieu, 14 h 30: art africain. La Varenne-Saint-Hilaire, 14 h 30: tableaux et accelerates. sculptures modernes. Nenilly, 14 h 30 : tableaux modernes. Versailles (Rameau), 14 heures : tableaux modernes. Versailles (Chevan-légers), 14 h 15 : argenterie, bijoux.

PLUS LOTN

Samedi 6 avril Aix-en-Provence, 14 h 30: vins. Avigaon, 14 h 30: livres, auto-graphes. Bourges, 14 henres: estampes, aquarelles. Casmes, 14 h 30: bijuux. Castres, 14 heures: hibliographie. Deasville, 14 h 30 : chevaux. 20 h 30 : bijoux el orfèvreric. La Rochelle, 14 heures : livres. Laval, 14 heures : mobilier, objets d'art. Marseille (Castellane), 14 h 30 : argenterie mobilier, Rosea (Crédit manicipal), 14 heures : hijoux, Saint-Finnia-des-Prés, (4 h 30 : livres. Sanmar, 14 h 30 : mobilier, objets d'art.

Dimanche 7 avril Bar-le-Duc, 13 heures: mobilier, jouets. Channout, 14 heures: mobilier, objets d'art. Deauville, 14 h 30 : grands vins. Falaise, 11 heures et

13 h 45: cartes postales. Gien, 14 h 30 : art africain. Issoudum 14 h 15: arts d'Asic. Lavel, 14 heures : mobilier, armes. Le Havre, 14 h 30 : tableaux modernes. Lyon (rue de Cronstadt), 15 heures : tableaux modernes. Manosque, 14 h 30 : flacons de parfum. Marseille (Castellane), 14 h 30 : cannes. Pont-Audemer, 14 h 30 : livres. Romans-sur-Isère, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. Strasbourg. 16 h 30: mobilier, argenterie.

FOIRES ET SALONS

Paris, Cirque d'Hiver. Paris, Plaza-Athénée. Paris, Espace Austerlitz, convention du disque. Paris, porte de Versailles, Toymania. Antibes. Lyon (boulevard de Stalingrad). Toulouse, Angers.



DE COLLECTION

PARIS - ESPACE AUSTERLITZ 6et7AVRIL 10 Hà 19 H

Contact : Joke Box Magazion Tél. (16.1) 43,35,52,52





ter Kenton..." <u>EUROPE 1</u>.

"_ le vernis craque, l'ego explose..." LE PARISIEX.

LOC. 43 22 77 74

AU FOYER DES 19 H. ASSIETTES GOURMANDES ET VINS CHOISIS

Les accélérations de l'histoire

Un pays indéterminé à l'Est. Un temps précis, les années 80

SUMMER au Théâtra de la Colline

THEATRE

Une affiche lumineuse prévient : l'action se passe en 1980 dans un pays d'Europe de l'Est. Un pays avec des îles, des plages, des hôtels deux étuiles. Il a connu l'occupation de

l'armée allemande, et connaît celle des touristes. Le décor - de Nicolas Sire - représente la mer par une nappe bleue scintillante, avec au fond des rochers de carton découpé. L'imagerie refuse toul réalisme, mais on pense à ta Grèce, qui se trouve on pense à la creet du se toute effectivement à l'est de l'Europe. En même temps, il s'agit d'un pays où la fin de la guerre a amené un change-ment de régime : la servante a pris possession de la maison, dont les propriétaires ont dû s'exiler.

L'ex-propriétaire - Édith Scob, qui habite l'Angleterre, revient pour les vacances avec sa fille - Carole Franck, qui couche avec le fils de la maison, un médecin - Jean-Pierre Germain, L'ex-servante - Francine Bergé - est malade, incurable. Les deux mères ne s'aiment pas, mais leur jeunesse commune les lie l'une à l'autre. Elle tournent en rond dans leurs vieilles histoires, dans leurs souvenirs amers et résignés

On apprend que la jeune maîtresse a sauvé la vie de la servante... On l'apprend en deux fois. La première par elles-mêmes, la seconde par fin-tervention d'un touriste allemand, vendeur de réfrigérateurs - Claude Bouchery, ancien soldat d'occupation. C'est à lui que la jeune fille avait demandé la grâce de la ser-vante, et si elle l'avait obtenue, c'est

que, comme ses camarades, il fantas- dans la mesure où l'auteur s'en tient mail sur elle, la voyant le soir sur sa terrasse, si belle, si «noble», forcement différente de la «racaille» des ésistants... Avant de repartir chez lui, il lui laisse un bouquet de sleurs, avec une lettre qui se termine par « Je suis innocent ».

Le temos de l'épuisement

Il y a beaucoup de moments de cette sorte dans le texte d'Edward Bond, Summer, sorte de mise à plat universelle. De la mort d'abord description clinique par le jeune médecin de toutes les façons dont la maladie pourra tuer sa mère, de l'héroisme, de l'amour, de toutes les illusions sociales ou autres. La mise en scèce est de René Loyon, qui voit là « une pièce historique..., lo mémoire des années 80..., l'épuisement d'une force motrice... » Il voit même dans l'idylle des deux jeunes gens la possi-hie renaissance d'un rêve de fraternité. C'est dire son optimisme, car l'auteur ne leur accorde pas grand-chance de se rejoindre, même si, par hasard d'ailleurs, la jeune fille se trouve enceinte. Edward Bond est un inexorable anarchiste hargueux, provocateur, crachant sur tout avec une absence de générosité qui, ici, tourne à la sécheresse, à la stérilité. Défant habituellement évité grâce à la violence de l'ironie, dans des pièces comme Saved, Demain lo veille, la Route étroite vers le Grand Nord, et surfout dans son œuvre la plus com-

plexe, la plus furieuse : Lear. Le théâtre de Bond n'est jamais réaliste. Il ne peut pas être historique

à sa vision de pamphlétaire colérique, refuse tout simplement-ce qui pourrait la contrarier, affiche une mauvaise foi triomphante, réjouissante. Mais René Loyon cherche un fil logique là où le texte est unique ment porté par un mouvement de passion, de délire. Puurtant, si les eunes gens sont un peu fades et Claude Bouchery pas assez ambigu, Francine Bergé et Édith Scob dépassent les contours de leurs personnaces, leur donnent une distance tragique, deviennent moustres mythiques, en même temps que tas de chair souffrante. Elles sont le

COLETTE GODARD Du mardi au samedi à 21 heures, dimanche à 16 heures. Tel.: 43-66-43-60.







construction

grave Aug grave Aug enlium: and dre se med wente de d'est à-dire

Postiant
Pos

ment, to pue monte de de grammes tres échenoles que viels, poles e lans de conse cartouvels de acment la conse d'une arrors experiment e d son de prove carte et person personnege en garbagos ap

Pas com liens, qui président Nauvei françait françait le Nobe shinici le co granu

E prehiterture C. I.

THE CHARGE UP

JAK 15

PIL TOTAL

THEATE A SIL



3 ème chaîne nationale sur les 15-34 ans *

*source médiamat 3 h/3 h

Depuis début Mars, M6 est passée troisième chaîne nationale sur les 15/34 ans derrière TF1 et Antenne 2.

En 4 ans, M6 s'est assuré une progression régulière. Aujourd'hui, avec plus de 19 millions de téléspectateurs quotidiens, vous comprendrez pourquoi nous ne pouvons plus nous vanter d'être la "petite" chaîne qui monte.

LA

CHAÎNE QUI MONTE, QUI MONTE.

مكذا سالاصل

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24) Princesse Czardas (1934, v.o. e.r.f.). de Georg Jacoby, 16 h; Hommage

Viviane Berthommier, 19 h ; Hommage à Viviane Serthommier, 21 h PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24) Le Festival nordique de Rouen : la Lumière éternelle (1987, v.o. a.t.f.), d'Algimantae Puipe, 18 h ; le Réveil (1989, v.o. s.t.f.), de Jones Veitkus, 20 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29) Les Cinémas d'Asle centrale soviétique : l'Epopée d'une mère (1963, v.o. traduction simultenes), d'Aleksandr Karpov, 14 h 30 ; Manatschi [1985, v.o. traduction simultanée), da Solot Chamchiev, Djiguit (1935, v.o. traduction simultanée(, da Nabi Ganiev, 17 h 30 ; t'Aiguille (1988, v.o. s.t.f.). de Rachid Nougmenov, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eus-tache, Forum des Halles

(40-26-34-30) Gamins de París : Portraits : Oue deviendront-ils ? (1984) de Michel Fresnel. Que deviendront-ils ? (1984) de Michel Frasnel, 14 h 30 : Révoltes : Bande annonce : la Bête noire (1983(de Petrick Cheput, le Mal-êrre) 1983(de Cleude Cobast, Laisse beton (1984) de Serge Le Perron, 18 h 30 ; Apprentissages : Antoine et Colette (1962) de François Truffaut, le Roman de Léo (1988) de Graham Guit, l'Amour en herbe (1676) de Roger Andrieux. 18 h 30 ; Soirée spéciale abonnés : Désir (1938) de Frank Borzage et Ernst Lubitech, 20 h : Ecole : lee Rois Fainéants chantent Social Case (1984) de Philippe Gautier, Diabolo menthe (1877) de Diane Kurys, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (**))A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82). ALICE JA., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3" (42-71-52-36); UGC Danton, 6-)42-25-10-30); UGC Rotonda, 6-)45-74-94-94); UGC Champs-Elysées, 8. (45-82-20-40) ; UGC Opére, 9 (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Escurial, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Seaugrenalle, 15-)45-75.

LES ARNAQUEURS (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82); Lucerneire, 6- (45-44-57-34); Studio 28, 18-(46-06-36-07).

AUJOURO'HUI PEUT-ETRE... (Fr.) : Pathé Impérial. 2-)47-42-72-52); Psihé Mangnen-Concorde, & (43-59-92-82) ; Sept Pamassiens, 14- (43-20-

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PEROU (Can.) : Latina, 4-)42-78-47-86) ; Le Berry Zèbre, 11. (43-67-

BONS BAISERS D'HOLLYWOOD (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3.)42-71-52-36) : Pathé Hautefeuille, 6- (48-33-79-38) : Pathé Marignan-Concorde, 8* (43-59-92-82) ; Sept Pamassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juliet Beaugranelle, 15. (45.76-79-79) ; v.t. : Pathé Français, 9- (47-70-33-88(; Les Nation, 12-(43-43-04-67) ; Feuverte, 13- (43-31-55-86) ; Pathé Wepler II, 18- (46-22-

LE SUCHER DES VANITÉS (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1*)40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6' (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8. (43-59-04-67) : Gaumont Pamasse, 14* (43-35-30-40) ; v.f. : Pathé Françaia, 9* (47-70-33-88) ; Les Montparnos, 14-

LEDUCATION

LE CERCLE DES POÈTES DISPA-RUS (A., v.o.) ; Cinoches, 6- (46-33tO-82); George V, 8- (45-82-41-46). LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) Studio des Ursulines, 5.)43-28-19-09) : Gaumont Alásia, 14 (43-27-

84-50) COMING UP ROSES (8nt., v.o.) : Saint-André-des-Arts II. 8 (43-26-

COUPS POUR COUPS (7)A., v.o.) : Forum Orient Exprese. 1. (42-33-42-28) ; v.f. : Rex. 2- (42-38-83-93) UGC Montparnasse, 6- 145-74-94-94) Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31) Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01).

CYRANO DE SERGERAC (Fr.) Forum Horizon, 1. (45-08-57-57); UGC Triomphe. 8. (45-74-93-50) : Persmount Opéra, 9- (47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 12)43-43-07-59); UGC Gobelins, 13.)45-81-94-95); Mistral, 14- (45-39-52-43) : Sept Parnessiene, 14- (43-20-32-20) ; Pethé Wepler II, 18- (45-22-47-94).

impérial, 2- (47-42-72-52) ; Epés de Bois, 5- (43-37-57-47); UGC Ratonde. 8- (45.74-94-94) : UGC Normandie, 8-(45-63-16-16) ; v.f. : Pathe Montparnasse, 14-143-20-12-06). LA FRACTURE OU MYOCAROE

Express, 1- (42-33-42-25); Pathé

(Fr.(: Cind Beaubourg, 3. (42-71-52-36) ; 14 Juillet Parnesse, 8)43-26-58-00); Lee Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-77); George V, 8- (45-62-41-46) : Fauvette, 13-143-31-56-86). GÉNIAL, MES PARENTS DIVOR-CENT (Fr.) : George V, 8-)45-62-

GHOST IA., v.l.J : UGC Montpar nesse, 6 (45-74-94-94). LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) Studio des Ureulines, 5. (43-25-19-09) ; Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27).

GREEN CARD (A., v.o.) : Ciné Beeubourg, 3-)42-71-52-36) : UGC Danton, 6- (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08); UGC 8iarritz,

LES FILMS NOUVEAUX

ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI. Film eméricain d'Amy Heckering, v.o. : Forum Horizon, 1- (45-08-57-57) : UGC Odéon. 6- (42-25-10-30); George V. 8- (45-52-41-46) ; UGC Normandie, 8-)45-63-16-16); v.f. : Rex. 2- (42-38-83-83) : UGC Montparmasse, 6- (45-74-94-94); Saint-Lazara-Pesquier, 8-(43-87-35-43); Pathé Françaia, 9-(47-70-33-88); Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59(; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-96) : Misual, 14 (45-39-52-43); Pathé Montper-nasse, 14- (43-20-12-06); UGC Convention, 15. (45-74-93-40) : Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01); La Gambetta, 20- (46-36-10-96).

AUX YEUX OU MONDE. Film Les Halles, 1-)40-25-12-12); Gaumont Opéra, 2-)47-42-60-33); UGC Danton, 8- (42-25-10-30); La Pagoda, 7. (47-05-12-15); Gaumont Ambasaeda, 8 (43-59-19-08); Le Bastille, 11 (43-07-48-60); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Geumont Pamasee, 14. (43-35-30-40(; Gaumont Alésia. 14- (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); UGC Maillot, 17- (40-68-00-18); Pathé Wepler II, 16- (45-22-47-94) : Le Gembetta, 20- (46-36-10-98). BASHU, LE PETIT ÉTRANGER. film iranien de Bahram Beyzal, v.o. :

Utopie Champollion, 5. (43-25-BUSINESS OBLIGE, Film américain de Jan Egleson, v.o. : Forum

DANCIN' THRU THE DARK (8/4.

v.o.) : Reflet Logos il. 5-)43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8- (43-69-

DANSE AVEC LES LOUPS IA.

v.o.) : Forum Horizon, 1.)45-08-57-57) ; Gaumont Opera, 2. (47-42-

60-33); Bretagne, 6- (42-22-57-97);

UGC Odéon, 6- (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08); UGC Normandie, 8- (45-63-18-18); Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50);

v.f. : Rax (le Grand Rex), 2. (42-36-

83-93) ; Fauverte, 13- (43-31-56-86) ;

Gaumont Convention, 15- (48-28-

42-27(; Pathé Weplsr, 19- (45-22-

48-01) : Le Gambetta, 20- (48-36-

LA OISCRÊTE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2- (47-42-80-33) ; Pathé Hausefeuille,

6- (46-33-79-39) ; Publicis Champs-Ely-

sess. 8- (47-20-76-23) ; La Bastille, 17-

(43-07-48-60) ; Gaumont Pamassa, 14-

EATING (A., v.o.): 14 Juillet Odéon,

END OF THE NIGHT JA., V.O.

George V, 8- (45-62-41-46). L'EVEIL IA., v.o.) : Forum Orient

AVRIL

(43-35-30-40).

ENQUÊTE

ÉCOLIERS, COLLÉGIENS, LYCÉENS

LA SANTÉ, ÇA VA?

Egalement au sommaire :

CRÉDIT-FORMATION, LA DEUXIÈME

RADIOGRAPHIE DES ENSEIGNANTS

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

LE PALMARÈS 1990 DES IUT

LES BTS. MODE D'EMPLO!

DE COLLÈGE

8- (43-25-59-83).

Orient Express, 1- (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2. (47-42-72-52); George V, 8. (45-62-41-46); v.f. : Fauvette 8is, 13- (43-31-60-74) Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18- (45-22-45-011. MADAME SOVARY . Film fran-

caie de Claude Chabrol ; Gaumont Les Hallas, 1- (40-28-12-12); Rex, 2 (42-36-83-93) ; 14 Juillet Odéon. 5- (43-25-59-83); 14 Juillet Odéon, 8- (43-25-59-83) ; UGC Montparnasse, 6- (45-74-84-94) ; Gaumont Ambaesede, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Paequier, 8. (43-87-35-43); UGC Bierritz, 8- (45-62-20-40(; Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31) ; 14 Juillet Seatille, 11-43-04-67); UGC Lyon Bastilla, 12-(43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13-(45-61-84-95) ; Gaumont Alesia. 14-)43-27-84-50); Miramar, 14-(43-20-89-52); 14 Juliet Bezugrenelle, 16 (46-75-79-78); Gaumont Convention, 154 (48-28-42-27): UGC Meillot, 17. (40-68-00-16);

Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01). SOGNI D'ORO. Film Italian de Nanni Moretti, v.o.: Ciné Beaubourg. 3- (42-71-52-36); Le Saint-Germaindes-Prés, Safle G. de Beauregard, 6-142-22-87-23) ; Les Trois Balzec, 8-145-81-10-60) ; 14 Juillet Bestille. 11- (43-57-90-81) ; Sept Pernassiens, 14- (43-20-32-20).

WE THE LIVING. Film italien de Goffredo Alessandrini, v.o. : Panthéon, 5- (43-54-15-04).

8- (45-62-20-40) ; UGC Gobeline, 13-)45-51-94-85) ; Sienventie Montparnesse, 16- (45-44-25-02) ; v.f. : Paramount Opera, 9-)47-42-58-31) ; UGC Convention, 15- (45-74-93-40). HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Epés

de Bois, 5- (43-37-57-47) ; L'Entrepôt, 14- (45-43-41-63). HAVANA (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8- (45-74-83-50).

HENRY & JUNE (*) (Fr., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82). HENRY V (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1. (42-33-42-26(; 14 Juillet Parmease, 6- (43-26-58-00) ; Elysées Lincoln, 8- (43-59-38-14). HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (") (A., v.o.) : Les Trois Luxern-

bourg, 6-)46-33-97-77). L'HISTOIRE SANS FIN II (A., V.f.) : Rex. 2- (42-36-83-93); Grand Pavols, 16- (45-54-46-85). HOT SPOT (*) (A., v.o.) : Epée de

Bois, 5- (43-37-57-47). L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 8 (46-33-

J'A1 ENGAGÉ UN TUEUR (Fln., v.o.): Les Trois Luxembourg, 6- (46-32-97-77); Républic Cinémas, 11-)48-05-61-33).

LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Forum Orient Express. 1: (42-33-42-28); Seint-André-das-Arte I, 8: 143-28-48-181; George V, 8:)45-62-41-46); Saint-Lazare-Pasquier, 8- (43-87-35-43); Sept Parnassiens, 14- (43-20-

32-20. KORCZAK (Pol.-All.-Fr., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82). LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.): Gaumont Les Halles, t. (40-28-12-12); Gaumont Opére, 2. (47-42-80-33); Publicis Saint-Germain, 6* (42-22-72-80); Geumont Ambassede, 8* (43-59-19-08); 14 Juillet Bastille, 11* (43-67-90-81); Gaumont Parnasse, 14. (43-35-30-401; Gaumoni

Alésia, 14- (43-27-84-50).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A. v.o.): Cinoches, 5- (46-33-10-82);

Grand Pavois, 15- (45-54-46-85).

LA MAISON RUSSIE [A. v.o.]:

Forum Horizon, 1- (45-08-57-57); 14 Juillet Odéon, 6. (43-25-58-83); George V. 8- |45-62-41-46| : UGC Blar-ritz, 8- |45-62-20-40| : Sept Parnessiens, 14. (43-20-32-20); 14 Juliet 8eaugrenetie, 15 (45-75-79-79); v.t.: Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Feuverte 8is, 13 (43-31-60-74); Mistral, 14- [45-39-52-43] : Parhé Montparnasse, 14• (43-20-12-06); UGC Convention, 16• (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18: 14S-22-45-01); Le Gsmberta, 20- |46-36-10-96|.

MERCI LA VIE (Fr.) : Gaumont Les Helles, 1- (40-26-12-12); Rex, 2- (42-38-83-93); UGC Denton, 5- (42-25-10-30); UGC Monsparrasse, 6 (45-74-94-94) : La Pagode, 7- (47-05-12-15) ; Pethé Merignen-Concorde, 8- (43-59-92-82); UGC Biarritz, 8. (45-82-

20-40) : Paramount Opéra, 9- (47-42-55-31); Les Nation, 12- (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille. 12- (43-43-01-59) ; UGC Gobeline, 13- (45-61-84-85) ; Gaumont Alesia, 14- (43-27-84-50); Miramar, 14- (43-20-89-52); 14 Juillet Seaugrenelle, 15. (45-75-79-78) : Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27) : UGC Maillot, 174 (40-68-

MILLER'S CROSSING (") (A., v.o.(: Forum Orient Exprese, 1. (42-33-42-26); Pathé Heutefeuille, 6- (46-33-79-38); Elysées Lincoln. 8- (43-58-36-14); Sept Pamessiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Paris Ciné 1, 10- (47-70-

00-18) ; Pathé Wepler II. 18. (45-22-

47.94); La Gamberta, 20 (48-35-

مكذا و الاصل

21-71). M(SERY (") (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50); Studio 28, 18-)46-06-36-07); v.f. : Rex. 2-142-36-83-83) : UGC Montparnasse, 6-(45-74-94-94)

MISTER JOHNSON (A., v.o.) : mages d'ailleurs, 5- (45-87-18-09) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-821.

LE MYSTÈRE VON BULOW (A., v.o.) : Cinoches, 6: (46-33-10-82). NEUF SEMAINES ET DEMIE (") (A. v.o.) : Studio Galanda, 5.)43-54-72-71); Grand Pavols, 16. (45-54-

46-85). NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) : Epée de Bols, 5.)43-37-57-47) ; Gaumont Ambassade, 8-(43-59-19-08); Les Montparros, 14-

LES NUITS AVEC MON ENNEMI (A., v.o.) : Forum Horizon, 1- (45-08-57-57); UGC Odéon, 6-)42-25-10-30); UGC Rotonde, 6- (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8-(43-59-92-82) ; UGC Blarritz, 8- (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Opéra, 9- (45-74-95-40); UGC Lyon Bastille, 12-143-43-01-58); Mistral, 14- (45-39-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-

ON PEUT TOWOURS REVER (Fr.): Fauvette, 13- (43-31-56-86). L'OPÉRATION CORNEO-BEEF

(Fr.): Gaumont Opers, 2- (47-42-80-33); Gaumont Ambassade, 8- (43-58-19-08); Miramer. 14-)43-20-89-52); Gaumont Convention, 15- (48-LE PARRAIN, 3 PARTIE (A., V.O.) :

Forum Horizon, 1 (45-08-57-67): Gau-mont Les Haltes, 1 (40-26-12-12); Pathé Hautefeuille, 8 (46-33-78-38); UGC Odéon, 8 (42-25-10-30); Pathé Mangnan-Concorde, 8 (43-59-92-82) Publicis Champs-Elysées, 8 (47-20-76-23): UGC Biarriz, 8 (45-62-20-40); Max Linder Panoranis, 9 (48-24-88-88) ; La Bastills, 11- [43-07-48-60); Escurial, 13. (47-07-28-04); 14 Juillet Baeugrenelle, 15. [45-75-79-791 : Sienvende Montparnasse, 15* (45-44-25-02); Kinopanorama, 15-(43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17- (40-88-00-16); v.f.: Rex, 2* (42-36-83-93); UGC Montpartasse, 6* (45-74-94-94) : Paramount Opéra, 9-)47-42-58-31); Les Nation, 12. (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-85) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14-)43-20-12-06) ; UGC Convention, 15. (45-74-93-40); Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01); La Gambetta, 20- (46-36-

LE PETIT CRIMINEL (Fr.) : Epés de Bols, 5- (43-37-57-47) ; George V, 8-(45-52-41-45) ; Gaumont Pamasse, 14-

(43-35-30-40). LA PETITE SIRÈNE (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11. (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois. 15- (45-54-48-85) ; Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68)

POUSSIÈRES DANS LE VENT (Chin., v.o.) : Utople Champolion, 5 143-26-84-65). PRETTY WOMAN IA., v.o.) : UGC

Triomphe, 8. 145-74-93-50); UGC Opera, 9- (45-74-85-40); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) ; v.f. : 8retagns, 8- (42-22-57-97).
ROSENCRANTZ & GUILDENB-TERN SONT MORTS (A., v.o.(: Forum Orlant Express, 1. (42-33-

RUE DU BAC (Fr.) : Les Trois Baizac, SAILOR ET LULA () (Brit., v.o.) : Studio Galanda. 5- (43-54-72-71); Lucemaira, 6- (45-44-57-34). SOUVENIRS DE LA MAISON JAUNE (Por., v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-86) : Lucemaire, 6 (45-44-67-34).

STAYING TOGETHER (A., v.o.) : Epés de Bois, 5- (43-37-57-47(. TELS PÈRES TELLE FILLE JA., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46). TOMBÉS DU CIEL (Esp.-péruvier

v.o.) : Latine, 4- (42-78-47-86). TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-35); Le Berry Zèbre, 1 t* (43-57-51-55). LA TRIBU (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3-142-71-52-381 : UGC Normandie, 8-145-63-18-16) ; UGC Opéra, 9- (45-74-95-40); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-561 : Les Montparnos, 14)43-27-52-371 : Mistral, 14- (45-39-52-43).

LE TRIDMPHE DE BABAR (Fr.-Can.): Club Germont (Publicis Matignon), 8• (43-59-31-97); George V, 8• (45-62-41-48); Fauvette, 13• (43-31-58-88); Les Montparros, 14• (43-27-52-37); Saint-Lambert. 15• (46-32-

UN COMPAGNON DE LONGUE DATE)A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36); Studio des L'reulines, 5- (43-26-19-09).

UN FLIC A LA MATERNELLE (A., v.f.) : Rex. 2. (42-36-83-93) ; Fauvette, 13-)43-3 1-56-86)

UN THE AU SAHARA (Brit., v.o.) Lucemaire, 6 (45-44-57-34). URANUS (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-48) : Pathé Français, 9- (47-70-33-88) ; Les Montparnos, 14- (43-27-52.37).

LES SÉANCES SPÉCIALES

ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 17 h BLUE VELVET (*) (A., v.o.) : Ciné-Planète megiqus, 3- (42-76-00-18)

LE SRASIER (Fr.) : Cinoches, 5- (46-CAMILLE CLAUDEL (Fr.): Ciné-Pla-nète megique. 3°)42-78-00-18) 21 h 10. 33-10-82) 13 h.

CASANOVA DE FELLINI (') v.o.(: Cind Seeubourg, 3- (42-71-52-36) 11 h, LE DECALOGUE 5, TU NE TUERAS

POINT (7) (Pol., v.o.) ; Reflet Logos (f, 5- 143-54-42-341 LE DÉCALOGUE 6, TU NE SERAS PAS LUXUR(EUX (Pol., v.o.) : Reflet Logos II, 5. (43-54-42-34) 12 h 05.

DOUBLE MESS(EURS (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3. (42-71-52-36) 11 h. DR JEKYLL ET MR HYDE (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 17 h. L'EPOUVANTAIL (') (A. V.O.) Action Rive Gauche, 5- (43-29-44-40)

EXCALIBUR (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 2 (h. L'EXPÉRIENCE (NTERDITE (1) (A. v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85)

EXTRÊMES LIMITES JA.) : La Géode, 19- (40-05-80-00) 10 h, 22 h. LE FAUCON MALTAIS (A., v.o.) : Saint-Lembert, 15- (45-32-91-68) 21 h. GÉNÉRATION PEROUE (A., v.o.) :

22 h 15. GOTHIC (7 (Brit., v.o.) : Accetone, 5. (46-33-86-86) 16 h.

JEREMIAH JOHNSON (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15. (45-32-91-88)

LE GRAND 8LEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 14 h.

JULES ET JIM (Fr.): Los Trois unumbourg. 6: (46-33-97-77) 12 h. LA LECTRICE (Fr.): Studio Galande, 6. (43-64-72-71) 18 h. USZTOMANIA (Brit., v.o.) : Acca-tone, 5- 146-33-86-861 17 h 40.

LE LOCATAIRE (Fr.) : Saint-Lambert 75- 146-32-91-68) 18 h. MATADOR (**) (Eep., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3-)42-71-52-36; 11 h 10. MEMPHIS SELLE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15- [45-54-46-85] 18 h. METROPOLITAN (A., v.o.) : Reflet

METHUPOLITAN (A., v.o.): Reflet Logos I, 5- (43-54-42-34) 12 h. 1 984 (Brit., v.o.): Studio des Ursu-lines, 5- (43-26-19-09) 0 h. LE MIROIR (Sov., v.o.) : Républic Cinemas, 11. (48-05-61-33) 14 h 30. MODIGUANI (Fr.-tt., v.o.): Cine Beaubourg, 3- (42-71-52-38) 11 h 15. MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15

(45-54-46-85) 20 h 15. MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL)Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 17 h.

MORE (*) (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 13 h 45. MR AND MRS BRIDGE (A., V.O.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09) LA NUIT OU CHASSEUR (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09)

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A. v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) LA PREMIÈRE FOLIE DES MONTY

PYTHON (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 18 h 30. ROUTE ONE USA (A., v.o.) : L'Entrepot, 14 (45-43-41-63) 18 h. LE SOLEIL MÊME LA NUIT (h. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-

62-36) 11 h 20. STEP ACROSS THE BORDER (Suis.-All., v.o.): Cind Beaubourg, 3-(42-71-52-36) 11 h 30. STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.): Utopis Champolion, 5- (43-26-34-65) 22 h 10. THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (7 (A., v.o.) : Studio Galande, 5-(43-54-72-71) 22 h 30, 0 h 10.

TILAI (burkinabe, v.o.) : Images d'ad-leurs, 5•)45-87-18-09) 14 h. TOTAL RECALL (*) (A., v.o.) : Grand Psycis. 15* (45-54-48-85) 22 h 15. VIVA LA MUERTE (Fr.-Tun.) : Accatone, 5- (46-33-86-86) 13 h.

national de l'Odéon (43-25-70-32) [lun.) 18 h et 21 h (3).

FREGOLI. Theatre national da Chaillot (47-27-81-15) Idim. soir.

lun.) 20 h 30 ; dkm. 15 h (5). PIMENT CANNIBALE. Fondation

Deutech-de-la-Meurthe (45-65-

38-48) (dim., lun.) 20 h 30 (5).
PUTINKON. Point-Virgule (42-78-67-03) (lun.) 21 h 15 (5).
LES HOMMES NAISSENT TOUS
EGO. Montpernasse (43-22-77-74)

SONHEUR A TOUTE HEURE.

Tristan-8ernerd (46-22-08-40)

MONTAIGNE. Cergy-Pontoise

(30-30-33-33) (dim. aoir, lun.) 20 h 30 : dim. 16 h (6).

RAHAB. Crypte Sainte-Agnès (47-00-19-31) idim. acir. jeu.) 18 h 30; dlm. 15 h; lun. 20 h 30 (8).

LA NUIT REMUE. Guichet Mont-

BORIS. Boulogne-Billancourt (46-

DON QUICHOTTE. Espace Acteur (42-62-36-00) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dlm. 18 h (9).

LA VISITE. Marie-Stuart (45-08-

pamesse (43-27-88-81))dim., lun.)

03-60-44) 20 h 30 (9).

33-28-12) 20 h (7).

17-80) (dim., tun.) 22 h (9).

(dim.) 21 h (5)

19 h (9).

THÉATRES

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.}

CELIMARE LE BIEN-AIMÉ. Théatra Daniel-Sorano (48-08-60-83), 21 h; dim. 18 h (3). CONFUSIONS. Lierre-Theatre (45-86-56-83) (dim. aoir, lun.)

20 h 30 ; dim, 16 h (3). LE DERNIER DÉLIRE PERMIS. Théêtre de la Bastille)43-57-42-14) (dim. soir, lun.) 21 h ; dim. 17h (3). LE TARTUFFE. Gymnase Marie-Bell (42-46-79-79))dim. soir, lun.(20 h 30 ; dim. 16 h 30 (3). ROMEO ET JULIETTE. Amandiers de Paris (43-86-42-17). (dim. soir, lun.) 20 h 30; dim. 15 h 30. (3).

OPÉRAS FEUILLETON DU BRÉ-SIL. Meison des cultures du monde (45-44-72-30) (dim. eoir, lun.) 20 h 30 ; dim. 17 h (3).

RAPSODOG. Cartoucherie. Atelier du chaudron (43-28-97-04) (dm., lun.) 20 h 30 (3). LEILA ET LE CONTEUR. Essaion de Paris (42-78-46-42))dim. soir, km.(20 h 30; dim. 18 h (3). MARTIN LUTHER KING, JR.

Théture de la Bastille (43-57-42-14). (dim. soir, tun.) 18 h 30 : dim, 15 h 30 (3). HISTOIRE D'UN (DIOT, Théêtre

AKTÉON-THEATRE (43-38-74-82). On n'en meurt pas : 21 h 45. AMANDIERS DE PARIS 143-58 42-17). Roméo et Juliette : 20 h 30. ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). En conduisant miss Daisy : ARTISTIC-ATHEVAINS 148-08-

38-02). La Fille de Rimbaud : 20 h 30. ATALANTE (46-06-11-90). Cinzeno 20 h 30. ATELIER (46-08-46-24), Le Mattre ATELIER-THEATRE (45-26-58-98). Le Mos de Cambronne, Une paire de gif-

ATHÉNÈE-LOUIS JOUVET (47-42-87-27). Selle C. Bérard. Les apparences sont trompeuses : 20 h 30, Salle Louis Jouvet, Phèdra : 20 h 30. SATEAU-THÉATRE (FACE AU 3. QUA1 MALAQUAIS) (40-51-84-53). Exercices de style : 19 h. Le Prince du pevé : 20 h 30. Lo To Folo ou les Félés

BOUFFES PARISIENS (42-88-60-24). La Facture : 20 h 45. CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51).
Ce soir, c'est granit : 20 h 30. Festival des remanquables : 22 h.
CARTOUCHERIE ATELIER DU
CHAUDRON (43-28-97-041.

Repsodog: 20 h 30.
CARTOUCHERIE EPÉE DE BOIS
(48-08-39-74). Le Merchend de CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA

TEMPÈTE 143-28-38-36). Salle I. Andromaque: 20 h 30. Salle II. La Nuit du père: 21 h. CARTOUCHERIE THEATRE DU SDLEIL (43-74-24-08). (phigénie à Aulis en alternance : 19 h 30.

L'AQUARIUM (43-74-99-61). La Peau at les Os : 20 h 30. CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Le fond de l'air effraie :

CENTRE CULTUREL DE LA POTERNE-DES-PEUPLIERS (47-26-79-37). Les Fammes savantes : 15 h et CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-19). L'Année de l'évail :

20 h 30. Au seuil de la pesanteur CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Oncle Venia : 20 h 30. CITÉ INTERNATIONALE UNIVER-SITAIRE (45-89-38-69), Grande salle. Adonie : 20 h 30. La Galeria. L'Incon-

nue de Celsis : 20 h 30, La Resserre. Jacques la fataliste et son maître : 20 h 30. COMEDIE CAUMARTIN (47-42-

COMÉDIE DE PARIS (42-61-00-11). Orôle de goûten : 21 h. COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). Chavallier-Laspales :

COMEDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15]. Selle Richelleu. Père : 20 h 30, DAUNOU)42-61-69-14], Bon week-DÉCHARGEURS (TLD) (42-36-00-02), Cinq pas dans la tendresse :

DEUX ANES (46-06-10-28), L'Humour en coin : 21 h. DIX-HUIT THEATRE (42-26-47-47). DUNOIS)45-84-72-00). La Guerre des corbesux et des hiboux : 20 h 30.

ESSAION DE PARIS (42-78-48-42). CARTOUCHERIE THÉATRE DE | Salio B. Lette et le Conteur : 20 h 30.

LA LICTRICE T. MASCIRICE TO LIEZTOMANIA

Marie State of State

- 10-104 ES A SE METROPOLITAN

1865 1 17 147 54 44 1964 (Bet 1964 Bet

MCOIGHAN;

BERNON'S SHEET MORLA BALLADA

SMAN AND VE

MONTY DYTHEN SATIS

MR AND MES LOCK

State Des L'Endout Single VI N'45

TAK MEDY DE EPESSE

And the Contract Cont

PHIE FLOYD THE WARREN

THE PRINTING TOUT THE PAYMENT OF THE

MOUTE ONE UNA

LE SOLFIL MENT LA PA

STEP ACROSS THE SE

STRANSER THAN FARING

THE ROCKS HURRORAN

\$140W (1) 2 42 54 72

TOTAL ATEALS

YWA LA MULTINE

TILAL Restriction

SPECTACLES NOUVEAUX

Print .

Bow L. C.

MICS. IA

E# 3.

Ritti.

13 4

非数性 积化1

ja jaki Li^{ta}i

CANCEL OF STREET

电源图 (17)

MONT

LE MIROIR

LE LOCATAIRE ... THE LINEATAINE MATADOR ... MEMPHIS SELLE

24 M. Eugliës de l'Estolle quide le groupe Dassauft.
Philips metau point de système d'éclarage « révolutionnaire ».

25. Un entretien avec Mr. Catherine Tasca 26 Heurs et malheurs des compagnies aériennes.

26 Marchés financiers: 27 Bourse de Paris.

BILLET

Le Brésil dans le piège de la dette

Certains pays paraissent se sorur peu à peu du piège de la dette. La Pologne, pour des . raisons politiques, e bénéficié récomment de l'effacement de plus de la moitié de ses créances publiques. Le Mexique, grace à l'annulation d'une partie de sa dette bancaire dans le . cadre du plan Brady et surtout à la poursuite d'une politique. économique ouverte et rigoureuse, retrouve le chemin de la croissance.

Pendant ce temps, le Brésil. premier débiteur du monde en développement evec plus de 115 milliards de dollars de dettes, e'enfonce dans le récession et pretique un dialogue de sourds evec ses créanciers. Depuis six mois, les représentants du pays parlementant evec les banques internationales pour régler le problème des erriérés. Le Brésil n'assure plus le service de sa dette depuis la mi-1989 et le règlement du contentieux sur les amiérés n'est qu'un préalable à une négociation globale sur la restructuration des créances. On est encore bien loin de parler d'snaulation de dette. De passage à Paris en juillet

demier, le pétulant ministre des finances, M- Zelia Cardoso de Mello, avait fait grande impression à Bercy, evec son franc-parler. Surtout, le programme économique du nouveau président, M. Collor, entrait alors en action, et suscitait de grands espoirs. Autourd'hui, de nouvelles mesures d'ajustement ont été engagées, sous le nom de plan Collor II. et il paraît clair que ni l'inflation ni les déficits publics ne sont sur le point d'être maîtrisés. La rencontre de M- Cardoso avec

M. Bérégovoy, le 3 evril, est loin de s'être bien passée, le ministre français estimant que les 9 milliarda de francs la Coface interdisaient tout nouveau concours public. Là où l'on eppréciait l'audace, on critique aujourd'hui la prétention et la fierté. D'autant que la rencontre parisienne intervient eu lendemain d'une attaque lancée par le Brésil contre la Banque interaméricaine de développement, eccusée d'avoir bloqué un prêt important sous la mession des pays industrialisés. Le Brésil ne dispose pae actuellement, contrairement à l'Egypte ou à la Pologne, d'atout politique de taille, capable de concilier sa position avec celle de ses débiteurs. Mais il demeure le plus grand Etat (atino-américain, et sa sortie de crise, eu moment où des pays comme le Chili ou le Mexique retrouvent une conjoncture florissante, pourrait modifier radicalement le visage

économique de l'Amérique FRANÇOISE LAZARE

Le chômage en Allemagne est au plus bas à l'Ouest et au plus haut à l'Est

Le chômage e de nouveau baissé en mars en Allemagne de l'Ouest. pour atteindre son plus bas niveau depois dix ans. On comptait le mois passé 1 731 000 chômeurs, soit uoc baisse de 138 000 personnes par rapport à février et de 282 000 par rapport au début de l'année. Le taux de chômage s'est établi à 5,8% contre 6.9% en mars 1990 (taux calculé par rapport à la population active).

A l'est de l'Allemagne, l'effondrement économique a provoqué une nouvelle hausse du taux (mesuré sur la scule population salarice, ce qui sous-estime le phénomèce), qui a atteint en mars 9,2 % contre 8,9 % en fevrier. On comptait 808 000 chômeurs et 2 millions de personnes au chômage partiel.

Eviction de M. Maurice Derlin (FO) et de M. Emile Boursier (CNPF)

Double relève à la tête de la Caisse nationale d'assurance-maladie

du bureau confédéral de Force ouvrière, a été élu. jeudi 4 avril, président du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS). M. Maurice Derlin (FO), qui devait se succéder à lui-même, e été écarté au dernier moment. Le renouvellement concerne également le patronat, qui a désigné M. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale du CNPF, à la vice-présidence de la Caisse nationale.

Solidement installé à la présidence de la CNAMTS depuis 1967, M. Maurice Derlin, soixante six ans, se croyait sans doute inexpugnable. Tacticien avisé, il avait survécu aux turbulences des négociations sur les tarifs médicaux et amené les différents ministres des affaires sociales à composer avec lui. Outré que la Cour des comptes ait relevé les incohérences de la gestion de la CNAMTS et se soit étonné des notes de frais excessives de sou président, M. Derlin s'en était pris dernièrement en termes fort peu châties aux magistrats de la Cour, ce qui fui avait valu une condamnation à verser 20 000 francs pour diffamation. Atteint en principe par la limite d'âge, il n'en venait pas moins de contraindre le gouvernement à annuler in extremis l'evis demandé au Conseil d'Etat au sujet de sa rééligibilite...

On ne s'étonners donc pas que la chute de ce Machiavel bourru et secret, qui préférait les conspirations de couloirs aux négociations ou grand jour, se soit jouée au terme d'une révolution de palais et que son évic-tion ait été nrchestrée par ceux qui étaient censés le sontenir. Il y a quelques semaines, la position du président sortant, officiellement désigné par FO pour se succèder à lui-même, paraissait encore solide. Le « pape de l'assurance-maladies avait passé avec le gouvernement un de ces marchés dont il e le secret : les pouvnirs

publics acceptaient de fermer les yeux sur les problèmes juridiques liés à son âge comme candidat — l'ambiguité des textes pouvait permettre ce genre d'entorse - en échange d'un déblo-cage du dossier de la formule d'abonnement entre les médecins généralistes et leurs patients. Allie traditionnel et vice-président de la CNAMTS, M. Emile Boursier, soixante-dix-sept ans, representant du parronat de la métallurgie, n'avait pas fait obstacle à cet arrangement, mal-gré l'opposition du CNPF.

Le jeu de M. Giral

Cette fois, la manœuvre a échoué. Malgré l'avis favorable de la CNAMTS, M. Jean-Louis Giral, présidem de la commission sociale du CNPF, a tape du poing sur la table, estimant que l'introduction de l'abonnement, qui prevoit une généralisa-tion du tiers payant (dispense d'avance de frais) est de nature à encourager les dépenses. Mercredi M. Giral a prévenu M. Marc Blondel secrétaire général de FO, que le patro-nat ne voterait pas pour le candidat de son organisation. Prétexte officiel l'hypothèque pesant sur son égibilité. En fait, M. Giral, nouveau venu au sein du conseil d'administration installé le 4 avril, trouvait un moyen d'installer son autorité. Après avoir ravi la vice-présidence à M. Boursier. il bouclait la boucle.

Soucieux de maintenir l'alliance traditionnelle avec le CNPF, garante du poids de FO au sein des caisses locales d'assurance-maladie, M. Blondel e d'eutant moins les moyens de résister qu'il doit également compter avec l'opposition de ses militants trostskystes, adversaires résolus de M. Derlin et sortement implantés parmi les syndicalistes FO de la CNAMTS. Ceux-ci rednutent que la formule d'abonnement, qui prévoit de développer les instruments moné-tiques, n'engendre des surreffectifs supplémentaires dans les caisses locales. Le nouveau tandem qui va devoir gérer les 400 milliards de francs de l'assurance-maladie est celui des paradoxes. Proche du RPR, M. Giral plaide pour une stricte limi-

tation des dépenses, quitte à réduire les remboursements. Le président de la commission sociale du CNPF, qui vient d'annoncer qu'il ne demandera pas un nouveau mandat, ne pourra sièger en 1992 à la CNAMTS qu'avec l'accord de son successeur... Quant a M. Mallet, opposé à toute baisse des remboursements, il entretient des rapports privilégies avec la minorité d'extreme gauche, et l'on voit mai comment il pourra contrôler la remuante fédération FO des organismes SOCIAUX.

Ces contradictions expliquent sans doute le ton très modéré adopté jeudi par les nouveaux élus à propos de l'abonnement auprès du généraliste. Alors que FO comme le CNPF réclament que la CNAMTS sois de nouveau saisie de cette réforme, M. Mallet a adopté un profil bas en réaffirmant son attachement au « libre choix du praticien par le malade « ct en se déclarant partisan de « l'accès à un système de tiers-payant». Quant à M. Giral, il a préconist » des compromis les plus larges possible ».

ti est vrai qu'en relançant troo brusquement teur offensive contre la formule d'abonnement, les deux partenaires risqueraient de faire voler en éclat le fragile édifice de la conven-tion médicale de mars 1990. Compte tenu de leurs divergences, les deux hommes n'ont sans doute pas intérêt à déclencher dans l'immédiai une telle épreuve de force.

JEAN-MICHEL NORMAND

M. Jean-Marie Spaeth elu président de la Caisse nationale d'assu-rance-vieillesse. - M. Jean-Marie Spaeth, quarante-cinq ans, secrétaire national de la CFDT, a été étu, jeudi 4 avril, à la présidence du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-vicillesse des travailleurs salariés (CNAVTS). Il succède à M. Roger Meudec (CFE-CGC). M. Paul Aubert (CNPF) a été élu vice-président du conseil d'administration, qui s'est réuni ieudi pour la première fois oprès son Assouplissement du ni nationalisations ni privatisations

Le capital des groupes publics ouvert en cas d'accord stratégique

Les privatisations partielles d'entreprises publiques sont désormais autorisées en cas d'accord stratégique, industriel, commercial nu financier avec une partenaire français ou étranger. En publiant un discret décret au Journal officiel, jeudi 5 avril, le gouvernement généralise une politique d'application qui se veut « souple et pragmatique » du principe présidentiel du « pi-ni » (niprivatisation ni-nationalisation, aveit écrit M. Mitterrand dans sa lettre électorale à tous les Français). comme on le souligne au ministère de l'écocomie. Ce pragmatisme avait été employé lors du mariage de Renault avec Volvo, créaot un précédent. Le groupe suédois avait été autorisé il y a un an à entrer à hauteur de 25 % au capital du groupe automobile symbole des entreprises nationalisées.

Le besoin était urgent. D'abord parce que la loi de privatisation du 6 août 1986, vntée sous le gouvernement Chirac pour 5 ans, est venue à expiration le te mars. Elle mandatait le gouvernement pour privatiser 65 entreprises. La gauche n'avait pas aboli la loi après 1988 pour dif-férentes raisons, mais aucune entreprise n'a élé privatisée, conformé-

ment à la promesse de M. Mitterrand. Une partie utilisée de la loi (l'aspect respiration c'est-à-dire la vente de filiales de second rang) est prorogée et, au passage, le gouvernement en profite pour assouplir le principe des privatisations partielles.

Désormais, le capital d'une entreprise publique peut être ouvert à un groupe privé en cas de conclusion avec elle d'un accord stratégique. Il n'y a pas de timite de participalina si ce n'est 49,9 %, l'Etat conservant donc en tout état de cause la majorité. Pour Renault et pour les assurances, une limite de 25 % avait été posée. Il ne s'agit pas d'une vente car l'operation doit se passer par augmentation de capital. En outre, il ne s'agit pas d'un droit pour les nationalisées mais d'une opération de cas par cas dûment autorisée par le ministre de l'économie et des

Urgence aussi, car deux entreprises publiques en avaient besoin : Bull, qui veut faire entrer le Japoneis NEC au capital de sa bolding (la Compagnie des machines Bull). Et le Crédit lyannais.

Première illustration

Projet d'échange de participations entre le Crédit lyonnais et la Commerzbank

L'échange de participations contrepartie, prendrait une particientre le Crédit lyonnais et la Commerzbank, trnisième banque commerciale allemande, pourrait être la première application du décret sur l'puverture minoritaire du capital des entreprises publiques. publié ce 5 avril. Dans l'air depuis plusieurs mnis, ce projet pourrait, selon la Tribune de l'Expansion du 5 avril, se traduire par une entrée de la Commerzbank à hauteur de 7 % dans le Crédit lyonneis qui, en

bilité économique à ce métier d'ac-

tionnaire et à celui de banquier que

le groupe exerce à travers trois enti-

tés : la Banque Paribas, banque d'af-

feires internationale, la Compagnie

bancaire, groupe européen de finan-

cements spécialisés, et le Crédit du

Nord, banque commerciale fran-

çaise à réseau? « Nos quaire pôles

tiennent la route, et leur cohérence,

c'est le client, auquel nous essayons de vendre les produits et services de

deux on trois de ces pôles. » Ainsi

une entreprise, cliente, selon sa

taille, du Crédit du Nord nu de la

Banque Paribas, peut-elle se voir

proposer un appui en fonds propres

par le pôle participations, tandis que

la Compagnie bancaire lui offrira du

crèdit-bail. Tout comme un particu-

lier, client du Crédit du Nord,

pourra disposer d'un compte rému-

nere Cortal de la Compagnie ban-

caire et bénéficier des compétences

du département gestion privée de la

Si M. André Lévy-Lang estime

rionable » la complémentarité entre

les quatre poles, il y vnit aussi un

avantage : celui de l'équilibre entre

des secleurs aux conjunctures diffé-

qu'il s'est fixé : retrouver une renta-

bilité de 15 % des fonds propres -

auquel soni venus s'aiputer les 260

rentes. Afin de parvenir à l'objectif

Banque Paribas.

patinn de 10 % chez son homologue allemande. Une consœur connue de longue date puisque les deux banques appartiennent, aux cotés de l'italien Banen Di Roma et l'espagnol Banco Hispano Americano, au club européen Europartners, créé en avril 1970, et qu'elles se sont engagées dans une coopératinn étrnite. Celle-ci s'est traduite récemment par la constitution d'une société enmmune à Londres destinée à commercialiser des actions allemandes et par des innitiatives pour le sinencement d'investissements en Allemagne priep-

L'puverture du capital du Ctédit vonnais à son partenaire allemand entrerait donc bien dans le cadre d'un a accord de coopération industrielle, commerciale ou financière », prévu par le décret du 5 evril. Du côté des pouvoirs publics français, qui doivent donner leur aval à une telle ppération, comme au Crédit lypnpais, on ne veut faire aucun commentaire. A la Commerzbank, on dément qu'il y ait déjà un protocole d'accord mais on confirme l'existence de négociations et la volonté de parvenir à un accord. D'autant plus que cela constituerait une sortie en fanfare pour l'actuel président du conseil de surveillance de la Commerzbank, M. Walter Scipp, qui doit partir à la retraite cette année.

L'entrée de la Commerzbank à hauteur de 7 % dans le tour de table du Crédit lypnnais, à l'occasion d'une angmentation de capital, renforcerait les fonds propres de la banque française, qui en a bien besnin pour respecter les normes internationales de solvabilité - le fameux ratio Cooke, rappori entre les engagements et les fonds propres - après les investissements nombreux et importants que celle-ci a réalisés au cours des deux dernières années en France comme à l'étranger.

Cette prise de participation allomande ne remettrait pas en cause la majorité détenue directement nu indirectement par l'Etat. Actuellement, le capital du Crédit lyonnais est détenu en direct à 50,87 % par l'Etat et à 5,44 % par Thomson-CSF, ces denx actionnaires possédani en nutre 20,45 % du Lyonnais à travers la Société de participatinn banque-industrie. Le reste du capital est détenu par la Caisse des dépôts et consignations pour 4.67 % et en certificats d'investissements pour 18,55 %.

Cl. 8.

RADIO Le Monde TÉLÉVISION

Acteur du système financier français

Parihas. an

Paribas a tourné la page des années 80. Les modifications dans ses statuts et son état-major ne sont que le pertie visible d'un changement d'état d'esprit bien plus profond. Le groupe de la rue d'Antin a l'ambition d'être un acteur engagé et responsable dans le paysage capitaliste français. Plutôt côté privé. Et à sa facon katypique »: ni actionnaire benquier, style Deutsche Bank ou Crédit lyonnais, ni par l'Etat, lors d'une augmentation de capital de la compagnie d'assuactionnaire gestionnaire, style Suez, mais ectionneire financier rances, parce qu'il existe une coopéqui, tout en veillant à ses ration commerciale entre les deux intérêts, est prêt à donner les groupes. moyens de leur expansion aux sociétés dene lesquelles il e Investi. Sans pour autant chercher à les gérer.

Qu'on se souvienne du Paribas des années 80, parangon et promoteur d'un capitalisme sans capitaux, symbolisé par un enchevêtrement de participations et de boucles d'autocontrôle. Chef-d'œuvre de cet art financier : Empain-Schneider, groupe dans l'orbite de Paribes. dnnt M. Pierre Mauroy devait découvrir la complexité des liaisons financières - une véritable « raffinerie », selon sa formule - à son arrivée su pouvoir en 1981, avec l'épineux dossier Creusot-Loire, une des filiales dudit groupe. Quelques pourcent babilement repartis permettaient de contrôler, sans mise de fonds significative, un pretendu empire, immense chateau de cartes financier. Autant dire qu'en cas de besoin il ne se trouveit personne pour apporter un sou vaillant à une des sociétés de l'empire en difficultés. Les socialistes en firent l'amère

expérience evec la faillite de Creusot-Loire. « Arani, on contrôlais une société avec 15 % du capital. Maintenant, il faut être majoritaire» : le déclaratinn de M. André Levy-Lang, président du directoire de la Compagnie financière depuis evril 1990, oc souffre aucune ambiguité. Paribas ne fuit plus la position d'actionnaire n'y a pas d'opération industrielle dominant, elle la recberche. Mieux, elle considère qu'il n'est plus dans sa politique de prendre des participatinns dans des sociétés où il y a déjà un actionnaire majoritaire. Ce qui élimine, de facto, les entreprises publiques. A de rares exceptions près : par exemple, lorsqu'une telle prise de participation viendrait conforter des relations bilatérales fortes. Ainsi, Paribas n'exclut pas de faire partie du tour de table des AGF (Assnrances générales de France), majoritairement contrôlées

Solide, fidèle et actif

L'opération que Paribes lance aujourd'bui sur Ciments français et Poliet (le Monde daté 24-25 mars) est révélatrice de cette nouvelle logique. Paribas, déjà actionnaire de ces deux sociétés, veut prendre, à travers des échanges de titres, le contrôle total de Ciments français et majoritaire, sinon total, de Poliet. afin de constituer un vaste ensemble de matériaux de construction et de tenir à son égard le rôle d'un action-naire solide, fidèle et actif, prêt à le suivre dans des projets de développement que l'état actuel du marché poursier ne lui permettrait pas de

Certes, au passage, l'opération permet à Paribas de renforcer son propre actinoperiat, d'augmenter son capital, de réduire son autocontrôle et de consolider les résultats des deux sociétés. Ce n'est pas négligeable, mais là n'est pas l'essentiel. Nous avons voulu donner aux Ciments français et à Poliet les moyens financiers de se développer ». explique M. André Lévy-Lang. Les Ciments français evalent beaucoup investi (acquisitions en Espagne, en Belgique) et s'étaient endettés au poiot de ne pouvoir aller plus loin. S'ils evaient fait appel au marché. Poliet, leur actionnaire principal, p'aurait pas cu les moyens de suivre. « Le problème n'était pas urgent - il

immédiate à la cle -, mais c'est le propre d'un accionnaire financier de voir à long terme. » Actionnaire financier »: la for-

mule est lâchée et traduit bien la facon dont Paribas entend jouer son rôle dans le paysage économique français et dans le développement de ses entreprises. Avec un engagement moral et financier et une clarification de sa position qui n'ont pas toujours été de règle dans le passé. Et, par voie de conséquence, avec le désir de ne pas connaître les déboires des années 80. Ppur M. André Lévy-Lang, le

métier de prises de participations est un métier différent de celui de la hanque : le premier doit être rentable par lui-même et non par les retombées commerciales que le second peut en espérer, même si celles ci sont réelles, « C'est yrai au'il y a souvent une assez forte corrèlation entre la présence au capital d'une société et l'obtention du chef de filot pour les émissions de cette société», constate-t-il. Mais il refuse pour Paribas cette synergie banqueindustrie, réelle chez les banquiers allemands comme la Deutsche Bank ou désirée par le Crédit lyonnais. « C'est dangereux, car il y o concentration des risques sur une même société. En outre, ce n'est pas toujours souhaité par les entreprises. Au moins, nous leur disons cloirement que nous sommes leur actionnaire. mais pas forcément leur banquier».

« Anomalie biologique »

Le président du directoire de Paribas refuse tout autant d'intervenir dans la gestinn des entreprises dont la compagnie est actionnaire, même en position dominante. Pas question donc d'imiter Suez, opérateur dans la Société générale de Belgique. Une mis les movens donnés aux Ciments français et à Poliet, M. Lévy-Lang laisse à leurs patrons le soin de mener leurs npérations stratégiques.

Lang veut bien l'admettre, qui taxe gentiment la compagnie d'a anomalie biologique ». Comment trouver uoe cohérence et une renta-

un niveau atteint en 1989, - alors qu'elle a fléchi à 9,7 % en 1990. Aviourd'hui lo concurrence bancaire est telle que nous ne pouvons pas ipujours rentabiliser les fonds propres dans les seules octivités financières » De fait, en 1990, les participations ont contribué pour largement plus de la moitié aux 2,54 milliards de francs de bénéfice nel consolidé de la compagnie : le portescuille direct (49 milliards de francs) a dégagé 1,2 milliard de francs de bénéfices.

millions de francs de la COBEPA, holding belge qui chapeaute 10 milliards de francs d'actifs, sans compter les revenus des participations détenues (pont 1,5 milliard de francs) par la Banque Paribas. Mais, il n'y a pas si longtemps, la situation Inclassable Peribas? M. Lévyétait inversée. Alors... une « anomalie biplogique » p'est pas forcement un handicap économique. **CLAIRE BLANDIN**

عكذا ون الاجل

M. Hugues de l'Estoile quitte le groupe Dassault

Nommé vice-président de Dassault-Aviatinn en 1986, M. Hugues de l'Estoile, soixante ans, quittera, le 10 avril, le célèbre groupe séronautique français. auquel il appartenalt depuis 1977 et dont il était le responsable des exportations militaires. C'est une séparation à l'amieble. M. de l'Estoile symbolise, à sa façon, les succès de la France en matière de ventes d'annes.

Après quatorze ans de bans et toyaux services, M. de l'Estnile divarce donc d'avec Dassault. A soixante ans dans moins d'un mois, le vice-président du groupe, au crédit duquel on porte généralement l'exportation de plus de sept cents avions de combat entre 1978 et 1990, entame une nouvelle carrière. Au profit d'une multinationale, d'une banque d'afments étrangers? A cette interrogation, M. de l'Estoile ne répond pas.

Tnut un symbole, ce départ à Il ne laisse pas indifférent. Ce polytechnicien est arrivé très jeune à tous les postes de responsabilité qui lui furent confiés. A vingt-sept ans, il conduit les études sur la rentrée dans l'atmosphère des ogives des premiers missiles balistiques français. A trentetrois ans, il est sollicité par M. Pierre Messmer, alors ministre des armées du général de Gaulte, puis par M. Michel Debré, alors mioistre

d'Etat chargé de la défense nationale de Georges Pompidou, pour lancer les premières analyses prospectives dans l'ardre de la dissussion nucléaire. A trente-neuf ans, il devient, à la délégation générale pour l'armement (DGA), directeur des affaires internationales, e'est-à-dire l'homme qui promeut les exportations et la coopération en matière d'armements, ainsi que les transferts de technologie, pour le compte du gouvernement français et de tous les ndustriels en cause.

Eotre 1970 et 1974, sous l'impulsinn de M. de l'Estoile, la France gagne la confiance de vingt-trois pays, en Amérique latine, au Proche-Orient ou en Asie, qui seront ses nouveaux clients. A la demande de Georges Pompidou, il aura à négocier secrètement deux contrats «sensibles» avec des Etats soumis à embargo: l'Arabie saoudite, qui achète trente-six Mirage III eo sous-main au bénéfice de l'Egypte, et Israël, qui recevra en pièces détachées certains Mirage-5 interdits de livraison.

Sous le septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing, M. Michel d'Ornano, puis M. René Monory eo feront un nouveau directeur général de l'indus-trie, à charge pour l'intéressé d'installer des structures compétitives avec l'étranger dans le nucléaire, l'informatique, la chimie, l'électronique et l'automobile, ou - soit dit en passant - il cherche déjà à rapprocher la régie Renault avec le suédois Volvo.

Dassault l'appelle pour occuper, aux côtés du PDG du groupe Dassault-Breguet, Benno Claude Vallières, les fonctions de directeur général charge des affaires internationales, autrement dit la promotion et la vente des avions de combat. Entre 1978 et 1990, calcule M. de l'Estoile, lui et ses « commandos », comme il appelle ses commerciaux, ont vendu plus de sept cents appareils a l'exportation. Le nombre des pays clients a grimpe de vingt-trois à trente-cinq. Le chiffre d'affaires de l'entreprise est estimé à quelque 110 milliards de francs (valeur 1990). En quatorze ans, M. de l'Estoile a passé l'équivalent de quinze cents jours à l'étranger. A la mort de son père, M. Serge Dassault, l'héritier, le nomme vice-président en

Un départ prémonitoire

Deux ombres, pourtant, au tableau Le «protégé» de Marcel Dassault croyait aux chances du Mirage 4000 versing biréaeteur du Mirase 2000) et il se sera trompé : cet appareil n'eut jamais de suite. M. de l'Estoile n'a pas davantage réussi en 1989-1990 à exporter, et les carnets de commandes de Dassault sont restés plats : seuls les avions civils du type Falcon se sout vendus.

Aujnurd'hui, la séparation est consommée avec le fils du constructeur. Un divorce sans éclats. Mais un C'est en juillet 1977 que Marcel divorce, tout de même, pour cause

stratégie d'exportation agressive et de présence commerciale tous azimuts à rétranger - celle de M. de l'Estoile - et une politique du repli sur soi - celle de M. Serge Dassault, qui a «dimensionné» la production de sa société jusqu'en 1995 pour qu'elle tienne le choc en se contentant de la seule clientèle nationale – si, d'aventure, aucun autre contrat extérieur ne devait intervenir avant l'entrée en service de l'avion Rafale.

A ce jeu-là, disent les adversaires de cette dernière option, le groupe Das-sault court le risque de devenir - sans l'avoir cherché - un arsenal qui dépendrait des commandes du seul Etat français et, accessoirement, il naire».

donners alors des arguments aux partisans de sa nationalisation définitive.

60 000

Les efforts actuels de Dassault pour que la Finlande et la Suisse inclinent en faveur du Mirage 2000-5, contre le F-16 ou le F-18 américains, ne chan-gent pas fondamentalement le débat. Au contraire.

A l'heure où M. François Mitterrand évoque la perspective d'uo contrôle accru - à la condition qu'il soit coocerté à l'échelle internationale - sur les ventes d'armes à certains Etats, le départ de M. de l'Estoile pour d'autres horizons professionnels ressemble fort à la prémonition d'un homme qui a conoo «l'âge d'or» des industriels de l'armement et qui a choisi de s'éloigner au moment où ce temps est derrière lui. JACQUES ISNARD

Réaffirmant sa combativité

Philips met au point un système d'éclairage « révolutionnaire »

AMSTERDAM

de notre correspondant

Pinngé dans la restructuration la plus draconienne de soo histoire, Philips oe laisse passer aucuoe occasina de souligner la créativité de ses chercheurs et d'illustrer sa combativité. Trois petits mois après avoir fait part de la oaissance, d'ici à l'an 2000, de la cassette digitale, la multinationale néerlandaise a anooncé, jeudi 4 avril, la mise ao point d'un système d'éclairage « révoluting-

Pouvaot functioner pendant 60 000 heures d'affilée, soit snixante fois plus lnogtemps qu'une ampoule à incandescence et six fois plus longtemps qu'un oéon, la nouvelle lampe est composée d'un ballon rempli de vapeurs mercurielles qui, sous l'effet de l'énergie, dégage des ultraviolets. Cette « lumière jovisible » est cosuite transformée et répercutée par la poudre réfléchissante qui tapisse la paroi du ballno. Déonmaé Q L

Indoction lighting, ce système était à l'étude depuis dix aos et a été développé au cours des cinq dernières années

Il a enûté « beaucoup de millions », seion un porte-parole de la firme d'Eindhoven, qui nous a precisé que les premiers exemplaires de la onuvelle ampoule seraient introduits sur le marché européen en septembre prochain. Fabrique en Belgique et aux Pays-Bas, le produit est destiné au marché professinnnel : éclairage public et éclairage routier, essentiellement.

Soo adaptatioo aux ampoules grand public n'est pas exciue mais elle prendra « des années » : outre que « de nombreux progrès techniques sont encore nécessaires ». Philips n'a pas intérêt à commerciali-ser uoe génératino d'ampoules pouvant « vampiriser » les lampes à économie d'énergie que la firme a récemment lancées. En attendant, le message en provenance d'Ein-dhoven est... lumineux : pendant la crise, les travaux et les ventes

CHRISTIAN CHARTIER

Allemands, Britanniques et Japonais pourraient s'allier dans les télécommunications

despost Telecom et Nippon Tele- leurs propres spécialistes. graph and Telephone, les trois plus grands opérateurs de télécommunications en Grande-Bretagne, en Aliemagne et au Japoo, menent actueilement des discussions pour créer un service commun dans le damaine des télécommunications internationales.

Les trois entreprises, réunies pour l'occasinn au sein d'nn consortium répondant ao nom de code de Pathfinder, proposeraient aux multinationales de prendre en charge leurs problèmes mondiaux de télécommunications, les déchar-geaut ainsi d'une tâche qu'elles

British Telecom, Deutsche Bun- assumaient jusqu'à présent avec

Si cet accord se concrétisait, il pourrait représenter une concurrence sérieose au groupement constitué en novembre dernier, pour nffrir le même type de ser-vices, entre France Télécom et trois aotres opérateurs : l'américain ATT, le japonais KDD (Kokusai Denshin Daiwa Cn) et British Telecom, qui aurait ainsi un pied dans chaque camp.

A la différence de NTT, autorisé à offrir ses services sur le territoire japonais exclusivement, KDD peut opérer internationalement. -

Les investisseurs américains ont

en revanche fortement accru co

1990 ieurs achats de titres bnar-

siers étrangers, qui ont atteint le montant record de 30,8 milliards,

contre 19,1 milliards en 1989. Ces

achats ont dépassé ceux des étrangers réalisés aox Etats-Uois

(23,2 milliards), phénomène inédit

depuis 1974, souligne la SIA.

ETRANGER

Moins d'acquisitions d'entreprises et de bons du Trésor

Forte baisse des investissements étrangers aux Etats-Unis en 1990

Le montant total des iovestissements étrangers aux Etats-Unis a plongé de 71 % l'an dernier, passant de 170 milliards de dollars en 1989 à 48.9 milliards, en raison notamment du ralentissement de l'écocomie américaioe et de la baisse des taux d'intérêt américaios, selon une étude publiée jeudi par l'Associatina américaioe des firmes de courtage.

La chute a touché tous les secteurs. Le mootant des acquisitions d'entreprises américaines ou d'actifs immobiliers est tombé à 25,7 milliards de dollars (contre 72,2 milliards en 1989), tandis que les achats oets (achats moins ventes) de titres boursiers (actions et obligations) ont baissé de 76 % à 23,2 milliards (cootre 98,1 milliards).

Le porteseuille détenu par les investisseurs étrangers privés eo bons du Trésor américains a aussi dimioué de 4,3 milliards, alors qu'il avait progressé de 27,4 mil-liards en 1989.

Les Japonais ont été l'an dernier les plus gros vendeurs de boas du Trésor avec des ventes oettes totalisant 14.9 milliards, a précisé la

JOURNAL OFFICIEL

DES DÉCRETS

à Bombay.

DES ARRÊTÉS

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 4 avril :

Du 3 avril 1991 portant nomi-nation du directeur général de l'Ecole nationale supérieure d'arts et métiers.

- Do 2 avril 1991 portant nomi-nation d'un ambassadeur extraordi-naire et plénipotentiaire de la Répu-blique française en République de Corée.

- Du 2 avril 1991 portant nomi-nation d'un consul général de France

Du 21 mars 199t relatif au trai-tement informatisé de la gestion des dossiers des étrangers en préfecture.

Du 29 mars 1991 portant nomination du secrétaire général de l'Observatoire juridique des technologies

SOCIAL Un milliard de francs d'économies en 1991

Un accord est signé entre le gouvernement et les cliniques privées

Uo accord est intervenu, jeudi soir 4 avril, entre M. Claude Evin, ministre des affaires sociales, et M. André Talazac, président de l'Union hospitalière privée (UHP), sur une réforme du mode de tarification des aliaions du mode de tarification des cliniques privées. La FIEHP, l'autre fédération représentative, o'a pas donné son

M. Evin déposers au cours de la présente session parlementaire un projet de loi définissant un nouveau système de tarification qui entrera en vigueur en 1992. Celui-ci reprend les mêmes modalités que le récent accord signé par les binlogistes, soit une enveloppe globale, répartie régionalement. La tarification sera calculée non plus en le la condition de la calculée non plus en la laction de la calculée non plus en la c non plus sur la base d'un prix de jour-née mais en fonction de groupes de

Cet accord prévoit, dans l'immédiat, l'abrogation de l'arrêté du 28 décembre 1990, limitant le forfait de salle d'opération (FSO). Cette formule sera rempiacée par un nouveau système de calcui de ce finfait, qui réduit le coefficient qui rénunère les actes d'anesthésie. Une économie de l milliard de francs en 1991 est 1 milliard de francs en 1991 est escomptée. Par ailleurs, sera créé à partir du 1 octobre 1991 un forfait de sécurité d'environnement (FSE) applicable aux actes exploratoires effectués dans les établissements privés conventionnés. Les tarifs des cliniques autres que psychiatriques devront appliquer, rétroscrivement au i" avril, un taux directeur de 3.3 %.

Pour gagner 100 Paris-New York en Concorde: Embarquement immédiat.

Air France a choisi le Concorde comme symbole de son efficacité.

Du 2 au 19 avril, Air France vous donne la possibilité de gagner des voyages à bord du plus bel avion du monde.

Tous les passagers voyageant en Europe sur vol Air France participent automatiquement à un tirage au sort. Celui-ci est également ouvert à tous ceux qui en feront la demande par un simple coup de fil au Numéro Vert : 05.124.124. L'appel est gratuit Les gagnants pourront choisir leurs dates de voyage à l'aller



RANSPORTEUR OFFICIEL INTERNATIONAL DES XVIII JEUX OLYMPIQUES D'HIVEI

Flages horaires d'appel du Numéro Vert : 09 h 00 · 12 h 181 et 14 h 16 · 18 h 66 du fundi au vendred. Extrak du régement : · Air France Delégation Générale France organise un trage au sont. · Les 100 personnes urées au sont gagnernat un voyage allu-natuur Paris-New York en Condorde. * Ces personnes pourront bénéficier de cene offire du 01,05.91 m 31 08.91 et du 15.11.91 au 31.5.2.91 et ce, durée la britte des places dispondies au moment de la reservation. · La participation au grand tituge est gratuite et n'est het à aucune obligation d'achat. · Les gagnants seront aventir personnellement part déciphone dans la mesure oit its sout joignables. La liste des gagnants sera ensuite de province des Air france ne de la fin du mos de mai. Si parse ce délai, les personnes aux outres capitains seront déclarés gagnants. · La configence de la soutre ordination devait être producte, modificé ou annulée et ce si des cierronstances impréviers au cuceptionnelles l'exigencent. · Le téglement complet est dépose chez Maitre CABOUR. Huissier de Justice, et vera envoyé gratuitement, ainsi que la liste des gagnants sur simple demande adressee à : AIR FRANCE Operation Concorde * FCELS, 119, avenue des Champs-Étysées, 75384 Paris Cedes 08, France.

a combativité

t an point e « révolutionnaim

induction lighting or the same a l'étade depuis dis ani di développé au coars des als

Il a coute a branche qu finer s. selen un persone de firme d'Einskoven, qui tout les aremiers encisé que les premiers etc. de la neovelle amprile le introduits sur le marchi le en séptembre prochain en Beigique et aux parties produit est destiné et

produit on assurant lessonal colorest contract c Son adaptation 2.2 122 prend public n'es 20 2000 prendre con 200 200 200 prendre con 200 200 p que « de nombreus 7100 h ings and nemores received in the particle of the generalise of the récemment lantre. Et l' te message co protection dhaven est. Manager et continuent CHRISTIAN CHA

rationes et Japonais les télécommunicate

weenstances percent property leurs propres specialità Si tet antere in tiere. pourrait representer au-

vence serioute a. Ph constitue on his emina pour offert le memery wices, enter France Te tepis aufret erettiren cain ATT 7 THE (Kohnas: Dend'it Dir Bertath Te trem au in

Alle Subrecher ar Vit TAPER USE SET ASSISTED Japane stem strate

investissements etrat tate-Unis en 1990

TENTISES ET LE LES AL

Bu sanming allfair à 1990 wart in be ab at. 481. SBbr . Marke Straffgett un and district. Mertani ter en it hill Company to the state of ST SAGE make and a real or in the gert ten in in 178 5 Brancher Cit. Propose deppie 1- 4 - 3'0 42

SOCIAL

WALL ... - 10 M Un accord els entre le gouvers et les cliniques de

Mr. Park 3464 .

The growth of the Capacity the state of the state of A make a second Bushar E ZI A SW market March ate Colors Market Company THE COURSE

.

german de la c - 2-1-7° THE STATE OF THE STATE OF tu'r -

COMMUNICATION

Un entretien avec M^{me} Catherine Tasca « Je suis résolument hostile à la privatisation d'une des deux chaînes publiques » nous déclare le ministre délégué à la communication

Si la télévision publique e obtenu de l'Etat. 1,5 milliard de francs sur deux ans (le Monde du 4 avril), les des exonérations? polémiques sur son avenir ne se sont pas calmées pour autant. Le ministre de l'économie reste opposé à une augmentation de la redevance et effirme qu'e il n'est pas question d'endetter l'Etat pour désendetter l'audiovisuel». Les syndicats s'inquiètent des mesures. de restructuration qui menacent l'emploi sur A 2 et sur FR 3. Le Parti communiste continue d'affirmer que le gouvernement « prépare un mauvais coup > sur l'audiovisuel. Toutefois, l'association « Les pieds dans le PAF» a annulé sa

sions de la télévision publique. «Le gouvernement souligne comblen son effort an faveur de la télévision publique est important

LE MONDE

l'Union, par Jean-Marie Charvier.

éfaite arabe », par Zakya Daoud.

Catherine Coquery-Vidrovitch.

diplomatique

. UNION SOVIÉTIQUE : La Russie contre

ALLEMAGNE : Après l'autilication, le chagrin, par

• PROCHE-ORIENT : Les embâches de la paix, par

Claude Julien. — Un grand dessein, par Eric Rouleza. —
Les Palestiniens dans le grand jeu, par Alain Gresh. —
Les factures de la guerre, par Olivier Da Lage et Frédéric
F. Clairmonte. — Le jeu régional de la Turquie, par
Semili Vaner. — An Pakistan, l'armée affirme son natiomaisme, par A. Dastarac et M. Levent.

• MAGHREB : Déchirements après la « nouvelle

• MALI : Les couvaisions et la chate d'une dictature, par

JAPON : Faiblesse d'un titue économique, par

• SANTÉ : Combattre le sida « an nom de la civilisa

· MÉDIAS : Guerre et mensonges, par John Berger.

tion »? par Meredeth Turshen et Annie Thiband-Mony.

• ART ET SOCIÉTÉ : Soudain les murs de Dakar

fleurirent soes les fresques, par Jacques Bagnicourt.

manifestation du 6 avril, qui devait

célébrer « les funérailles de la télé

publique ». M= Catherine Tasca,

ministre délégué à la communica-

tion, explique ici les raisons de

l'aide de l'Etat et précise les mis-

et courageux. Mais n'est-ce pas aussi une juste réparation des erraurs passées : baisse de la redevence en 1987, multiplication

Vous n'avez pas tout à fait tort, mais il s'agit surtout d'assurer l'avenir. Pour partie, les sommes dégagées aujourd'hui vont combier pour les chaînes des maoques à gagner lies à des décisions politiques. Reconnaissez qu'il faut sussi un certain courage, en politique, pour reconnaître et réparer des erreurs. Surtout quand elles ne vous sont pas toutes imputables.

» Mais l'aide de l'Etat n'est pas uniquement destinée à apurer le passé. Elle se veut aussi une réponse au grand chambardement de l'économic audiovisuelle depuis 1987. Un chambardement aggravé par la priva-tisation de TF 1 mais qui était inévitable à partir du moment où la télévision publique se trouvait co concurrence avec des chaînes privées. Il a entraîné l'inflation des couts, un écart croissant entre le prix de la production originale et celui des pro-grammes acherés ailleurs. Ce miliard et demi de francs devruit permettre à Antenne 2 et FR 3 de faire face à ces problèmes et de rassembler leurs forces pour être présentes dans la compétition nationale et internatio-

Avril 1991

- Est-il vrai que certains membres du gouvernement estiment que la télévision publique est trop sinistrée pour se redresser et qu'il serait préférable de privatiser une des deux chaînes...

- Affaiblie sans doute, mais absolument pas sinistrée. Le gouvernement n'investirail pas, comme il vient de le faire, dans l'audiovisuel public s'il jugcait la situation désespérée. Il est naturei qu'au cours du débat qui accompagne toute crise, l'Etat s'interroge sur sa capacité à financer deux grandes chaînes nationales. Mais personne, au sein du gouvernement, n'a proposé la privatisation d'une d'entre

» Pour ma part j'y suis résolument hostile. Je crois – et e'est tout le sens de la loi sur l'hermonisation entre Antenne 2 et à FR 3 - que l'Etat a besoin de deux antennes complémentaires pour assurer toutes les missions de service publie et répoodre à la diversité des atteotes des téléspecta-

« Nous faison confiance à Hervé Bourges»

N'envisagez-vous pas l'introduction d'investisseurs privés dans des chaînes au capital

Ce serait ajouter à la confusion des rôles. Les capitaux privés ne voudraient pas s'investir sans espoir de profit. En télévision, la recherche du profit passe obligatoirement par une protu passe ocugatorement par une programmation commerciale, une stratégie bien éloignée des missions fixées aux chaînes publiques.

N'accordez-vous pas à M. Hervé Bourges ce que vous avez refusé à M. Philippe Guiffaume, son prédécesseur?

- Il faut être clair sur la responsabilité. L'équipe de M. Guilhaume s'est engagée en 1990 sur un projet de budget. En cours de chemin, elle a découvert qu'elle ne pontrait pas tenir ses cogagements mais o's jamais songé à alerter les conseils d'administration ou l'Etat-actionnaire. Au contraire, elle semble s'être ingénice à brouiller les cartes, à fausser les pistes. De telle sorte que nous oous sommes retrouvés brutalement en novembre dernier devant une ardoise considérable sans avoir les moyens d'analyser la situation et d'y porter remède.

» On ces responsables ne se sont pas donné les moyens de contrôler leur gestion, et on peut s'interroger sur leur compétence. Ou ils ant choisi délibérément une gestion déficitaire sans prévenir leurs conseils d'administration ni les représentants de l'Etat, et c'est leur loyante qui est en estion. A la lum lisés sur les chaînes, il y a eu sans doute un mélange des deux comportements. C'est inacceptable dans un rapport entre dirigeants et actionnaires, que l'entreprise soit publique

ou privée. » Aujourd'hui, nous faisons

En vente chez voire marchand de journaux - 18 F RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL:
15, RUE FALGUIÈRE,
75601 PARIS CEDEX 15
76L: (1) 40-65-25-25
Télécopieur: (1) 40-65-25-99
Télex: 206.806 F

ADMINISTRATION:

1. PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécopieur: (1) 49-60-30-10
Télex: 261.311 F

Edité par la SARL le Monde Durée de la société; cent aus à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F Principant associés de la société : Societé civile

Le Monde

« Les rédacteurs du Monde ». « Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises. M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président Françoise Huguet, directeur général Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montressay, 75007 PARIS Tél.: (1)45-55-91-82 on 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F

Le Monde TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM Imprimerie

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395-2037 Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration Renseignements sur les microffitns et iridet de Monde au (1) 40-85-29-33

ABONNEMENTS

fért, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

| where Hubert-Bear | ve-Méry, 94852 IV | KI-SUR-SERVE | | |
|-------------------|-------------------|-------------------------------|-------------------|--|
| TARIF | FRANCE | SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG | A COUDLE CTT CHAR | |
| | 400 F | 572 F | 790 F | |
| 3 mois | | 1 123 F | 1 560 F | |
| 6 mais | 780 F | 1123 F | 2005 | |
| G. Marie | t 400 F | 2 086 F | 2 960 F | |
| 1 20 | . 400 | | | |

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande Pour vous abonner, renvoyer ce balletin accompagne de votre regiement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnes sont invités à farmuler leur démande deux semaines avant leur dépan, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE 6 mois 🗆 Prenom .

Code postal : . Adresse: Veuillez avair l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimene

confiance à Herve Bourges parce qu'il a en le courage de refuser des budgets faussement équilibres et de mener ne coupe pas les programmes. une analyse complète et lucide d' » Il faut que ces différences se ren-Antenne 2 et de FR 3. C'est sur la base de ce constat que le gouverne-

- Vous parait-il juste que les salaries d'A 2 et de FR 3 payent aujourd'hui avec leur emploi les erreurs de leurs dirigeants ou les décisions de l'Etat?

ment a décidé de l'aider.

Ce ne peut etre juste. L'irresponsabilité de certains dirigeants ne devrait pas retomber sur les entreprises et leur personnel. Mais il serait encore plus injuste de persister dans l'erreur, de pratiquer la fuite en avant au risque de condamner ces deux chaînes à la régression, voire à la dis-

» L'an dernier – alors que nous avions mis en garde leurs dirigeants contre toute augmentation des effectifs, - FR 3 a cree trois cents emplois supplémentaires et Antenne 2 quatrevingts. C'est ce type de dérapage qui est parfaitement iojuste pour le personnel. Il serait malhonnete de prétendre qu'on pourra redresser ces deux entreprises sans toucher à l'emploi. Mais je souhaite qu'on étudie en même temps toutes les autres mesures d'économie possibles, tous les efforts de gestion. Et je suis persuadée qu'on peut en trouver beaucoup dans une meilleure synergie entre les deux

 Les chaînes publiques ne souffrent-elles pas d'une trop grande ressemblance avec les telévisions commerciales? Programmation très proche, presence de la publi-

- A les vouloir trop différentes, privecs de publicité, on risque aussi de les marginaliser. Si on veut bien reser objectif, les différences entre chaînes publiques et télévisions commerciales sont clairement visibles chaque jour sur l'écran : une programmation de

films plus diversifiée, plus de documentaires et des fictions audiovisuellles de qualité, une publicité qui

forcent. Antenne 2 et FR 3 doivent s'engager sur des terrains, des genres peu ou pas traites par les télévisions commerciales, et le champ est vaste : la musique, les émissions scientifiques, la diffusiun de spectacles vivants adaptés pour le petit écran, les programmes littéraires. Mais ne sous-estimons pas les difficultés : maintenir l'intérêt du téléspecteur pour la transmission d'un concert ou faire parler les gens de leur métier en restant passionnant suppose une grande iovention formelle. La téléviion publique doit retrouver le sens de la recherche, consier à des jeunes createurs le soin d'explorer des idées d'emissions nouvelles et leur donner

· C'est ce que vous attendez de M. Bourges et de ses équipes? - Le souçi de la recherche, de la création et l'investissement dans la production, bien sur. Je ne peux pas

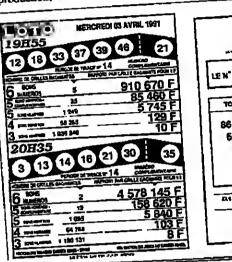
le temps pour les imposer.

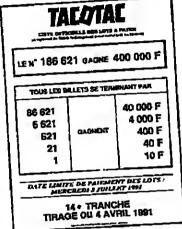
me resigner à ce que les heures de grande écoute soient automatiquement dévolues à des programmes médiocres et raccolours. L'audiovisuel public doit svoir l'ambition de rassembler le plus grand nombre de télé-spectateurs sur des émissions de qua-

» Il doit aussi veiller au pluralisme de l'information : les grands médias ont Irop tendance à normaliser les paroles, à niveler les différences. La television publique doit respecter les voix minoritaires, leur donner accès à l'expression au-delà du seul journal

» Enfin, les chaînes publiques me semblent avoir une responsabilité particulière envers la jeunesse. On ue peut pas désendre la création et négliles émissions destinées aux enfants et aux adolescents. La curio-sité, le goût de la beauté et de la qualité ne sont pas innes. Ce qu'on n'a pas découvert enfant est rarement familier une fois adulte. Dans cette lutte contre l'inégalité, la télévision peut jouer un rôle majeur.»

Propos recuestis par JEAN-FRANÇOIS LACAN





Le Monde L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE



17° arrdt

PRIX INTERESSANT

PARC MONCEAU

91 - Essonne

85 m² récept., 1 cnare., beins, réfeit neuf, 7° ét. S/pl. sem.-dén. 14 h 30 4 18 h 30 code 8 2 1.87 208, rue de Rivoli 5° arrdt

SAINT-SEVERIN Beeu 2 pièces dans imm ble XVIII- siècle, grande i teur sous pistond, cai 43.31.92.92

Me COURCELLES bal Imm. 11 cft. dole fiv., 3 chbres, beins, 115 m². Clair, calma. 8, rue Barye Sam, dim. 12 h-16 h 30 8º arrdt MALESHERBES 6 P. LUXUEUX

Imm. 1900 p. de taille rénové + studio de serviu a/pl. samedi et dimanche 14 h 30 à 18 h 30 17, rus Gal-du-Foy

MICHEL BIZOT (12.), proximité
bois de Vincernes.
appartement F3,
dans résidence neuve.
7- ét., acc., 68 m² + tes
vue dégagée, claif,
caina, cave, parking,
trais notare 3 %.
Prix : 2 300 GO F
AG FOURCADE

14. arrdt MONTPARNASSE 2 P. REFAIT NEUF

35 m² et 46 m² Imm. 1900 p. de talle S/pl. semedi et dimanchi 14 h 30 à 18 h 30 42, rue Raymond-Lossersi

ALESIA Oens Imm. pierre de T. UPERSE DUPLEX 170 m 15° arrdt

M. BUPLEIX Inm. récent it cft parit. séj...
1 chore, entrée, cuis., bains
44 m³ + 9 m³ balcon.
7º ét_ calme.
18, rue Lournei
Sem.-dumenche 14 h à 17 h ILE SAIRIT-LOUIS
A Vendre LIBRE: MURS
BOUTIQUE et basu S/SOL

bureaux M. VICTOR-HUGO Pierre de t. tt cht. Liv. dbie. 1 chbre, cuis., beins. 144, r. de le Pompe Sam-dimenche 14 h à 17 h Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL **DOMICILIATIONS** Constitution de sociétés et tous estrices 43-55-17-50

individuelles VAR (83) RAMATUELLE sur un terrain de 4.600 m² su calme dens les vignes MAISON PROVENCALE entièrement rénovée. qui living 75 m², 5 chambres, 2 salles de beins, 2 salles d'esu. Placine 11×5 m SAINT-TROPEZ AGENCE Tél.: 94-97-30-31 Verrières-le-Buisson

Ds perc boles, Imm. de 4 ét.
4 PECES, 75 m², au 3° ét.
54. 8 th. + loggias. Park.,
cave. Près tres commodités.
1 060 000 F. 50-11-56-92. SAINT-TROPEZ, RARE SAINT-THOPEZ, house Dans le centre du vieux St-Tropez, près Citadolle MAISON da village entibrement rénovée. 3 chambres. appartements achats SAINT-TROPEZ AGENCE Tal.: 94-87-30-31

CABINET KESSLER 78, Champs-Elysées, 8° Recherche de toute urgeno **BEAUX APPTS BE STANDING**

EVALUATION GRATUITE

terrains. VAR 83 - RAMATUELLE /AR 83 · FIAMA LUBBLE

• Exceptionnel >
TERRAIN,

très belle vue mer,
proche plage.

Superficie 4 000 m².

seelb, construction 400 m².

ST-JEAN-DE-LUZ
Résidentiel, pr. plage et com., villa 160 m² habit., penti terrain arboré, celme, aéj. avec chem., 4 ch.. 2 bra, décoration raffinée.
Prix: 2 800 000 F
Ag. FOURCADE - 59-23-51-91 ou 59-24-29-88

particuliers NOGENT

MAISON DE STYLE triple recept. cuis. équip. 2 bns. dress. cuis. équip. terr. + join 250 m² gd a/soi s/place semedi et dimenche 14 h 30 à 18 h 30

propriétes A existr sud Le Mons 10 min.
TGV. 5 km autorouta
superbe propriété 1,5 ha,
parc aménagé plan au
1.200 m² compren. maison
habit. 330 m² au sol.
500 m² habit., 300 m²
dépend., gareges, vollères.
bergane. Part à part.
1181 43-75-77-25

SAINT-TROPEZ

SAINT-TROPEZ
Dans un parc privé
avec gerdiennage,
très belle
PROPRIÈTÉ de 400 m²
avec living da 120 m²,
5 ch., 5 salies de pardien. 5 ch., 5 salles de balm.
Logement de gerdien.
Piscine 14×3.
Pool house avec salle
A manger d'été.
Terrain de 3.500 m²
engazonné al planté.
Exp. Sud-Ouset.
SAINT-TROPEZ AGENCE
Tél.: (18) 94-87-30-31

L'AGENDA Près Marseille
SEPTÈMES
Part, vends pavillon T4
dens lettasement. 80 m².
garage, jardiner, tarrasse.
Prix: 550 000 F.
Tél.: (31) 64-04-15 (bur.1
(81) 51-87-65 (après 19 h).

ROLEX or scier homms

ASSOCIATIONS

Sté linguis : en immersion G.B. Péques, été. Tél.: 43-61-32-64. Sessions

et stages ABC DES LANGUES : cours de langues sur mosure pour sericulers et emeprises, cours privés, path groupés, létéphone séance d'easai grapute, Tél. : 42-26-05-90.

YOGA Stages pour débutants 15-04 - 29-04 à 11 h ou 22-04 -08-05 à 20 h. Centre de Yoga Siverands. 123, bd Sabstopol 2-TEL: 40-25-77-49.

 Prix de la ligne 49 F TTC (25 signes, lettres ou espaces).
 Joindre une photocopie de déclaration au J.O.
 Chèque ibellé à l'ordre du Mande Publicité, adressé au plus tard le mercreti avant 11 heures pour permi La rubrique Associations pareit 1005 les vendredis, aous le tare Agende, dans les pages annonces classées.

Les pertes de Qantas et de Varig les bénéfices d'Air India

Les compagnies aériennes mon-diales continuent à dénombrer les effets d'une année difficile pour toutes. L'australienne Qanias et la brésilienne Varig ont enregistré des pertes, mais Air India annonce des bénéfices.

Qantas, compagnie d'Etat austra-lienne, qui doit être prochainement privatisée, a annoncé jeudi 4 avril qu'elle devrait supprimer de 3 500 à 5 000 emplois sur les 17 000 qu'elle compte actuellement. Elle reconnaît en effet des pertes d'exploitation d'environ 350 millions de dollars australiens (soit 1,5 milliard de francs), dus aux effets combinés de la récession et de la guerre du Goife.

Les pertes de la compagnie brési-lienne Varig ont atteint 130 millions de dollars (plus de 700 millions de francs), et, là encore, le plan de stabilisation écocomique engagé en mars 1990 s'est conjugé avec la hausse du prix des carburants après le déclenchement de la crise du Golfe. Mais Varig affirme ne pas remettre en cause son programme d'expansion.

Air India se singularise en enregistrant un bénéfice net de 33 millions de dollars (180 millions de francs), avec un chiffre d'affaires en progression de 18,5 % (889 millions de dollars), « malgré les multiples problèmes qui ont paralysé l'industrie aérienne mondiale».

Mouvements en vue sur le capital d'ELM-Leblanc

Moios de trois semaines après le règlement devant les tribunaux du litige opposant M. Mercel Leblanc, président d'ELM-Leblanc, à son petit-fils Laurent Dreux sur la propriété de 20 % du capital, la dernière effaire indépendante de chauffe-eau dans l'Hexagone fait à nouveau parler d'elle. Jeudi 4 avril, en fin de séaoce, la cotation des titres ELM-Leblenc a été suspendue sur le marché au comptant. Cette suspension a élé décition financière », a indiqué la Société des Bourses françaises dans un communiqué.

M. Marcel Leblanc, qui délient anjourd'hui 34 % du capital de la société et est, à ce titre, le principal actionnaire, n'est probablement pas étranger à cette opératioo. Agé de quatre-vingt-quatre ans, le président du groupe o'a jamais caché qu'il céderait ses parts dans l'entreprise à un partenaire extérieur, en choisissant de préférence un repreneur français, une fois le conflit avec son petit-fils réglé. La justice a tranché le 29 mars eo sa faveur. Parmi les acquéreurs potentiels, le oom d'un britannique, le groupe Hepworth, qui contrôle Saunier-Duval, est fréquemment cité.

Degrémont a repris son expansion

Degrémoni, filiale ingénierie de yonnaise-Dumez (à 76 %), rétablie depuis 1987, a retrouvé son dynamisme avec une progression, en 1990, de 37 % de son chiffte d'affaires consolidé (atteignant 2,8 milliards de francs, dont 1,8 à l'étranger), dont 18 % à périmètre constant, sans perdre de rentabilité: le résultat net (70.3 millions de francs) a progressé de 29 %, malgré une perte de 15 millions en Espagne par suite de la destruction du siège de la filiale par l'ETA . Pour 1991, la société table sur une progression parallèle de 10 % à des actions, dont le cours de bourse approchait les 1 800 F fin

D'autant que les nouvelles exigences européennes en matière d'assainissement ouvrent de bonnes perspectives. Mais le « marché fondamental » pour la. société reste l'Asie, avec des contrats aux Philippines (notamment pour Maoille), en Malaisie, au Sri Lanka pour l'eau potable, et en Chine. D'autre part, elle a constitué avec sa maison mère une société, Aquasource, pour commer-cialiser ses nouvelles stations de filtration de l'eau par membranes, dont elle souhaite construire une dizaine par an en France (deux existent déjà, une troisième va ouvrir prés de Paris).

Béghin-Say augmente son capital de 3 milliards de francs

Le groupe Béghin-Say a décidé de procéder prochainement à une augmentation de capital pour « poursuivre son expansion dans differentes branches, notamment en Allemagne pour le secteur de l'amidon et éventuellement pour le sucre et l'huile dans les pays de l'Est », indique un communiqué publié le 4 avril.

L'opération comprendra une ausmentation de capital d'environ un milliard de francs, prime d'émission comprise, et une émission d'obligations convertibles pour quelque 2 milliards de francs. Le groupe Ferruzzi, qui détient environ 61 % du capital de Béghin-Say, a fait part de son intention de souscrire à ces opérations.

EN BREF

D Plusieurs magasias de Leningrad sont privatisés. - Selon le quotidien soviétique les Izvestia, le conseil municipal de Leningrad a privatisé quatre magasins d'Etat, les vendaot au plus offrant lors d'une émission de télévision. Cette vente aux enchéres a duré vingt minutes et a rapporté 3,5 millions de roubles (10 millions de francs environ au taux de change commercial). Le maire de Leningrad. M. Anatoly Sobchak, a d'eutre part indique que la privetisation de loge-ments de la ville, la deuxième en importance du pays, commencerait le 16 avril - (4FP.)

n La Chine vieillit vite. - Sclon le Quotidien du peuple de Pékin, la Chine comptait lors du dernier recensement de la population, en juillet 1990, 100 millions de personnes agres 1990, 100 multions de personnes agres de sa population totale. La proportion devrait dépasser 10 % en Fan 2000 et atteindre 19,3 % en 2025 avec 280 millions de personnes. Ce vicillis-sement, conséquence de la réduction des naissances, ve entraîner une charge croissanle pour les personnes actives; on complerait en 2025 une personne de plus de soixante ans pour trois actives, contre une pour sept aujourd'hui et une pour six en l'an 2000. – (AFP.)

□ Coutrat de 300 millions de francs pour Bonygues au Nigeria. - Bouy-gues Nigeria Limited (BNL) vieot de signer un contrat d'environ 300 milions de francs pour la réalisation du siège social de l'United Bank of Alrica à Lagos (Nigéne), a annoncé le 4 avril un communiqué de la maison mère, le groupe Bouygues. Ce contrat comprend la construction, dans le quartier de Marina, d'une tour de vingt-eine niveaux, composée essen-

tiellement de bureaux et équipée d'un béliport. Les travaux devraient durer

C Le post-tunnel du Grand Belt retardé. - L'ouverture du pont-tunnel danois du Grand Belt, qui reliera l'île de Sceland (et la capitale, Copenha-gue) eu continent va être repoussée de l'automne 1993 au printemps 1994 (pour les trains) et de 1996 à 1997 pour les automobiles, a annoncé jeudi 4 nvril le président de la société constructrice, la société publique A/S. Ce délai est dù aux difficultés rencontrées dans le forage du tunnel ferroinire, qui e treize mois de retard. D'autre part, le coût des travaux va atteindre 19 milliards de couronnes danoises (environ 16,8 milliards de francs) au lieu des 17,85 milliards prévus au départ, en raison du choix d'un pont pour la partie est du lico fixe, selon le PDG de A/S, qui demande une «railonge» d'un mil-liard de couronnes à l'Etat.

O Deutsche Bondesbahn et Stinnes veulent exfer un grand groupe de traus-ports intermationaux. - La Deutsche Bundesbahn (DB, chemins de fer alle-mands) a annonce jeudi 4 evril son intention de créer avec la société Stinnes AG (filiale de Veba) uo grand groupe de transports internationaux employani 20 000 personnes. Pour y parvenir, les deux groupes envisagent la fusion de deux de leurs filiales respectives, les transports Schenker et les Iransports Rhenus-Wiechelt, fusion encore soumise au feu vert des autorités. Le groupe ne de cette fusion réaliserait un chiffre d'affaires d'environ 11 milliards de deutschemarks (plus de 37 milliards de francs), dont 8 milliards sont à mottre sur le compte de

NEW-YORK, 4 avril 4 Marché indécis

Après le repli enregistré mercredi, la Bourse de New-York e'est mon-trée très indécise jaudi en attendant la publication des statistiques sur le chomage aux Etats-Unis pour mers.

chomage aux Etats-Unis pour mars.
L'indice Dow Jones des valeuro.
vedenes e clòturé à 2 924,50, enbaisse de 2,23 points (0,08 %).
Quelque 199 millions d'ections ont
été échangées. Le nombre des titres
en heusse e dépassé celui des
valeurs en belase dans un rapport
d'environ 3 contre 2.

Les investisseurs commencent à douter de la reprise économique douter de la reprise économique américaine qui, en principe, aurait dû être initiée par la fin de la guerre au Proche-Orient. Or, selon des estatistiques du département du travail publiées jeudi 4 avril, le nombre des demandeure d'emploi durent le troissème semaine de mars a esteint son riveau le plus élavé depuis fuit ans. Les taux d'intérêt à long terme om nettement reculé après cette annonce. Les analystes doutent toutefois que la Réserve fédérale assouplisse sa politique de crédit dans l'immédiat.

Sur le marché obligataire, les taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, sont tombés à 8,17 % jeudi en fin d'après-midi, contre 8,24 % mercredi soir.

| YALEURS | Cours du 3 surf | Cours du 4 auril |
|--|--|--|
| Alicas ATT Bowing hisalustan Bank Our Forg de Namours Easteren Kodak Econs Ford General Hotors Coodyater | 85 1/2 34 5/8 47 1/2 18 5/8 39 3/9 42 1/4 58 32 1/8 71 1/4 36 3/8 23 3/4 | 55 1/8 34 3/8 45 1/8 17 38 1/4 42 5/6 57 1/2 31 5/4 71 7/8 37 7/8 23 1/4 |
| Revi TT Model CV Place Schlamburger Tensico U.A.I. Corp. ex-Allegis U.A.I. Corp. ex-Allegis U.A.I. Corbido U.S.I. Warrisofhouse Xarox Corp. Xarox Corp. Xarox Corp. TT TT TT TT TT TT TT | 113 1/8 58 64 3/8 81 1/2 67 1/4 63 7/8 147 1/8 17 1/8 29 3/8 58 3/8 | 13 1/2 68 7/8 64 5/8 67 6/8 67 6/8 149 1/4 17 1/4 31 1/8 28 7/8 56 U8 |

LONDRES, 4 avril 1

Toujours plus haut

Les valeurs ont terminé la séance de jeudi en légère hausse au Stock Echange de Londres. L'indice Footsie des cent grendes valeurs s'est apprécié de 5,4 points, soit un gain de 0,2 % à 2 524,5, battant einsi, son précédem record datant de la veille. Le volume des échanges s'est légèrement contracté, passant de 697,7 millions de titres mercredi à

Après avoir inscrit un «plus haut » ebsolu au coure de le séence à 2 544,7 points, l'Indice Footsie e réduit sensiblement soe geine, effecté par l'ouverture en baisse de Well Street. L'annonce du maintain des taux d'intérêt affemands à leurs niveaux actuels, alors que la marché craignait une heusse destinée à sou-tenir le deutschement, n'e pas réussi à redynamiser la tendance.

Les groupes de distribution alimentaira, les magasine, les brasse-nes, les compagnies d'eau et d'élec-tricité ont progressé tandis que les banques, les pérrollères, les essu-rances et les chimiques ont été imé-guières.

PARIS, 4 avril 4

Prises de bénéfices

Après neuf séence de hausea contrastée ot, maigré tout, près de 5 % de gaino, la Bourse de Parte a un peu fiéchi, jeudi, sous le poide des ventes bénéficiaires. En retrait de 0,31 % dès les premiers échangeo, les valeurs françaises om évolué au cours de la matinée sans adopter de réelle orientation. Ainei, à l'issue d'une heure Ainei, à l'issuo d'une heure d'échangeo, l'indice CAC 40 s'inscrivait en heusse de près de 0,3 % avant de replonger à nou-veou dens la rouge, une demi-heure plue tard. En fin de matinée. la tendance était plus clairement définie : l'indicateur ebandonnait pluo de 0,4 %. Plus terd dens l'eprès-midi, peu avam l'ouverture de Wall Street, le mouvement de balase sa reuronimale. oe was surer, is morement to balsse sa pourouvalt, streignent 0,5 %. A la clòture, lse valeuro françaises s'inscrivelent en recul de 0,85 %.

de 0,85 %.

A l'évidence, les opérateurs ne sont pas friands de risques, après le hauce eensible do cee dornières semaines, ils ont jugé prudent de prendre leur bénéfice. Ces vertes bénéficaires ont principalement effecté des voleurs comme Peugeot, qui o'était apprécié de 1,2 % mercredi en elôture, ou Alcetel Alsthom. En l'ervanche, la Générale occidentale, qui est revenue à le cotation jeudi, e gegné 16,2 % sous l'effet d'opérations d'erbitreges. Cette vive progression est le conséquance directe de la perité retenue dans l'opération de fusion-absorption d'Alcatel Alsthom sur la Générale occidentele 4 litree Alcatel Alsthom contre 3 titree Alcatel Aisthorn contre 3 titres Générale occidentale). Notons aussi, pour corte aéance, la sus-pension, décidée par lo Société des Bourses frençaises, de la cotation das titres ELM-Leblanc eur le marché au comptent et ce jusqu'à nouvel avis (lire nos infor-mations ci-contre).

TOKYO, 5 avril 1 Bien orientée

Après un début de journée pla-cée sous le eigne des prises de hénétice, la Bourse de Tokyo s'est ressaisie, terminent la jour-née de vendredt sur un gein de 0,3 %, selon l'indice Nikkei. Ce dernier etteint le nivesu des 26 767,33 yens, soit une hausse de 77,52 yene. A Tokyo comme sur les eutres

places financières, les opérateurs attendeient le publication des chif-freo du chômege eméricain pour mars, qui seront confus ce ven-dredi 5 avril. Ils ont donc limité Le volume des transactions du

natin etteignait quelque 250 millions de titres, contre 300 millions jeudi metin et 460 millione pour l'ensemble de la journée.

| VALEURS | Cours de 4 metit | Cours do 8 amil |
|---|---|---|
| Attal Bridgestone Canon Fuji Bank Hoode Motors Hotel Motors Allestant Henry Sony Corp. Toyon Motors | 807 (150 1 800 2 840 1 500 1 780 806 8 660 1 680 | 761 1 150 1 500 2 670 1 480 1 750 816 8 580 1 850 |

FAITS ET RÉSULTATS

u CM8-Packaging s'impose ia rigueur en 1991. - MB-Packaging, leader européen de l'emballage, issu de la fusion en evril 1989 du français Carnaud et du britannique Melei Box, vivra à l'heure de la Melei Box, vivra à l'heure de la rigueur en 1991. En présentant ses résultats pour 1990, le président du groupe M. Jeao-Marie Descarpenfries a annoncé jeudi 4 avril, la pauso dans les investissements et les opérations de eroissance externe. Arrèté à 1,02 milliard de francs, le bénéfice net (part du groupe) de CMB-Packaging a enregistré une baisse de 13,9 % en 1990. Hors éléments exceptionnels, le recul du résultat est eucore plus sensible à 24 %. Ces performances plutôt médiorres vont ineiter le plutôt médiocres vont ineiter le groupe à poursuivre des efforts de groupe a poursuive des errors de restructuration déjà engagés au cours de l'année demière et qui se sont soldés par le départ de plus de 4700 salariés (soit enviroo 13 % des effectifs totaux). Le chiffre d'affaires du groupe est en légère housse à 24,4 milliards de francs.

DEssilor: baisse de 38 % da béné-fice. — Le leader mondial des verres correcteurs. Essilor, a annoncé jeudi 4 avril une baisse de 38 % de son hénéfice net consolidé à 196 millions de francs en 1990, contre 315 millions de francs en 1989. Le communiqué du groupe précise que les résultats 1990 intègrent une provision exceptionnelle de 12 millions de francs pour réduction d'effectifs. Essilor explique que le raientissement économi que et une « pression concurrentuelle uccrue» se sont conjugués à «la poursuite de l'effort de recherche et de développement », et au renforcement des structures commerciales pour faire chuter le résultat. Le chiffre d'affaires s'est établi pour sa part à 4.98 milliarde.

établi pour sa part à 4,92 milliards de francs, en hausse de 6 %. ci La Radiotechnique: perte de 364 millions de francs. — La Radio-technique igroupe Philips) a annoncé jeudi 4 avril, un résultat nei consolidé pour 1990 en perte de 364 millions de francs. Le résulde 364 millions de franes. Le résul-tat net part du groupe, déficitaire lui aussi, se traduit par une perte de 291 millions de francs en 1990, contre 63,4 millions de francs lors du précédent exercice. Ces pertes ressortent pour l'essentiel de la constitution, pour la fitiale Philips électronique grand public, de pro-visions exceptionnelles pour cause de restructuration, d'un montant de 582 millions de francs. Durant

la période, le ehiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 9,14 mil-fiards de francs, eo augmentation de 7,4 % par rapport à 1989.

D Le hollandais Veadex vent vendre sa partipation dans les grands magasios américains Dillard. — Le groupe familial nécriandais Vendes a l'intention de veadre les 25 % que sa filiale américaine Vendamerica détient dans le capital des grands magasins Dillard, basés dans l'Arkansas. Le prix escompté atteindrait 891 millions de dollars (environ 4,9 milliards de francs). Le groupe néerlandais, qui a vendu en février six de ses 23 graods imagasins hrésitiens et cherche des acquéreurs pour le reste, souhaite replier ses activités vers l'Europe, replier ses activites vets i budge, tour eo allégeaot la charge finac-cière de ses dettes à court terme (2,2 milliards de florins, soit envi-ron 6,6 milliords de francs) et à long terme (1,9 milliard de florins). Dillard exploite 186 grands maga-sios au sud des Etats-Unis.

 Rawait Alrways reprend ses vois o Rawalt Abrways reprend ses rols
de Loedres. - La compagnie koweïtienne Kuwait Airways a repris
igudi 4 avril ses vols à partir de
Londres, sor un trajei New-YorkLe Caire - Behrein - Bombay. Bahrein servira de quartier général des
lopérations à la compagnie, qui
s'était installée au Caire pendant le
conflit du Golfe, en attendant la
remise en étal des installations de
Koweït-Ville.

D Benetton : 133 milliards de liver de bénéfices. - Le groupe de prêt à porter Benetion a réalisé en 1990 un bénéfice net de 133 milliards de lires en 1990 1572 millions de francs), a indiqué la société ita-tieone à l'issue d'une réunico de son conseil d'administration. Le chiffre d'affaires consolidé a attein 2 060 milliards de lires (11,1 mil-liards de francs), soit 24 % de plus qu'en 1989. Avec 6 300 magasins répartis dans une centaine de pays dont le Japon, sur fequel un effort important à été réalisé en 1990, le groupe est solidement implanté à l'étranger. Un effort a notamment été foit en 1990 à destination du francs), a indiqué la société itaete foit en 1990 à destination du Japon. Par ailleurs, Benetton a annoncé avoir investi 12 millions de dollars pour la création d'une usine de tissus au Brésil et un pro-jet de 18 millions de dollars pour une autre usine qui produim égalo-ment les tissus utilisés pour les vérements fenettes vetements Benetton.

PARIS

| Se | con | d ma | rché | (adlaction) | | |
|----------------------|----------------|-----------------|----------------------|----------------|-----------------|--|
| VALEURS | Cours prēc. | Demier cours | VALEURS | Cours préc. | Demier cours | |
| Alcord Cibles | 3770 | 3770 | Guintoli | 971 | 571 | |
| Arrest Associes | 280 | 290 | 100 | 258 | | |
| Asystel | 105 | | DIA | 305 | 312 | |
| BAC | 157 | | klanova | 132 |] | |
| Bque Verne (er BICM) | | 886 | Immob, Hötsüks | 890 | 885 | |
| Boson Ly) | 385 | 381 | LP.B.M. | 100 | 100 | |
| Boisset (Lyon) | | | Loca investis. | 277 | 290 | |
| CAL-de Fr. ICCU | | 1111 | Locarnic | 94 | | |
| Calberson | | | Magra Corner | 149 80 | 148 | |
| Cardi | 580 | | Miclex | 151 | | |
| CEGEP. | 175 | | Presbourg | 84 90 | 84 87 | |
| CFP.L | 315 | 305 60 | Publifispendi | 366 | 360 50 | |
| CNUM | 915 | 818 | Rhight | 600 | | |
| Codecour | 279 50 | | Phone-Alp.Ecu (Ly.) | 298 | | |
| Conforane | 819 | 820 | St-H. Matignon | | | |
| Creeks | 250 | 292 40 d | Select Invest (Ly) | | | |
| Dauphin | 465 | | Seribo | 485 | | |
| Delctricat | 500 | | S.M.T. Gouph | 134 | 132 | |
| Demadry Worms Cie | | | Sopra | 262 90 | 258 | |
| Descuerne et Grei | 296 | 295 | TF1 | 310 | 310 | |
| Devariev | 1070 | | Thertsador H. (Ly) | 280 | 280 | |
| Davile | 398 | | Uniog | | | |
| Dolisos | 145 | | Viel et Cie | 112 | 112 | |
| Editions Balland | 261 | 265 | Y. St-Laurent Groups | | 782 | |
| Europ. Propulsion | 370 | | | | | |
| Finacor | 126 | | F | | | |
| Frankoneris | 148 | | LA BOURSE | SUR M | INITEL | |
| GFF (croup.for.f.) | 314 80 | 313 | | | | |
| Grand Liver | 380 | | 9Z 1 | E TAI | LZ | |

| Notionnel 10 Nombre de contrats | % Cotation | ATIF n en pourcent | age du 4 avri | 1991 | | |
|------------------------------------|------------------|-----------------------|---------------|------------------|--|--|
| COURS | ECHEANCES | | | | | |
| | Jain 91 | Sept | . 91 | Dec. 91 | | |
| Dersier | 195,68 195,56 | 10: 10: | 1.40 1.54 | 105,34 105,50 | | |
| | Options | sur notions | el | | | |
| PRIX D'EXERCICE | OPTIONS | D'ACHAT ' | OPTIONS | DE VENTE | | |
| NOS D CONCICE | Jum 9t | Sept. 91 | Juin 91 | Sept. 91 | | |
| 104 | 1,78 | _ | 0,36 | 0,87 | | |

BOURSES CHANGES PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90) Dollar: 5,6545 = 3 avril 4 avril 129,40 129,90 113,10 113,40 Le dollar o poursuivi sa baisse vendredi à Tokyo, dans l'attente de statistiques américaines, cédant 1,15 you à 136,30 yens à la clôture contre 137,45 yens jeudi. A Paris, en revanche, le billet vort était en très légère progression à 5,6545 F, veodredi eu cours des premiers échanges entre baoques, contre 5,6530 F à la clôture des échanges interbançaires de jeudi et 5,7005 F au fixing du même jour. (SBF, base 100 : 31-12-81) Indica général CAC 489.89 491.21 (SBF, bese 1000 : 31-12-87) Indice CAC 40 _____ 1851,89 1 836,21 NEW-YORK (Indice Dow Jones) 3 gyril 4 gyril 2 926,73 2 924,50 LONDRES (Indice e Financial Times ») 3 avril 4 avril 2 519,18 2 524,58 FRANCFORT 4 avril 5 avril 2 014 28 2 097 20 Dollar (en DM).... 1,6710 L6698 137,40 85,35 5 avril es d'or... 4 avril TOKYO Dollar (en yens). 137,48 136,30 FRANCFORT 3 sary 1 577,50 1 571,97 MARCHÉ MONÉTAIRE TOKYO Paris (5 avril)...

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR | | Uai | MACHE | DEU | X MOIS | SIX MOIS | | |
|-------------------------------|--|--|---|---|---|---|---|--|--|
| | + bas | + heurt | Rep. + | ou dip | Rep.+ | ou diq | Rep.+ | ou dép | |
| \$ EU \$ cas. Yeu (190) | 5,6490 4,8850 4,1476 | 5,6530 4,8906 4,1520 | + 153 - 13 + 48 | + 163 + 1 + 57 | + 303 - 29 + 100 | + 323 - 4 + 118 | + 845 - 8 + 372 | + 885 + 46 + 404 | |
| DM Florin | 3,3847 3,0040 16,4500 4,0249 4,5501 10,0850 | 3,3891 3,9069 16,4670 4,0307 4,5570 10,0960 | + 4 + 4 + 30 + 26 - 93 - 230 | + 20 + 12 + 80 + 41 - 67 - 210 | + 7 + 5 + 0 + 49 - 181 - 490 | + 29 + 20 + 100 + 75 - 148 - 440 | - 1 + 10 - 10 + 227 - 497 - 1060 | + 42 + 40 + 259 + 269 - 443 - 976 | |

| TAUX DES EUROMONNAIES | | | | | | | | |
|-----------------------|--|--|---|--|---|---|--|---|
| \$ E-U | 6 1/16 8 1/16 9 1/16 9 1/16 9 3/8 11 12 3/16 9 5/16 | 6 5/16 6 8 1/4 8 8 15/16 9 9 5/16 9 9 3/8 9 8 5/8 8 12 7/16 12 9 9/16 9 | 1/8 1/16 3/16 9/16 1/2 3/8 5/16 | 6 U4 8 1/8 9 1/8 9 3/16 9 7/16 8 1/16 12 17 1/2 9 7/16 | 6 U8 7 7/8 9 U16 9 U8 9 U4 8 U2 11 3/8 12 5/16 9 5/16 | 6 1/4 8 3/16 9 1/4 9 1/2 8 5/8 11 7/8 02 7/16 9 7/16 | 6 5/16 7 9/16 9 1/4 9 3/16 9 3/8 8 1/4 1/ 3/8 11 3/4 9 3/8 | 6 7/16 7 11/16 9 3/8 9 5/16 9 5/8 8 3/8 11 7/8 11 7/8 9 1/2 |

Ces cours pratiqués sur le marché loterbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde-RN ENTREPRISES à 22h15 sur RTL

Vendredi 5 avril Jacques Maillot,

Lundi B avrii Daniel Tribouillard, PDG de la société Léonard.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

VALEURS

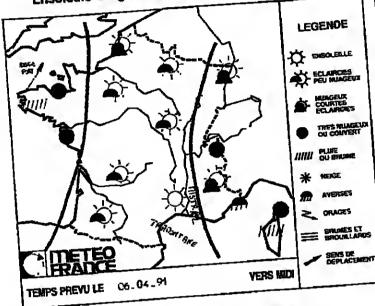
MATIF

ECHEANCES

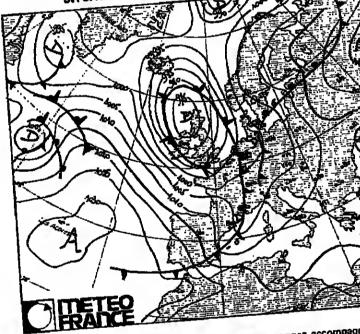
| 71. | MARCHES FINANCIERO | és à 10 h 13 |
|--|--|---|
| PARIS | | r Dennier X |
| [other/con] | BOURSE DU 5 AVRIL Règlement mensuel Règlement mensuel | COMPA |
| URS Cours Dans | melice VALEURS pricial coers coers + 210 Secretor 20150 | |
| 258 8 | 300 CAL 37 35 | |
| 30 <u>5</u> | 1551 Recent Part I I I I I I I I I I I I I I I I I I I | |
| 500 Esc. 130 | \$60 (Artispide 722 722 722 722 722 722 722 722 722 72 | |
| 25 % | 420 ALSF 422 425 425 +0.71 1910 | |
| 15. 3.2 3.2 3.2 3.2 3.2 3.2 3.2 3.2 3.2 3. | 2989 Afron. Fronz. 2750 2331 2180 425 December Assession 275 275 2231 281 +2.00 4500 isoske 268 108 108 108 108 108 108 108 108 108 108 | |
| Market 255 | 200 Bull | |
| Good 5 | 475 Barrier 502 496 495 19 -137 115 Experien 500 100 100 100 100 100 100 100 100 100 | |
| NUMBER IN EAST 200 | 700 Bt 786 786 1800 0mm (Print) 1800 0mm (Print | |
| eCo | 870 Britan Tech 509 198 2748 4308 1180 Escope L 1163 1140 1171 -052 25 UF 8 Local 1180 Escope L 1271 1300 Professiona 1771 1300 Profe | |
| A BOURSE SUR MINE | 2420 100grain 2808 276 276 276 276 277 278 277 278 | |
| 36-15 TAPEZ | \$22 \$25 | |
| AA-12 F.W | 50 Canto All 1980 1980 1980 1980 1980 1980 1980 1980 | |
| I F | | |
| ECHEANCES | 136 50 136 60 13 | |
| MAG E | 355 CGI info 383 384 884 +0 44 146 immoh. Febric 175 50 178 75 20 -1 05 1600 Squar 1600 453 50 +0 75 20 125 De Beers 273 | 1 1 1 1 1 1 |
| 1954 Es | 785 CICA NR. 570 | |
| CHAY OF ONE SE | 105 105 | 4/4 |
| TERME | COMPTANT (sélection) Cours Dernier VALEURS Cours Dernier Cours Dernier Cours Dernier Cours Dernier Cours Cours Dernier Cours Dernier Cours Cour | Freis incl. net 127 55 124 144 59007 99 59007 98 |
| LTV) | VALEURS du nova. coupon VALEURS préc. cours VALEURS 618 Etrangères Agruppe. 783 33 749 66 Fructiè Epurgea 666 41 835 52 Province Entrangères 7447 66 7447 | 11325 02 11313 71 112 50 111 39+ 265 18 01 265 18 01 1066 70 1040 68 |
| Y 6 | Obligations CLT.RAM PA 2805 Mors | 131 48 128 28 538 90 911 55 160 69 158 32 |
| | Empleie 9,8%78 7 10 Compton 600 450 Compton 600 450 Compton 600 450 Compton 600 450 Compton 600 60 | 938 97 896 30e |
| BOURSES | September 1178 129 1188 119 | 244 74 233 84+ 244 74 233 84+ 752 90 718 76+ 199 48 190 43+ |
| Valore States | OAT 10% 5/2000 106 0 57 Cr Universal Civit 126 126 Perix France | 518 32 495 77 • 13485 01 13431 28 • |
| A CONTRACTOR | 9 ORT 10,30% 1985. 106 06 -2 61 Delateds. 1830 Path Colores. 1855 105 06 -2 61 Delateds. 1830 Provided to the second sec | 1580 10 1580 15 12583 77 12337 03 1257 99 1257 99 |
| frageta p. m. m. m. m. m. m. gen | CFF 10,25% nov 90 111 Sept. Bound Victor 2520 Promotive CI 130 Goodyser Ties 130 Average Light 134 147 77 Leffens Japon 138 75 133 98 Scene Associate 130 Goodyser Ties 171 Aux Capital 134 12 12 12 12 12 16 Leffens Rendement 181 07 183 28 Scene Associate 130 Average Light 130 | |
| Indianation 150 | CMB Parlies 6000F 2 93 Sector-Fines 774 Ava NF 114 29 103 37 Ava NF 114 29 103 37 114 29 103 37 114 29 103 37 114 29 103 37 114 29 103 37 114 29 103 37 114 29 103 37 113 20 32 | 1469 68 1396 82 676 08 657 99 422 87 411 55 |
| All salesting | CM 1/82 5000F 98 8 05 Park lar Eservicit 1872 1885 S.A.F.L.C. Alexan 249 211 500 Michael Blank 22 Capitable 1184 81 1167 30 Lion Australia 1184 81 1187 20 Lion Australia 1184 81 118 | 1206 49 311 22 |
| THE THE PARTY OF THE PARTY OF | CHCA 961 FMAC 1690 1700 September 139 139 80 painted from 847 Comparation 3158 90 3165 139 90 23801 94 23801 9 | 1106 37 1068 11 1347 99 1286 86 1554 45 |
| Dige. | Appendix Found F | 2724 37 833 66 801 59 1284 04 1243 52 1106 48 1074 25 |
| Tradest # The | France SA (14) 1805 | 6092 62 5998 21 594 39 598 50+ 143 89 137 59 |
| REANCAIRE DES | Column C | 12935 116310 44 118316 44 5129 81 5079 12 |
| The state of the s | Comparison Com | 018 35 596 c. Sé |
| | Actel 250 1255 Inmobile 304 60 Sopori 165 166 Hors-Cote Energis 223 45 323 46 Natio-Monkrains 251 64 05 U.A.P.A. Bales C.Monason 1250 1255 Inmobile 251 64 05 U.A.P.A. Immobile 252 64 05 U.A.P.A | 196 46 189 36 154 67 148 98 125 35 120 62 |
| | B.N.P. Intercont | m. Cardg |
| | Bidermann Internet 015 3380 3218 o Lumbert Fibras 484 1562 Tastar Acquirus 681 1562 1562 Tour Gifes 1562 1562 Tour Gifes 1562 1562 1562 1562 1562 1563 156 | 1313 Z2 1290 1420 10 1385 48 1420 17 2524 64 |
| EUROMON'A | Carribodgs 735 750 Localisation 480 480 ULT.A. 2200 2474 Direct Assurances 140 Epigras Monde 187 R3 182 80 Oblicio-Mendia 187 R | 215 22 215 22 1 Actions 1300 75 1288 02 1738 01 1697 18 |
| | C.E.G.F. Frigor. 410 414 3J Louve 3750 1785 1780 1785 1785 1780 1785 1785 1785 1785 1785 1785 1785 1785 | 48078 39 48052 36 26768 18+ |
| | Chestopes No. 187 187 Mag Uniprits 182 Mag Uniprits 187 1 | |
| | COTE des COURS DES BILETS MONNAIES COURS COURS COURS COURS COURS DES BILETS MONNAIES COURS COURS COURS COURS COURS DES BILETS MONNAIES COURS COURS COURS DES BILETS MONNAIES COURS COURS DES BILETS MONNAIES COURS COURS DES BILETS MONNAIES COURS COURS COURS DES BILETS MONNAIES DES BILETS MONNAIES DES BILETS MONNAIES DES BILETS MONNAIES DES BILETS DEVISES DES BILETS MONNAIES DES BILETS DEVISES DES BILETS MONNAIES DE BILETS DEVISES DES BILETS DEVISES DES BILETS DEVISES DE BILETS DE BILETS DEVISES DE BILETS DEVISES DE BILETS D | PUBLICITÉ |
| | PMANUAL | INANCIÈRE |
| onde-f | Column C | Renseignements: 15-55-91-82, poste 4330 |
| REPRISE | Dementarik (100 fr/d) | |
| | Non-age (100 sch) 5 48 163 166 16 164 164 164 164 164 164 164 164 | |

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour la samedi 6 avril 1991 Ensoleillé en général, aggravation par l'Ouest.



SITUATION LE 5 AVRIL 1991 A Q HEURE TU

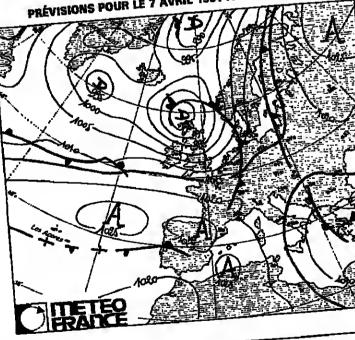


Dimenche : passages pluvieux. - La pluie qui sura traverse le pays au cours de le nuit se situera à la mi-journée de l'Alsace au nord des Alpes (neige vers 1 500 ml. Aprèe cea pluies, emélioration avec un ciel peu mageux en général au sud de la Loire (sauf sur les Pyrénées, où les nuages resterant accrachés). Les vente souffleront de nard-oueat modéréa à assez loris près des côtes méditerranéennes. Au nord de la Lore, lea écleircies geront moins bellea et l'amélioration sera de courte durée :

de nouveaux nuagea accompagnés de petites pluies intermittentea ou de bruine arriveront au cours de la matinée sur la Bretagne et gagnerant progressivement tout le nord du pays l'après. midi et au cours de la nuit. Capendant les vents faibliront (encore 40 km/h de sud-ouest en Manche) et c'est l'impression de douceur qui dominere. Lee températures minimales iront de 5 à

7 degrés, les maximales s'étageront de 12 à 14 degrés dans le Nord, 15 à 18 degrés dans le Sud.





| FRANCE AJACCIO 15 7 C BIARRITZ 10 6 D BOURGES 10 3 D SEEST 12 5 N CHERBOURG 10 8 N CHERBOURG 13 4 N DLION 12 5 N CRENOBLE 17 G CRENOBLE 17 G LIMOCES 8 3 N LIMOCES 8 3 N LIMOCES 18 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 | ETRANGER ALCER 18 10 C AMSTERDAM 13 5 D AMSTERDAM 13 5 D AMSTERDAM 13 5 D AMSTERDAM 16 8 D ATERNES 16 8 D BANGKON 36 26 D BANGKON 15 6 D BANGKON 15 6 D BANGKON 15 5 D BANGKON 15 6 | 5 P 5 D 15 D 10 D 2 N 2 D 16 D 24 B 5 D 1 E 1 E 1 E 1 E |
|---|--|---|
|---|--|---|

LISBORONE

CANDESS.

D

B

A TU = temps universel, c'est-à-dire pour le France : heure légale noins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document étable avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

VENTSE

P

0

Orașe.

T

zem pět

PHILATÉLIE

L'Imprimerie nationale selon Moretti

La poste mettra en vente géné-rale, lundi 5 avril, un timbre d'une valeur da 4 F pour le 350 anniversaire da l'Imprimerie nationele (IN). Raymond Moratti signe là son treizième limbre pour



ques uns 4,00 | parmi 0 les 0 0 conservés dans fonds unique par la Cabinet des

de

poincons. Avec un peu d'alteolion, on peut avoir l'affigie da Gutenberg se détachar de cette composition originale. L'IN, créée par Richelieu en 1640, imprime aujourd'hui 73 000 tonnes

de papier (annuaires du téléphone, papiers d'identité, code général des impôts...) et emploie 2 050 personnes pour un chiffre d'affaires de 1,9 milliard de francs en 1990. Le timbre, au format vertical 22 x 36 mm, est imprimé en hélio-gravure en feuilles de cinquante.

PIERRE JULLIEN

▶ Vente anticipee à Paris, les 13 et 14 evril, de 10 heures à 18 heures, eu bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert è le Cité des sciences et de l'industrie, espace quest, niveau 0.

austrie, espace quest, investo o, 30, avenue Corentin-Ceriou, Paris-19•; le 13 avril, de 8 heures à 12 heures, à Paris-Louvre RP et à 12 neures, a rans-Louve nr et à Paris-Ségur et, de 10 heures à 17 heures, eu Musée de la Poste. 34, boulevard de Vaugirard, Paris-15 (boîtes aux lettres spé-► Séance de dédicace de Ray

mond Moretti pour son timbre-poste les samedi 13 et dimanche 14 avril, de 15 heures à 18 heures, à la Cité des sciences et de l'indus-trie, en face du bureau temporaire. ➤ Souvenirs philatéliques (encarts, cartes postales), renseignements:
Pierra Leulerc, club philatélique de
l'Imprimerie nationale, 27, rue de
la Convention, 75015 Paris.

Les timbres

de la guerre froide La Fédération des sociétés philatéliques du Denemerk procède ectuellement à le vente de timbres-poste tout à feit extreordinairee : des timbres « de secours » ou «d'état d'urgence» imprimés par le poste danoise à l'épopar le poste danuise à l'epo-que de la guerre froide, en 1963, qui devaient être utili-sés par le Denemerk, pour merquer se souveraineté, en cas d'occupation d'une partie de son territoire et de destruction de l'Imprimerle

Le secret avait été scrupuleusement gardé sur ces timbres, conservés dene des



psquets scellés pourvus chacun d'une plaque d'impression pour retirage éventuel, conservés dens huit dépôts stratégiques.

Aujourd'hul, le guerre froide est à ranger eu rang des souvenirs. Mais surtout, res souvents, was surtour, l'emploi généralisé des mechines à affranchir, rend obsolète ces précautions et justifie la dispersion de ces timbres-témoins.

Ces timbree, de couleur rouge, sens veleur faciale, comportent l'inscription afrais de port intérieur ». Leur vente est organisée au profit de l'ection de le fédération (30 couronnes pièce), bloc de dix timbres d'un seul tenant maximum, tirage total. un million d'exemplaires. Les invendus eu 31 décembre seront détruits.

➤ Renseignements, commendes: Danmarks Filate-list Forbund, Vester Vold-gede 123, DK-1552, Copenhague V. Denemark (compte chèque postal spé-ciel m 499-00-99).

CARNET DU MANJE

Naissances Victor, Karine et Camillo OSOROVITZ

ont la joie d'annoncer la naissance de Ladislas-Benjamia,

le 29 mars 1991, à Senlis.

- Eliene Auguste, son épouse, Leslie Auguste, sa fille. Gyn Gausscrand sa mère, Robert Auguste, Claire Auguste

sa sœur, ont la douleur de faire part de la mort

Joel AUGUSTE, le 2 avril 1991, à l'âge da trente-nauf

« Une lettre se détache de notre L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, le lundi 8 avril, à

Oo se réunira à l'entrée priacipale, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14.

79, rue de Tolbiac, 75013 Paris.

- M. Charles Bernon, son époux, Catherine et Bertrand Mats, ses enfants. Nicolas, Emmaoaelle, Marie-Chariotte,

s petits-enfaots. Les familles Bernon, font part du décès de

M= Charles BERNON, née Simonne Boucharia, professeur retraité, survenu le 31 mars 1991 à Paris.

Les obsèques oot eu lieu à Auraont-Aubrac, dans le caveao de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part. 33, rue des Archives, 75004 Paris. 9, evenue de Peyre, 48130 Aumont-Aubrac.

 M. et M≈ J. Thoridaet et leur fils. M. Jean Bouchaud

et son fils. Les familles Bauchaud, Thoridnet, Girard, Delaugerre, Thebauld, Dirou, Seunnaneche, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Henry J. BOUCHAUD, capitaine au long cours, fondateur en 1943, à Casabianca, de la FédéraUon des officiers de la marine marchande, ancien commandant

ancien commandant
de la compagnie Paquet,
ancien membre
du Canseil économique et social,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre aational du Mérite, flicier de l'ordre aationat du Meri croix de guerre 1939-1945, médaille d'argent du saavetage, médaille d'honneur des Marines, chevalier du Mérite maritime,

survenu le 21 mars 1991, dans sa qua-

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-mité le 27 mars.

Clos Taillefer, 55, Grande-Ruc, 78250 Gaillon-sur-Montcient.

- Annie Meillan, ses enfants et petits-enfants, ses enfants et pents-emants,
Antoine Debré,
ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part de le mort

Geneviève DEBRÉ, née Cahn.

le 28 mars 1991, dans sa quaire-vingt scizième année. Elle ctait la veuve de Germain DEBRÉ,

mort en 1948.

14. evenue de l'Observatoire,75006 Paris.34. rue de l'Université,75007 Paris. · On nous pric d'anconcer le décès

M. Georges GAVREL, chevalier de l'ordre national du Mérite, ingénieur principal adjoint à la SNCF, survenu à Eeghico-les-Baios, le 20 mars 1991, daos sa quatre-viogt-

De la part de M= Georges Gavrel, M. et M= Jean Pigne et leurs enfants, Sa famille, Ses amis

27, rue Paul-Delinge, 95880 Engkien-les-Bains.

- M. et M. René Gourevitch
et leurs enfants,
Sylvie et Antoine,
M. Charles Gourevitch,
Les Emilles Gourevitch, Gluzman et Kouchoiroff, La société Mon Repos, font part du décès de

M. Mendel GOUREVITCH,

leur père, grand-père, parent et ami, surveau, te 3 avril 1991, dana sa quà-Les obsèques earoet lieu le lundi

On se réuaira à la porte principale du cimetière parisiea de Bagneux à

Ni fleurs ni couronoes. Cet avis tient lieu de faire-part.

11 bis, rue Faidherbe, 7501t Paris. - Ramon et Mathilde Creixams de

Herrera, ses enfants, Diego et Alma, Clande et Mauricette Gosselin,

ont la tristesse de faire part du décès de Nana de HERRERA,

survenu le 4 avril 1991. Cet avis tient lieu de faire-part. 14, rue Girardon, 75018 Paris.

Diana PARISOT est décédée le 2 avril 1991.

Jacqueline, Fabio, Francesca, Luca

Fumagath, Michèle Ostini, Christiane Adenot, Michel Ciment, Marie-Josée Giocanti, Max Tessier, Nicole Thomas.

- René Teulade, président de l'UNMRIFEN-FP Et le conseil d'administration,

ont le regret de faire part du décès de

Michel PEUREUX, trésorier général de l'UNMRIFEN-FP, président du GAIA.

Le corps sers exposé à t'amphithéâtre de la clinique MGEN-Talma, face à l'hippodrome, à Maisons-Lastitle (Yveliaes), le samedi 6 avril, de 8 h 30 à 9 h 30.

Prière de n'apporter ni fleurs ni cou-

Des dons peuvent être adressés à la Fondation de l'avenir, 17, avenue de Choisy, 75013 Paris, CCP 33-30 Paris.

Strasbourg, Grenoble, Rosheim.

Mulhouse, Fort-de-France. Marie-Antoinette Reibel, Claudie et André Bolzinger, Yves et Cathy Reibel, François et De Reibel,

Domiaique et Jean-Paul Meyer, Thomas et Anne Bolzinger, Catheriae, Simoa, Beatrice Bolzinger, Stéphane et Marie-Christine, Hervé, Valérie Reibel,
Sophie, Benoît Reibel,
Guillaume, Valeolioc, Juliette

Florent, Mathieu, Manon Bolzinger, ses enfaats, ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants,

Et tous ses proches, onl la tristesse d'annoncer le décès de Mª René REIBEL, née Andrée Quérette,

entevée à leur tendre affectian le 25 mars 1991, dans sa quatre-viogt-

Les obsèques oot eu lieu à l'église et su cimetière de Rosheim (Bas-Rhin).

- M. Emile Morali,

M. Olivier Morali, son fils, Mª Brigitte Szenkier,

oot l'extrême douleur de faire part du Tola SZENKIER,

épouse Morali, née le 4 février 1942 dans le ghetto de Varsovie, surveno le mardi 2 avril 1991.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 4 avril, au cimetière parisien de Pantin. 3, rue François-Ponsard, 75116 Paris,

Nos abonnès et nos actionnaires, benéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Moode », sont près de bien voulou nous com-muniques leur numéro de référence.

- M- Abel Verdier, M. ci M. Jacques Logaride

et leurs enfants, M. et M= Patrick Verdier et leurs enfants, M= Catherine Verdier-Seignol et ses enfants. M. Marc Verdier

et ses enfants. ses enfants et petits-enfants, M= Laurence Moziman,

Ses beaux-frères, belles-sœurs et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Abel VERDIER,

deur de France (e.r.), amoussadeur de France (e.r.),
officier de la Légion d'homeur,
croix de guerre 1939-1945 avec palme,
médaille de la Résistance avec roscite,
ancien président de l'Académie de Mācon.

survenu à Paris, le 3 avril 1991, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Une bénédiction aura liea le lundi 8 avrit, à 10 h 30, ea l'église Saint-Pierre du Gros-Caillou, 92, rue Saint-Domioique, Paris-7°.

8, rue du Général-Camos, 75341 Paris Cedez 07.

Avis de messe

- La famille Et les amis de

Jean PRAT, ainsi que de sa mère

M= Simone de VERGENNES. se réuairont le lundi 8 avril 1991, à 17 heures, eo l'église Saint-François-Xavier, 12, place da Préident-Mi-thouard, Paris-74.

Messes annivers - Pour le premier anniversaire du Charles in

 $\mathbb{Z}_{\mathcal{F}}$

jā s

rappel à Dieu de

M. Autoine MASUREL,

une messe sera célébrée en la chapelle de l'Ecole militaire, le mercredi 10 avril 1991, à 18 heures, 13, place Joffre, Paris-7.

- La messe acciversaire à la Henri VARNA

sera célébrée le mercredi 10 avril 1991, à 11 heures, en l'église de la Trinité.

Anniversaires - Le 5 avril 1987

Philippe AYDALOT nous quittait. Une pensée est demandée à ceux qui

De la part de Marion,

Ses parents. - Pour le cinquième anciversaire de la mort de leur cher époux, père et grand-pere,

M. JOH PRASQUIER,

la famille se réuaira le dimanehe 7 avril 1991, à 11 heures, au cimetière de Bagneux, entrée principale.

M= Débora Prasquier. Le docteur et M= Richard Prasquier et leurs enfants. Soutenances de thèses

- Université Paris-Sorbonac, Paris-IV, salle des Acres, centre admi-nistratif, le 10 avril, à 14 heures, Mahmoud Mestah: « Les élites et les idéologies politiques en Tunisie. De la totte anticologiale à la tutte pour le pouvoir ...

> THÈSES Tarif Étudiants 50 F la ligne H.T.

CARNET DU MONDE

40-65-29-94 ou 40-65-29-96 Les evis peuvent être insérés LE JOUR MEME s'ils nous perviennent event 9 h au siège du journal, 15. tue Falgulère, 75015 Paris Telex : 206 806 F

Télécopieur : 45-66-77-13 Taff de la ligne H.T. Toutes rubriques Abonnés et ectionnaires done diverses 95 i es écudiants ...

1947.20-4.20**-20-20**

The second second The second section is a second A STANKE STANK STANKING a and the me.

والمحارضة الماسي

- Augustin

-, 1.5 A STATE OF THE PARTY AND ADDRESS.

and the same of th

· Party and

1.4

M. et Ma daque: Legande at leurs entants M. et M. Painck Verdier is leger entants. Me Carpenne Verdier-Seignich

el set enlants - M Marc Verber es has craiteris. des enfants et petits-enfants,

12 (2003)

Me Laurence Moziman. Ses beaus from bolles-sauer et ican calanta. et feart caracie.

M. Abel VERDIER

ambamadon de France (e.) efficient de la Lepton d'hâceen ceses de guerre 1974 1545 hem Ro source or garden de la Reminere mer form de Müzun

anevenn & Parry, le 5 avril 1961, affe Sine benediction aura im gine Sant and Sant Sant Carlon Ca Dommerque, Paris."

No rue du Cientral-Campa 175343 Paris Cedes (IV Avis de mess

La famile tis bes armit de Jess PRAT.

seeds que de sa mere Age Simone de VERGENNE ur rennerem le lueute à pietite. 17 Begger, on Teplor to others. Masier, 12 place in Francisco

Messes anniversal Peac to premier unriverses report a Dara de

M. Astroine MASURE

MERCE BEID LESET FOR CO. As Picot weller . . . to meet 196: a th fraim Settle, Paris ? le Em ameran umb feren .

State of Heart & ARNS and a second second A St. Mercen and the training Anniverse 44 * 44+2 × 51

Philippe Avintin Miller Astelle: 電子製料 经中间产品 计工作工作 5 to 10 " 1 *** > March 1 Sign

> M. John Ph. Say Citt. a see 197 The Control of the Co

gregge of all the Soutenances CE TE 11 The 12 , ha Manager has a sque shandar

(50)848 $Y_{i}(x) = x^{-1} + e^{\frac{\pi i x}{2}}$ 50 1 la ligne H.I

CARNET D. WORT Ar way winds at of the state of the state of . कः **ध**ाःषी THE R. P. LEWIS CO., LANS. No. Book Car and standard had to puel to the I had EMPT A.

TF 1

RADIO-TÉLÉVISION

Vendredi 5 avril 0.10 Musiqua: Live. Muzikera 22.30 Journal et Météo.

22.55 ➤ Documentaire : 20.50 Variétés : Tous à la Une. 22.50 Sport : Boxe. Championnat du monde WBA des super-moyens, à Marseille : Chris-tophe Tiozzo (France)-Victor Cordobs (Paname). 23.55 Série : Crimes passionnels. CANAL PLUS 0.50 Au trot. 0.55 Journal, Météo et Bourse. 21.45 Documentaire: 1.45 Série : Intrigues. Spécial Aliumés. 22.50 Flash d'informations. A 2 23.00 Cinéme : Villou en mai. *** 20.45 Divertissement: Avant que le ciel

nous tombe sur la tête. Avec Smain, Henri Salvador, Roch Voisine, Elsa, Laurent Violet, Patrick Timsit, Mory Kante. Magazine : Caractères. Magazine: Caractères.
Présenté par Bernard Rapp.
La XXI+ siècle en questions.
Invités: Alvin Toffier (les Nouveeux Pouvoirs: savoir, richeese et violence à la veille du XXI+ siècle): Albert Jacquard (Voici le temps du monde fini): Thierry Gaudin (2100, récit du prochain siècle).

23.20 Journal et Météo. 23.40 Cinéma : Ma vie de chien. Film suédois de Lasse Hailatröm (1985). 2.00 Magnétosport : Un mois de sport dans le monde (120 min.). FR 3

Magazine : Thalassa. La Sirène de Bahia. De Gonalo Arijon. Feuilleton : L'Affaire Saint-Romans.

TF 1

13.15 Magazina : Reportages.

Des Géris formidables, de Christian de Dadelsen et

Thierry Froissert. Enquêta chez les bénévoles.

14.30, 16.10).

13.55 Série : Vivement lundi.

Mondo dingo.

18.50 Série : Marc et Sophie.

19.20 Jeu: La Roue de la fortune.

19.50 Tirage du Loto (et 20.50).

Journal, Tiercé,

Tapis vert et Météo.

Variétés : Sébastion c'est fou i

dle : immarsion mètres. De Spoutnik à Mir ; Chessés croisés.

13.35 Magazine :
Objectif jeunes.
Le sport à l'école, de Patrick
Redslob ; Les classes sports-

riscesco ; Les classes sports-frudes, de Marc Maison-neuva ; Une seconde chance le crédit formation

jeune, de Dominique Leury;

Le zéro pointé, de Dominique

Magazine : Animelia.

Les chimpanzés. Magazine :

16.55 Club sandwich.

18.00 Jeu : La Chevaller

20.00 Journal et Météo.

20,45 Téléfilm : Pas de faire-

Magazine : Bouillon de culture.

Journal et Météo. 0.20 Série: Médecins de nuit (rediff.).

Magnétosport :

Equitation.

13.00 Télévision régionale.

Thème : sport

14.00 Magazine : Rencontres.

De 15.00 à 19.00 La Sept ---

Coupe du monde de dres-sege (120 min).

part pour Max.

Sports passion. Basket-ball.

du labyrinthe. 18.30 Série : L'Appart' (rediff.).

23.40 Magazine : Formula sport.

0.45 Journal et Météo.

0.40 Au trot.

15.05

18.50 INC.

22.20

2.00

18.55 Feuilleton:

A2

Sébastien C sec.
Magazine : Ushusia.
A is cité des Etolles (sux environs de Moscou); Nauimmarsion 6 000

20.00

20.55

22.40

je.

Trente millions d'amis.

leu : Une famille en or.

cennes.

17.25 Divertissement:

Magazine :

16.00 Tiercé-quarté à Vin-

13.50 La Une est à vous (et à

(rediff.). 2.00 Rediffusions.

L'Afrique accusée ? De Jean-Pierre Zim et Hervé Poli. 23.45 Tous pour un.

Compétition entre deux jeunes crésteurs d'entre-20.30 Téléfilm : Le Plombier.

Film français de Louis Maile 0.45 Cinéma : Shocker.
Film américain de Wes Craven (1989). LA 5 20.50 Téléfilm : Diabolique machination. 22.40 Série : Capitaine Furillo.

23.35 Magazine : Ciné Cinq. 23.50 Journal de la nuit. 23.57 Demain se décide aujour-20.35 Téléfilm : Un jumeau de trop. Série : La Malediction 22,20 du loup-garou. 22.50 Magazine : Vénus.

23.25 Magazine : Le 6- Dimension. Le débet politique dans le 23.55 Capital. 0.05 Six minutes d'Informa-

Samedi 6 avril

19.00 La 19-20 de l'informa

de la région. Invité : Pierre Mauroy.

De 20.00 à 0.05 La Sept -

CANAL PLUS

0.05 Série rose : L'Elève.

L'Heure du golf.

0.35 Magazine:

16.00 Jau: V.O.

tion. De 19.12 à 19.30, le journai

LA SEPT 21.00 Téléfilm : Moi, Antoine de Tounens, roi de Patagonie. 22.45 Documentaira : Chapeleiros. D'Adrian Cooper. 23.10 Animation: Pièces de théâtre de Gertrude Stein. 23.50 Danse : Entre-temps. Chorégraphie de Gilles Mus-

FRANCE-CULTURE 20,30 Radio-archives. Potaches et labadens. 21.30 Musique: Black end blue. 22.40 Les Petites Ondes; Les Nuits magnétiques. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE 20.30 Concert (donné le 18 janviel à Sarrebruck) : Concerto pour deux violoncelles, cordss et continuo en sol mineur RV commuo en soi mineur RV 531, Concerto pour violon-celle et orchestre en si mineur RV 424, de Viveldi: Sostenuto pour violoncelle et orchestre. Nachtgedankken pour orchestre, de Killmayer pour orchestre, de Kilmayer; Symphonie nr 8 en si mineur D 758, de Schubert, par l'Or-chestre radio-aymphonique de Sarrebruck, dir. Heinrich Schiff; sol.: Mario Blaumer, violoncelle, Heinrich Schiff, violoncelle. 23.07 Poussieres d'étoiles.

Mademe est servie. Téléfilm : 20.35

22.15 Musique : Les Starclips. 23.50 Six minutes d'informetions. 23.55 Musique : Rapline. 0.45 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Rediffusions.

LA SEPT 13.30 Téléfilm : La Psychose du détective Grogan. 13.30 Téléfilm : 15.10 Documentaire : La Saga Pour une fille en rouge. du parrain par Coppola. 15.00 Dynamo. 16.30 Sport : Voltey-bail. Finale de la Coupe des ss. Chapeleiros. 16.00 Documentaire : A propos En clair jusqu'à 20.30 -

18.00 Décode pas Bunny. 19.05 Dessin anime : Les Simpson. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. 20.30 Téléfilm : Le shérif mène le racket. 22.00 Les Nuis... l'émission. 22.50 Flash d'informations. 22.55 Les Superstars du catch. 23.45 La Nuit rose. rente uns de cerré blanc Cent ans da X. 1.45 Cinéma : Jours et nuits d'Eva

Blue. Film français, classé X, de Francis Leroi (1978). LA 5 13.30 Série : L'Enfer du devoir. 14.25 Série : La Loi de Los Angeles. 15.20 Série : Lou Grant. 16.15 Série :

Soko, brigada des stups. 17.10 Série : Le Retour de Mike Hammer. 18.15 Magazine : Intégral, 18.45 Jeu : Le Ligne de chance. 19.25 Contes à dormir debout. 20.00 Journal. 20.35 Météo. 20.40 Journal des courses.

20.50 Divertissement : Grain de folie. 22.20 Débat : A tort et à raison. 0.00 Le Journal de la nuit. 0.10 Magazine : Intégral La Valise en certon (rediff.)

13.25 Série : Madame est servie (rediff.). 13.55 Série L'Homme invisible. 14.45 Série : Laremie. 15.35 Série : Les Espions. 16.30 Jeu : Hit hit hit hourral 16.40 Série : Vegas. 17.35 Série : L'Homme de fer. 18.30 Série : Les Tâtes brûlées. 19.20 Magazine : Turbo. 19.54 Six minutes d'informa-20.00 Serie:

Le Prix de l'amour. Un bébé trop tot.

22.25 Magazine: 23.50 Série : Le Saint (rediff.). FR₃

de «Tristes Tropiques». De Jorge Bodenzky. 16.50 Documentaire : Réflexions faites. Claude LAVI-STRBUSS. 17.50 Documentaire : Gorilla, gorilla. 18.00 Mégamix. 19.00 Documentaire : Paris, c'est l'Afrique. 20.00 Le Dessous des cartes . 20.05 Histoire parallèle.

21.00 ▶ Documentaire : Le Troisième Millénaire. 22.35 Soir 3. 22.55 Stephane Grappelli : portrait revs FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Betty Raffaelli. 20.45 Dramatique. Exécuteur 14, d'Adel Hakim; § 22.05, Coucher de soleil, nouvelle de William Faulkner. 22.35 Musique : Opus.

A l'ombre des montagnes bulgares. 23.00 Paques orthodoxes. Service de nuit pascal retransmis depuis la cathé-drale Saint-Alexandre-Nevsky 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE 19.30 Opéra (en direct du Metro-politan Opera de New-York) : Parsifal, opéra en trois actes Parsital, opera en trois actes de Wagner, par le Choeur et l'Orchestre du Metropolitan Opera de New-York, dir. James Levine; sol.: Jessye Normen, Placido Domingo, Ekkehard Wisschiha, Aage Haspland, Robert Lovd, Paul Haugland, Robert Loyd, Paul Plishka, Heldi Grand, Wendy Hoffman, John Horton Mur-ray, Richard Fracker, Barbara Kilduff, Kaaren Erickson, Patricia McCaffrey, Joyce Petricia McCaffrey, Joyes Guyer, Eva Zsellar, Sondra Kelly, Mark Baker, Terry Cook, Gweneth Bean. Dimanche 7 avril

deras, Julieta Serrano.

Le Piège de Vénus.

22.10 Magazine

0.50 Cinéma :

10.45 Divertissement :

11.20 Série : Tarzan.

12.45 Journal.

17.20 Cirque.

18.25 Série :

19.55 Journal.

20.10 Magazine :

20.50 Cinema :

14.25 Série :

12.10 Divertissement :

Superchamps.

Rire parade.

15.20 Série : Lou Grant.

16.50 Documentaira:

16.12 Séria : Frog Show.

16.25 Tiercé à Longchamp.

La Grande Saga

Le Femille des collines.

19.15 Contes à dormir debout.

Elkabbach.

22.40 Magazine :

23.40 Magazine :

Reporters.

Top chrono.

0.20 Journal de la nuit.

M 6

lle : Le Safari Railye.

0.30 Le Club du Télé-achat.

Est : le rideau rose (sex o'clock), de Guillaume d'Al-

lessandro et Jean-Luc

Le Grand Prix moto d'Austra-

20.45 Journal des courses.

0.25 Musique: Carnet de notes. Gustav Mahler. Le Chant de **TF 1** 10.50 Magazine : la Terre. Les Animaux CANAL PLUS de mon cœur. 11.20 Magazins : Auto-moto. 10.45 Cinéma : 11.50 Jeu : Tournez.,. manège. Milou en mai. Film français de Louis Malle (1989). 12.25 Jeu : Le Juste Prix. 12.53 Mátéo. En clair jusqu'à 14.00 — 12.30 Flash d'informations. 13.00 Journal 13.20 Série : Hooker, 14.15 Série : Rick Hunter, 12.35 Magazine : inspecteur choc (rediff.). 15.10 Série : Agence Mon Zénith à moi. Invitée: Judith Godrache. tous risques (rediff.). 15.00 Divertissement : 13.30 Magazine : Rapido. 14.00 Téléfilm : Vidéo gag. 16.35 Disney Parade. Le Choix tragique. 15.35 ▶ Documentaire : 18.00 Magazine : Téléfoot. Spécial ellumes. 19.05 Magazine : 7 sur 7.
Jean Poperen, ministre chergé des relations avec le 16.40 Dessin anime : Les Simpson. 17.05 Les Nuls... ('émission (rediff.).

20.00 Journal, Météo et Tapis 18.00 Cinéma : Can't buy me love.

Film américain de Steve Rash vert 20.45 Cinéma : fait de la résistance. III fait de la résistance. III fim français de Jean-Marie Poiré (1983). Avec Christian Clavier, Michel Galabru, Gérard Jugnot. (1988). En clair jusqu'à 20.40 - 19.30 Flash d'informations. 19.35 Ca cartoon. 20.30 Dis Jérôme...? 20.35 Magazine : L'équipe du dimanche. Magazine: Ciné dimancha. Cinéma : 20.40 Cinéma : Femmes au bord de la crise de nerfs. Es Film espagnol de Pedro Almodovar (1987). Avec Carmen Maura, Antonio Ban-

22.35 Châteauroux district. Film français de Philippe Charigot (1987). Avec Nathalie Nell, Guy Marchand, Anals Journal et Météo. 22.05 Flash d'informations. 0.40 Série : Intrigues (rediff. el à 2.40, 5.35). 1.05 Concert: Soirée Schubert-Bach.

A 2 11.00 Messe. Célébrée à la paroisse du Christ-Ressus-cité, à Strasbourg. 12.05 Dimanche Mertin (et à 13.30, 15.50). 13.00 Journal et Météo. 15.00 Série : Mac Gyver. 16.40 Série : Euroffics. 17.30 Documentaire : L'Equipe Cousteau à la redécouverte

12.40 Metéo (et à 13.20). du monde.
Au pays des totems vivants.

18.30 Magazine: Stade 2.
Cyclisme: Football: Rugby:
Imagee er résultats de le samaine: Pentathion: Patinage artistique: Ski-alpi-nisme: Automobile: Basket-

19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal et Météo. 20.45 Série : Taggart. Musiques eu cœur. Avec... Sissi Extraits de Avec... Sissi Extraits de films : Sissi, Mayerling et 23.35 Journal et Météo.

10.30 Magazine : Mascarines. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Telévision régionala. 12.45 Journal. 13.00 Magazine D'un soleil à l'autre. 13.30 Magazine : Musicales, Mozert 1779. 14.30 Expression directs. 14.50 Magazine : Sports 3 dimancha. Cyclisme; Patinage; Saut à

17.30 Magazine : Montagne. Les Araignées du ciel, de Jean-Pierre Locatelli. 18.30 Amuse 3. 19.00 Le 19-20 de l'information. Grand témoin : Alein Juppé. De 19.12 à 19.30, Mag Cité. 20.05 Série : Benny Hill. 20.35 Magazine : Mille Bravo.

10.30 Magazine : Turbo. 22.00 Magazine : Le Divan. Invitée : Martin Lamotte. 22.20 Journal et Météo. Cinéma : 22.45

11.00 Série : Hongkong Connection. 11.50 Magazine: Sport 6 première. 11.55 Infoconsommation. informations : M 6 express (et à 22.15). 12.00 La Tombeeu hindou. E Film allemend de Fritz Lang (1958). Avec Debra Paget. Peul Hubechmid, Walter 12.05 Série : Murphy Brown. 12.30 Série : Ma sorcière bien-aimée. Reyer (v.o.)

13.00 Série : Aline et Cathy. 13.25 Série : Medams est servie trediff.) 13.55 Série : Le Famille Remdam.

14.20 Musique : Les Starclips. 16.00 Série : L'Ami des bêtes. 15.45 Série : Laredo. 17.40 Série : L'Homme de fer. 18.30 Série : Les Routes du paradis. 19.25 Magazine : Culture pub. 19.54 Six minutes d'informatione.

20.00 Sèrie : Madame est servie. 20.30 Magazins : Sport 5. 20.35 Cinéma : La Ligne

de démarcation. E Film français de Claude Cha-brol (1865). Avec Jean Seberg, Maurice Ronel, Daniel Gélin. 22.20 Capital. 22.30 Cinéma : Cinema : Pleisirs de femme. E Film ralien de Giovanni Sol-dati (1985). Avec Stefania Sandrelli, Ben Cross.

Sandrelli, Ben Amanda Sandrelli. 0.10 Six minutes d'informe-0.15 Magazine : Sport 6. 0.25 Musique:

Boulevard des clips. 2.00 Rediffusions. L'Equipe du dimancha. Footbali; L'événement; Bas-ket-ball améncain. LA SEPT

12:30 Documentaire : Style Wars. Film allemand de Robert Ven Ackeren (1988) (v.o.). 13.30 Histoire parattèle. 14.30 Animation : Pièces de théâtre de Gertrude Stein. 15.15 Danse : Entre-temps. 15.30 Téléfilm : Moi.

11.15 Pronostics du tiercé. Antoine de Tounens roi de Patagonie (2). 17.00 Chroniques de France. 18.00 Danse : Le Corsaire. 19.30 Documentaire : 13.30 Série : L'Enfer du devoir. Martial Solal. La Loi de Los Angeles.

20.00 Documentaire : Putting up the Pickles. 20.30 Cinéma : Qu'il était bon mon petit Français. Film brésilien de Nelson Pereira Dos Santos (1971).

des animaux. La grande saga des croco-21.45 Portrait sentimental d'un cinéaste brésitien. 22.30 Cinèma : De sable et de sang. Film français de Jeanne Labrune (1987).

0.10 Court métrage. FRANCE-CULTURE La Petite Voleuse. Thru françois de Claude Miller (1988). Avec Charlotte Gainsbourg, Didier Sezace, Simon de La Brosse. 20.30 Atelier de création radiophonique. Textes et musi-

22.35 Musique : Le concert. Musique soufi. 0.05 Clair de nuit. FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de Stres-bourg) : Compositione iné-dites et originales commandése pour l'occasion à Petrice Caratini, Laurent Cugny, Andy Emler. 23.05 Poussières d'étoiles. Paris, géographie musi-cale (3).

Du lundi au vendredi, à 9 heures, SUF FRANCE-INTER «ZAPPINGE» Une émission de GILBERT DENOYAN EVEC ANNICK COJEAN et le collaboration du « Monde:

Re Monde SOFRESNIELSEN Audience TV du 4 avril 1991

| HORAIRE FOYERS AYANT REGARDE LA TV | FOYERS AYANT | TF T | A 2 | FR 3 | CANAL + | LA 5 | M 6 |
|---------------------------------------|--------------|------------------|----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|----------------------|
| | Roue fortune | McGyver | Journal rég. | | Ligne chance 1,3 | Pethe masson 4,1 | |
| | | 14.4 | 12,8 | 18,2 | 2,0 | | |
| 19 h 22 | 53,3 | Roue fortuna | McGyver | 19-20 10,8 | Nulle pert 3,8 | Léon Duras | Petito maisor 4,1 |
| 19 h 45 | 58,3 | 23.7 | 15,0 | | Nufie part | Journal | M- est servi |
| 1311.44 | | Journal 27,1 | Edition 16.7 | La classe 10,0 | 4.3 | 4.1 | 8,8 |
| 20 n 18 | 69,3 | 23.1 | | Paradis | Jeu d'enfant | Les ciseaux | Des anges |
| | | Navarro 28,3 | Envoyé spéc. 15.9 | 11,5 | 1.8 | 11,6 | 7.4 |
| 20 h 55 | 72.8 | 20,5 | | Paredis | Flesh | Les oiseaux | Des anges |
| | | Navarro | Notre hist. 8.7 | 11,4 | 0,5 | 14.2 | 7.8 |
| 22 h 8 | 64,3 | 25,8 | | | Aurea formens | Conséquence | lie serpent |
| 22 h 44 | 33,9 | Ex-Libria 7,9 | Notre hist. | Dern. séance 9,1 | 0,5 | 3.1 | 4.0 |

مكذا بن الاصل

entre Rabai et Paris après la sortie

du livre de Gilles Perrault, Notre

ami, le roi et les continuelles

infractions marocaines aux droits

de l'bamme, encore récemment

détaillées par Amnesty Internatio-

nal (le Monde du 28 mars), les

émeutes de Fès en décembre et la

Le roi a fait récemment quelques

concessions symboliques. Mais, de

là à dire que la page est complète-

ment tournée, il y a un pes que

M. Dumas n'a pas tout à fait fran-

chi. Il n'a pas manqué de déclarer

que « démocratie et développement

sont lies », laissant entendre que ce

constat fait par M. Mitterrand à La

Baule n'avait pas cessé de se veri-

fier depuis lurs. « La où il n'y n pas eu de progrès [vers la démocratie] des troubles politiques et sociaux se

Usant d'un langage moins ellip-

tique, M. Dumas a ajouté : « Tenir

compre des mœurs et de l'histoire

particulières d'un pays ne doit pas servir de prétexte à ne rien faire!»

Réponse à Hossan II qui ne cesse

d'affirmer que les droits de

l'hamme ne daivent pas parter

atteinte aux trois a valeurs sacrées »

du Maroc, « Dieu. la patrie et le

FRANCIS CORNU

Roi » ..

sont produits », a-t-il constaté.

répression qui s'ensuivit?

La France veut « relancer » sa politique maghrébine

1991 doit marquer une a nouvelle phase a dene les rapports entre le France et le Meghreb. M. Rolend Dumas e ainsi donné le ton à la série de visitee qu'il effectue, ce mois ci, dens les cinq pays rassemblés eu sein de l'Union du Maghreb arebe (UMA), à savoir l'Algérie, le Libye, le Maroc, la Meuritanie et le Tunisie. De sérieux différends ont récemment opposé Paris à Rebet, et ce n'est pas un hesard si le ministre des effaires etrangères e chaisi de commencer son périple per le royaume chérifien, jeudi 4 evril, event de se rendre, vendredi, e Nouakchott, puls, è compter du 20 avril, à Alger, à Tunis et à Tripoli.

RABAT

de notre envoyé spécial « Une page difficile est tournée, il faut regarder vers l'arenir », avait

LESSENTIEL

SECTION A

Débats L'Europe doit rebondir : Un appel de trente-huit personnalitée : « La seconde mort du gaullisme », par Alain Duhamel.....

Arrestation de l'ancienne présidente Ertha Pascal-Trouillot..... 4

La première grève générale Le statut de la Corse Le projet du gouvernement adopté grace à l'abstantion com-

Le journal d'un amateur

€ Femiliee », per Philippe Bau-

Affaire Médecin

L'encien maire de Nice eurait bénéficié de fonds versés à une société panaméenne...... 10 Nüinski-Nijinska,

touiours

Chefs d'œuvre en cascade, à la fois chorégraphiques, musicaux et picturaux, au Pelais Gamier 12

SECTION B

SANS VISA

Mazerr sur le route du Requiem e La justice en son terrible paleis e Beyeux feit rapieserie • Louis XI devait aimer ce vin . T.E. Lawrence dit d' Arabie 15 à 22

SECTION C

Paribas, an I Le groupe financier e fait sa mue et veut être un acteur engagé 23 M. de l'Estoile quitte Dassault

Double relève à la Caisse national d'assurances-maladie

M. Mallet (FO) et M. Giral (CNPF). Un rapport sur la production

audiovisuelle M. Alein Moreeu souligne le grende dépendance de l'Eu-

| Services | |
|--|----------|
| Who into the second of the sec | 25 |
| | 18 15 |
| Merchés financiers 28-2 | 27 28 |
| I ITIODOGIONE IN INCIDENTIAL | 20 |
| 1 1 the state of t | 8 |
| Tec-o-Tec | 5 |
| AADOK-GUG GG GUGGGG TTTT | 2 |
| La télématique du Monde : 3615 LEMONDE | |
| 3615 LM | |

Le numero da « Monde » daté 5 avril 1991 eté tire à 519 150 exemplaires.

affirmé M. Dumas avant même de rencontrer les dirigeants marocains, eu cours d'un débat organisé par la radio bilingue Médi 1. Page ternie par les manifestations proirakiennes et anti-occidentales qui ont agité tout le Maghreb. S'y ajoutait, pour ce qui concerne Rabat, une incompréhension persistante avec Paris à propos de certains aspects du régime d'Has-

Le chef de la diplomatie a préféré évoquer avec le roi un « plan de relance » des relations hilatéraies. Il a fait observer, pour montrer les bnnnes intentinns de la France, qu'il avait tenu à être eccompagné de M. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat aux relations culturelles internationales, et annoncé que d'autres ministres lui embnîterant le pas, comme celui du commerce extérieur, il a, en outre, précisé que Paris appuierait Rahet dans ses negociations avec le FMI et le Club de Paris.

Ce souci de tourner la page est autant celui de la France que des gouvernements maghrébins. Paris souhaite renouer le contact avec un monde erabe déconcerté, vnire courroucé par l'«alignement» de la France sur la position des autres pays occidentaux pendant la crise du Gnife, Hassan II, tout particulièrement, pourrait jauer un rôle d'utile intermédiaire, lut qui avail manué une reletive solidarité avec « son » peuple tout en maintenant un contingent auprès des forces de la coalition. De leur côté, les dirigeants maghrébins veulent, plus que jamais, se rapprocher de l'Europe et pensent que Paris peut les y

M. Dumas a danc cherché à les rassurer, « La France a el aura une politique à l'égard du Maghreb ». a-t-il dit. Ainsi, a-t-il pramis un e nouveau type de relations élargies » et annoncé que, dans le cadre de l'Europe des Douze, Paris

jouerait « un rôle moteur » pour promouvnir le « partenariat » entre les deux «blocs» que forment la CEE et l'UMA. « La politique euro-peenne à l'égard de l'Est ne se fera pas au detriment du Sud ». a-t-il répété.

Il e soubaité que, « dès cette année », s'amorce une réelle concertation entre les Etats des deux rives de la Méditerranée et que soit convoquée la conférence «5 + 4» qui rassemble les ministres des affaires étrangères de l'UMA et ceux du Partugal, de l'Espagne, de l'Itelie et de la France. Le ministre a même évoqué, pour « plus tard », une réuninn de tous les pays du bassin méditerrancen autnur du thème de la sécurité réginnele, à l'image de la CSCE en Europe.

L'« honneur » de la communauté internationale

A l'issue de son entretien avec le roi, M. Dumas e souligné «la grande convergence de vues» entre le Maroc et la France sur l'ensemble des problèmes du Prache-Orient, précisant qu'un début de sulution de la question palestinienne était « urgent », qu'il y allait « de l'honneur » de la communauté internationale qui vient de se prévaloir du droit à propos du n'admetica pas une contrefaçon du processus de paix. »

Le ministre a indiqué qu'il avait transmis un message d'amitié de M. Mitterrand à Hassan II et rappelé que celui-ci était toujnurs invité à faire une visite à Paris, à la date qui lui conviendra. Aurait-un danc oublié les souvenirs du sommet franco-africain de La Baule en juin 1990 au cours duquel le snuverain chérifien s'était montré peu téceptif aux appels à la démocratisation? Aurait-on aussi nublié la brouille

De préférence à une offre française

Singapour achètera des avions néerlandais de patrouille maritime

landais, dérivé du Fnkker-50, au détriment d'une praposition conjunte de Dassault et Aérospatiale. Le contrat, qui devrait être conclu prochainement, porte sur la commande ferme de quatre appareils (pour un coût de 54 millions de dollars), livrables dans les trois ans, et sur une option de quatre autres exemplaires.

Conçu par Fokker, l'Enforcer, choisi par Singapour, est un biturbopropulseur qui emprunte beaucoup au Fokker-50 civil et qui est spécialisé dans la lutte contre les navires de surface (sans capacité dans la détectinn des sous-marins). Face à l'affre néerlandaise, Dassault et Aérospa-

BOURSE DE PARIS

Matinée da 5 avril Hésitation

La tendance était hésitante ven-

dredi matin à la Bourse, nù, dans un marché catme, les intervenents attendaient la publication dans l'après-midi des chiffres du chômage américain de mars. L'indice CAC 40, après avoir ouvert en très léger recul (- 0,03 %), se mointenait à + 0,21 % par la suite. En housse figuraient Ciments français, Valeo et Immobilière Phènix. En baisse, on notait Paribas, BHV et Essilor.

(Publicité) Mètros Saint-Sébastien et Duroc, aux Entrepots du Merais :

pantalon flanelle

189° doublé

et 237 F en serge ; les hommes ont intérêt à fréquenter ces champions du prét-à-ponter de luxe qui propo-sent aussi une vaste pure laine Woolmark à 585 F, en laine et cachemire à 698 F. Costume tissu Noblet à partir de 690 F (ils en om noblet a partir de seu ir (ils en om aussi en Dormauil), smoking laine mohair 1,385 F. Rayon spécial grands et loris jusqu'au 62. Deux boutiques: 3, rue du Pont-aux-Choux (37) et 112, rue du Cherche-Midi (67). De 10 h & 19 h, sauf lundi

La République de Singapour a donné le préférence à l'achet d'un avion de patrouille mantime néerdu court - et moyen - courrier civil ATR-72 produit en coopération evec le groupe italien Aeritalia.

> L'nriginalité de cette transaction tient au fait que le client singapourien s'est intéressé, avec l'avion Enforcer, à un appareil qui n'a pas été acquis par la marine néerlan-daise, équipée de patrouilleurs maritimes Atlantic et Orinn. L'usage veut, en effet, qu'un pays étranger préfère souvent acquérir une production déjà éprouvée et soutenue par l'armée du pays fournisseur. Il est vraisemblable, en la circonstance. que Singapour a été sensible à des offres de compensation au terme des-quelles l'Enforcer sera assemblé par l'industrie locale.

Après son échec, la France pourrait recevnir un lot de consolation, avec l'adoption par Singapour de missiles Exocet ponr armer les avions néerlandais. Il y a peu, le République de Singapour a commandé à la France des canons légers de 105, à raison de trente-six exemplaines, au groupe GIAT-Industries.

36. CHAMPS-ĒLYSĒES PĀRIS

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

La gauchère

≺E que j'en ai marre d'eppartenir à une minorité, vous pouvez pas savoir l Et quand je dis une, facon de parfer. Je eula minoriteire en tout, moi, Côté vieux, côté juif, côté nane et côté gaucher. Il me manquelt plus que d'être gey, black et handicapée. Eh ben, ça y est, je le suis, handicapée i Non ce choc quand j'ei apprie ça, ce metin i Je me suis retenue eu Herald Tribune, c'était marqué dessus, pour pas tomber sur la

Figurez-vous que cas salauds d'Amerinques, pourtant à le pointe du combat pour l'égalité des droits, viennent de se livrer à des travaux ignubles, perfeitement discriminatoires, établissant que si vous ne vous levez pas les dents de la mein droite vous ne pouvez pas espérar vivra plus de souxante-six ans et quatre

La raisnn? Une maladresse congenitale, une inadeptation à la civilisation moderne qui tient aux cirennvolutions du cerveau. Enfin, vayez la topo ! Bien dans le

mois.

style des études menées il y e qualques années à Yale sur le quatient intellectuel des Noirs comparé à celui des Blancs. Intérieur, naturellement. A l'époque, ces conclusions avaient fait scan-

Aujourd'hui, on condamne à mort dix pour cent de la population du glabe, et personne ne moufte. Heureusement que je suis là pour alerter l'opinion. S'agit d'une intniérable atteinte au droit le plus sacré : la liherté d'enfiler son dé à caudre sur rel dnigt plutôt que sur tel eutre. Enfin, c'est insensé l Qu'est-ca qu'ils foutent à Amnesty International? Qu'est-ce qu'ils attendent pour empêcher cet épouvantable génocide, en rappelant les démocraties à leur sens des responsabilines.

C'est pas parce que Seddem est en train de liquider les Kurdes qu'il faut effacer de la surface de le Terre tous coux qui souffrent de vivre dans un monde nu l'anse de le tasse à café ignore leur différence et ne répand qu'eux exigences de la majorité.

Réunie à Cachan

La convention nationale du PS doit tirer les leçons de la guerre du Golfe

Le Parti socieliste réunit. samedi 6 et dimanche 7 evril, è Cachan (Val-de-Merne), une convention nationale consacrée eu « nouvel ordre mondis! ». Le bureeu exécutif du PS evelt edopté à l'unenimité. le 13 mars, en vue de cetté convantion, un texte préparatoire approuvant l'ection du président de la République dans la crise du Golfe. La convention doit se prononcer, à ce sujet, sur les senctions epplicables eux onze parlementaires qui n'evelent pae respecté la disclpline de vote, le 16 janvier dernier, lors du débat sur l'ouverture des hostilités contre l'Irak.

La guerre du Golfe a imposé eux socielistes, dans leur visinn des relations internetionales, une conversion comparable à celle à laquelle ils evaient été contraints. en matière économique et sociale, par le tournant de le «rigueur» en 1982-1983. S'engager dans une guerre pour défendre, oux côtés des États-Unis, une manarchie pétrolière contre un régime irakien paré, jusqu'alors, des vertus de la laïcité et du progressisme : le choc, pour beaucoup d'entre eux, était rude, et certains n'ont pu se résoudre à se plier à l'inexprable «logique de guerre», dont M. François Mitterrand avais constaté, dès le début de la crise, qu'elle était à l'œuvre.

M. Jean-Pierre Chevènement, qui s'était démis, le 29 janvier, de son portefeuille de ministre de la défense, persiste dans son refus d'admettre que les « faits », selon le texte adopté par le bureau exécutif.

dent de la République. Pour les autres, l'beure est venue de tirer les conséquences de cette épreuve et de mettre à jour les conceptions internationales du PS. M. Jean Poperen propose d'aller loin dans cet aggiornamento, en purgeant la culture socialiste du tiers-mondisme et de l'anti-eméricanisme qu'il décèle dans l'hostilité des uns envers l'action de M. Mitterrand ou dans la mauvaise conscience evec laquelle d'eutres l'ont soutenue. M. Linnel Juspin, dont les questinns internetionales sont un des terrains de réflexinn privilégiés, a prévu de faire, à la conven-tion, un discours destiné à mantrer qu'il ne limite pas ses préoccupa-tions au seul secteur de l'éducation

Le canton de M. Mélenchon

Les délégués socialistes duivent se prononcer anssi, à Cachan, sur les sanctions que M. Pierre Mau-roy avait prises à l'encontre des douze parlementaires - dant hait membres du courant Socialisme et République de M. Chevènement qui n'ont pas respecté la discipline de vote sur la déclaration gouver-nementele engageant le France dans les npérations militaires contre l'Irak, le 16 janvier dernier. Sept députés et trois sénateurs evaient voté « contre », un député s'était abstenu. En outre, M. Max Gailn, député européen, avait été. lui eussi, sanctionne pour ses posi-tions publiques hostiles à la guerre. Ces douze élus avaient été suspendus de délégation, ce qui leur interdisait de s'exprimer ou d'agir au num du PS. La direction du parti propose, aujourd'hni, de confirmer

cette mesure pour huit d'entre eux jusqu'à la fin de la session parlementaire de printemps et de la prolonger pont les quatre autres, coupables, à ses yeux, d'avoir per-sisté publiquement dans leur indis<u>.</u>...

175 e -

4.0

121 71

27774

B~4.

777

E. vist

Trois parlementaires nationaux MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, respectivement député et séneteur de l'Essonne, animateurs de la Nouvelle Ecole socialiste, et M. Roland Carraz, député de la Côte-d'Or, membre de Socialisme et République ainsi que M. Gallo devaient, donc, être suspendus de délégation jusqu'au pro-chain congrès, initialement prévu pour le mnis de juin 1992. Or cette mesure aurait pour effet, dans le cas de M. Mélenchon, conseiller général, de lui interdire d'être le candidat du parti, en mars proehain, dans son canton de Massy-Quest.

M. Laurent Fabius, que MM. Dray et Mélenchon avaient rejoint au congrès de Rennes, e fait valnir qu'une sanctinn aussi grave pose un problème. « Que ferons-nous si M. Chevènement brigue un mandat de député à Belfort?». a-t-il demandé, le 2 avril, lors du petit déjeuner qui réunisseit, comme chaque semaine, les principaux responsables et ministres socialistes autour de M. Michel Rocard. La solution retenue, après bien des débats eu bureau exécutif le 3 avril et jeudi au secrétarial natinnal, scrait de « suspendre » les quatre « endarcis » jusqu'à la réunion, à l'automne prochain, de la convention ou du comité directeur, qui devra ratifier les candidatures aux élections régionales.

M. Pierre Guidoni, chargé des relations internationales an secrétariat national et principal représentant, dans cette instance, de Socialisme et République, a pris la défense, au bureau exécutif, de MM. Gallo et Carraz, dont il ne partage pas, pourtant, les posi-tions, Pour M. Guidnni, le temps de l'équilibrisme au sein du courant de M. Chevenement est terminé: prachainement nommé ambassadeur de France à Buenns-Aires, l'ancien ambassadeur à Medrid tire sa révérence,

PATRICK JARREAU Lire page 8 le « Point de rue » de M. Lindeperg « La nécessaire électrochoc »

Réunion à Paris du Comité France-Japon. - Le Comité France-Japon, qui regroupe des personnalités des deux pays chargées de faire progresser la coopération bilatérale, s'est réuni jeudi 4 avril à Paris. Selon M. Lionel Stoleru, secretaire d'Etat au plan et membre de la délégation française, les participants ont examiné les moyens concrets pour parvenir à un rééquili-brage positif des échanges franco-nippons et devraient proposer une dizaine de projets précis de comération lors de la réunion plénière du

Comité, le 13 juin prochain à Tokyo.

V.

